

4. 2. LES DESTINEES HUMAINES

III – LES HOMMES DANS LA GUERRE

4. 2. 22.

Dans toute la présente section, nous nous intéressons aux conditions des “rapports humains”, c’est-à-dire à la manière dont un homme peut trouver à penser et situer sa propre existence par rapport aux autres hommes. Ceci, nous l’avons d’abord envisagé à travers des représentations communes : le sort, le destin. Puis à travers une notion religieuse : la grâce. Le thème du héros nous a ensuite conduits à nous pencher sur les ressorts des discours que les hommes tiennent sur les hommes. La figure du grand homme enfin et l’examen de quelques personnages historiques nous ont invité à reconnaître, derrière une figure singulière, le comportement de nombreux hommes – derrière un homme, des individus agissant en masse. Il nous faut donc à présent appréhender comment se forme, se comporte et se conduit la masse humaine et notamment comment quelques hommes peuvent en conduire beaucoup d’autres qui ne comptent alors qu’en quantité. La guerre offre sans doute à cet égard le meilleur champ d’investigation.

*

On a beaucoup écrit sur la guerre. Il est très rare cependant que les philosophes s’intéressent aux réalités militaires : aux tactiques, aux armées et aux armements. A notre sens, il importe beaucoup de le faire néanmoins. Il importe de saisir l’action militaire au plus près ou de s’y efforcer au moins. Car la réalité guerrière, d’elle-même, se dérobe. Ceci, d’autant plus en France, que les études historiques négligent souvent l’histoire militaire. L’école dite « des Annales », voulant saisir les grands tournants historiques structurels, s’est largement moquée de « l’histoire-batailles ». Et l’idéologie politique s’en est mêlée, soupçonnant l’histoire militaire de nourrir le nationalisme. On a pu souligner qu’il s’agissait là d’une lubie franco-française, l’histoire militaire n’étant

nullement délaissée dans les pays anglo-saxons notamment mais, quoi qu'il en soit, la France d'aujourd'hui connaît sans doute mieux ses défaites militaires que ses victoires, lesquelles ne sont pas du tout célébrées et à peine enseignées. Au point que Bouvines ou Castillon sont des événements déterminants dans l'histoire de France qui n'évoquent sans doute pratiquement rien pour beaucoup de Français¹. Il reste difficile ainsi de trouver en France des regards dépassionnés sur la guerre.

Dans le même temps, l'historiographie a voulu saisir les réalités combattantes à hauteur d'homme, à travers son vécu individuel². Elargi à la prise en compte de ses impacts humains et sociaux³, le traitement narratif de la guerre a changé – y compris au plan littéraire⁴. Pour autant, il n'est pas sûr que ces éclairages, souvent anecdotiques, permettent de mieux saisir la réalité guerrière.

*

Le photographe Philippe Bazin montre quelques lieux de batailles célèbres comme Bannockburn tels qu'ils apparaissent aujourd'hui. Des lieux communs, banals, où plus rien n'indique qu'ici des hommes sont allés au bout de la souffrance et de la violence.

¹ Depuis quelques années, néanmoins, l'histoire militaire française ne néglige plus délibérément les batailles, voir par exemple H. Drévilion & M. Wieworka (dir) *Histoire militaire de la France*, 2 volumes, Paris, Perrin, 2018.

² Voir particulièrement les travaux d'A. Corvisier *Le soldat, la stratégie, la mort : mélanges André Corvisier*, Paris, Economica, 1989 & *Histoire militaire de la France*, 4 volumes, Paris, PUF, 1989.

³ Voir particulièrement, sur le vécu à l'arrière des combats L. Dornel & S. Le Bras (dir) *Front intérieurs européens. L'arrière en guerre (1914-1920)*, Presses universitaires de Rennes, 2018. Ou sur les mécaniques de contrôle social que la guerre a pu favoriser, P. Salson & S. Bertschy (dir) *Les mises en guerre de l'Etat : 1914-1918 en perspective*, ENS Lyon, 2018.

⁴ Voir notamment les romans de Pat Barker (*The Regeneration Trilogy*, Harmondsworth, Viking, 1996).



Les herbes de l'été, voilà tout ce qui reste des rêves des guerriers morts, écrit Bashô. Comme si cela, au fond, n'avait pas eu d'importance. Pas plus, finalement, que la simple vie – dans le film La ligne rouge (1998) de Terence Malick, la guerre des hommes paraît noyée dans la nature qui l'héberge et qu'elle dérange peu⁵.

Pour des générations – comme celle de l'auteur de ces lignes – qui n'ont pas connu la guerre directement, celle-ci paraît toute irréelle. Ce n'est pas que les images ou les témoignages manquent. Mais, nous aurons à le souligner, la réalité guerrière défie l'universalité. Il est extrêmement difficile de la saisir sous des termes généraux. C'est pourquoi nous ne nous soucierons pas outre mesure de lui donner une définition. Gaston Bouthoul en a compté un grand nombre et retient finalement celle-ci : la guerre est la lutte armée et sanglante entre groupements organisés (Traité de polémologie, 1951 & 1970⁶). Adoptons-là. Elle est suffisamment vague pour convenir aux différentes formes de conflit.

Tout cela ne revient pas à dire, cependant, que la complexité des faits de guerre défie l'analyse. En fait, la conduite de la guerre paraît suivre des principes et des options relativement simples. Et si l'on a désigné de nombreuses révolutions dans l'histoire militaire⁷, il semble cependant que la guerre a connu une évolution beaucoup plus linéaire : vers l'organisation du choc, pour accroître son rendement et vers le perfectionnement des armes pour pouvoir gagner sans avoir à se battre de manière directe. Lentement et par à-coups, les hommes ont appris à

⁵ Dans *La débâcle* (1892, II^e partie, fin du chap. V) Zola décrit un paysan qui laboure en marge des combats.

⁶ Paris, Payot, 1991.

maîtriser la violence, ce qui signifie qu'ils ont acquis toujours plus de capacités à la déchaîner – jusqu'à rendre son emploi presque impossible dans le cas de la guerre nucléaire. Car le souci de n'avoir que le moins possible à s'exposer directement au combat aura sans cesse conduit à libérer davantage la violence.

Sous ses formes les plus violentes, cependant, la guerre est et a toujours été un phénomène relativement rare, quoique trop de jugements communs nous empêchent de le voir. On s'interdit en effet largement de penser la guerre – comme si vouloir saisir sa positivité, c'est-à-dire l'intelligence et les valeurs qui peuvent s'attacher à elle comme à tous les comportements humains, revenait forcément à la justifier, à s'y complaire. Comme le note G. Bouthoul, le premier obstacle pour penser la guerre est cette opinion que toute violence est une absurdité, relevant d'une part maudite en l'homme, d'un reste animal ou enfantin. De sorte qu'il suffirait de faire preuve d'un peu de sentiment, de bon sens et de maudire bien haut la guerre pour qu'il n'y en ait plus. A la différence des hommes, les animaux ne se font pas la guerre au sein d'une même espèce, dit-on ainsi. C'est là un lieu commun depuis l'Antiquité et qui n'est vrai qu'en un sens : plus la guerre est réfléchie, plus sa violence est délibérée ! De sorte que la seule spécification de la violence humaine tient au degré d'organisation et d'intelligence qu'elle atteint. La guerre n'est un phénomène pleinement humain que dans la mesure où ses ravages sont plus considérables et sciemment organisés.

Cela ne peut être appréhendé cependant sans mises en perspective historiques. Nous retracerons ainsi d'abord brièvement A) l'histoire des hommes au combat. De là, il faudra tenter de sonder plus avant la réalité guerrière, en suivant B) les hommes jetés dans la bataille. Enfin, nous interrogerons C) le pouvoir de vie et de mort qui structure l'ordre guerrier.

⁷ Voir par exemple G. Parker *La révolution militaire. La guerre et l'essor de l'Occident*, 1988, trad. fr. Paris, Gallimard, 1993.

A) Brève histoire des hommes au combat

4. 2. 23.

Rareté de la guerre.

A l'échelle historique, la guerre, telle que nous la concevons couramment, c'est-à-dire l'affrontement réglé de deux armées dans une ou une série de batailles, *est un phénomène relativement limité*. Sans doute, une telle affirmation ne sera-t-elle pas acceptée sans mal. Comment, à notre époque, ne pas postuler un besoin d'affrontement permanent et foncièrement humain (et masculin) ? Constatant qu'on ne trouve aucune trace de violence à grande échelle au néolithique, des auteurs en semblent comme gênés⁸. Rassurons-les ! Si l'on peut dire que la guerre est un phénomène relativement limité, ce n'est pas, évidemment, que les conflits n'aient été innombrables entre les groupes humains depuis l'aube de l'humanité. Mais, à cette échelle, ils n'auront finalement été que rarement conduits selon deux orientations devenues pour nous inséparables de l'idée de guerre :

- la concentration des moyens au cours de l'épreuve de force ;
- la volonté de détruire systématiquement l'ennemi.

En regard, à l'échelle historique, gagner un conflit aura plutôt signifié : 1) convaincre l'ennemi de l'inutilité pour lui de commencer ou de continuer à se battre et 2) tirer directement profit d'une action violente en puisant librement sur les ressources du vaincu. En quoi, la guerre ne suit alors guère d'autres principes - l'intimidation et le pillage - que l'affrontement de rue, la lutte de gangs ou même les chamailleries de la cour de récréation. On peut même dire que la guerre, sous cette forme, n'a pas d'autre but qu'elle-même. L'autre est immédiatement menace ou, plus exactement, enjeu de supériorité et de profit. Jadis, dans toute la Grèce, note Thucydide, les gens allaient armés. Les Grecs vivaient comme des barbares et les Athéniens, les premiers, cessèrent de porter des armes (*Histoire de la guerre du Péloponnèse*, 431-410 av. JC, pp. 696-697⁹). Dans sa *République* (V¹⁰), Platon juge indigne le fait de détrousser les cadavres ennemis car c'est une marque de petitesse d'esprit de voir dans un corps mort celui d'un ennemi.

Dans les sociétés traditionnelles, ainsi, la lutte s'impose immédiatement. Comme possibilité omniprésente, la violence marque tout premier rapport à l'étranger¹¹. Et cette situation d'hostilité permanente se traduit par un isolement des communautés. Par-là, la guerre devient un fait social. On veut la croire conditionnée par la rareté des ressources. On la

⁸ Voir J. Guilaine & J. Zammit *Le sentier de la guerre*, Paris, Seuil, 2001.

⁹ trad. fr. Paris, Pléiade Gallimard, 1964.

¹⁰ *Œuvres complètes I*, Paris Pléiade Gallimard, 1950.

traite comme une pathologie ou un dysfonctionnement. Mais la guerre crée de la solidarité et, comme telle, fait la société, juge plutôt Philippe Descola, dans le cas des Jivaros (Achuar) et des guerres endémiques qu'ils mènent, au cours desquelles la moitié des hommes sont couramment tués (*Les lances du crépuscule*, 1993¹²) – car les affrontements semblent avoir été particulièrement meurtriers dans les sociétés traditionnelles¹³.

L'ethnologie distingue volontiers des sociétés pacifiques (comme en Amérique du Nord, les Sociétés du Plateau) et des sociétés guerrières (comme les Iroquois). Mais cette distinction paraît assez fragile. En général, seule la formation de l'Etat marque le désarmement de la société. Pour Pierre Clastres, la guerre dans les sociétés traditionnelles, est un phénomène culturel de dissociation, de désordre organisé, qui prévient justement l'émergence de l'Etat (*Archéologie de la violence : la guerre dans les sociétés primitives*, 1977¹⁴).

La guerre, extension de la chasse.

A la fois défense et prédation, la guerre traditionnelle est d'abord comme une extension de la chasse. Elle en respecte les règles : éviter l'affrontement à découvert, non préparé et éviter la mêlée, trop incertaine. L'art de la guerre repose donc d'abord sur la ruse, comme feindre la retraite pour attirer les poursuivants sur des troupes soudain bien alignées. Ce sera la tactique des Parthes¹⁵ et des Huns contre les Romains et c'était celle des Scythes déjà contre Darius. Ce sera encore celle des Mongols contre les colonnes chinoises. Ibn Kahldûn note que les Arabes réalisèrent leurs conquêtes parce qu'ils renoncèrent à cette tactique pour adopter l'attaque en formation serrée, la foi leur donnant l'esprit de corps qui lui est nécessaire (*Le livre des exemples*, I, III, XXXV & IV, XXI¹⁶).

Se battre, c'est ensuite harceler sans se laisser accrocher. C'est énerver l'ennemi en contestant sa suprématie, sans insister s'il tient bon. Ainsi les Européens voyaient-ils les guerriers indigènes lancer leurs javelots de loin et se retirer lors des guerres coloniales. Le tir à distance démoralise et donne envie de poursuivre. Et le harcèlement a encore pour effet d'immobiliser l'ennemi, de contraindre son mouvement. Tel fut par exemple l'effet de la

¹¹ Voir M. R. Davie *La guerre dans les sociétés primitives*, trad. fr. Paris, Payot, 1931, p. 29 et sq.

¹² Paris, Plon, 1993.

¹³ Voir L. Keeley *Les guerres préhistoriques*, 1996, trad. Fr. Paris, Perrin, 2009. Voir également M. R. Davie *La guerre dans les sociétés primitives*, 1929 (trad. fr. Paris, Payot, 1931), notamment sur le terrible traitement des prisonniers.

¹⁴ Paris, L'Aube, 1999.

¹⁵ Voir G. Traina *Carrhes, le 9 juin 53 av. JC. Anatomie d'une défaite*, 2010, trad. fr. Paris, Les Belles Lettres, 2011.

guerre de course. Les corsaires anglais n'infligèrent que des pertes minimales aux galions espagnols (moins de 3%) mais les obligèrent à déployer de gros efforts défensifs.

Tous ces principes ont été systématisés dans un traité chinois dont l'auteur et la date demeurent assez incertains : Sun Tzu ou Sun Zi *L'art de la guerre* (fin du VI^e siècle av. JC ?¹⁷).

Sun Tzu.

L'art de la guerre que décrit Sun Tzu repose essentiellement sur des tactiques de chasse. Il faut épuiser l'adversaire avant de tenter de l'anéantir. Il faut à cet effet le tourner, le tromper. L'art de la guerre est l'art de duper (art. I). Il faut avancer sans laisser de traces et tendre un appât (art. VI). L'important est de maîtriser suffisamment les circonstances pour que l'ennemi soit obligé de s'y adapter. Si la chasse est bien conduite en effet, le gibier tombe comme naturellement. Le mieux est de soumettre l'ennemi sans combattre, écrit ainsi Sun Tzu (art. III). Le meilleur général est celui qui n'a jamais eu à combattre !

Tout cet art de la guerre repose sur la manifestation d'une supériorité indirecte pour dissuader l'ennemi et le posséder au besoin - si l'affrontement est inévitable. C'est que la chasse au gros gibier se fonde sur le constat que l'animal est plus fort que l'homme. Avec ses seules forces physiques, le chasseur ne saurait l'abattre.

Beaucoup de sports de combats orientaux développent une approche comparable. Au judo, il faut tirer quand on vous pousse et pousser quand on vous tire. Il s'agit là encore d'adopter une approche indirecte qui détourne par habileté une partie des forces de l'adversaire à son profit. La force de l'adversaire fait celle de celui qui le combat.

Certes, dans un contexte de guerres incessantes et particulièrement meurtrières, Sun Tzu veut éviter les massacres, pour favoriser les réconciliations ultérieures. En son temps, son discours était en ceci sans doute assez nouveau. Toutefois, on ne peut qu'être étonné de la faveur dont jouit Sun Tzu en Occident depuis quelques décennies¹⁸. Ce n'est pas que ses préceptes ne soient pas sensés ou pertinents mais il faut quand même beaucoup se forcer pour y entendre plus que de simples truismes. Lesquels peinent à dépasser une logique frustrée d'oppositions dès qu'ils tentent de se formuler d'une manière un peu savante : celui qui est capable doit faire croire qu'il est incapable ; si l'ennemi se délasse, il faut le fatiguer ; s'il

¹⁶ trad. fr. Paris, Pléiade Gallimard, 2002.

¹⁷ trad. fr. Paris, Economica, 1999.

¹⁸ En France, il fut notamment mis au goût du jour par le roman de V. Volkoff *Le montage* (Paris, Julliard/L'Age d'homme, 1982).

veut se rassasier il faut l'affamer, etc. Mais beaucoup de commentateurs occidentaux s'extasiaient devant ces "contrastes du vide et du plein", comme ils disent...

Si en lisant Sun Tzu, on a envie de s'écrier à chaque page : oui, c'est ainsi que les choses devraient se passer ! c'est que ces pages ne déroulent qu'un art de la duperie qui est finalement très commun – Maurice de Saxe, le vainqueur de Fontenoy (1745), disait lui aussi qu'on peut gagner une guerre sans livrer bataille. Qu'on puisse trouver cet art approprié aux négociations commerciales ne saurait surprendre. Il s'agit là encore de ruser et d'éviter l'affrontement direct qui romprait tout¹⁹. Cependant, deviner là un art tout oriental de conduire la guerre et une autre approche stratégique susceptible de rivaliser avec l'approche occidentale revient à peu près à rêver d'opposer des bataillons de judokas à des divisions blindées et représente un bel exemple d'acculturation. Car, depuis les Grecs, la guerre ne peut justement plus éviter l'épreuve de force.

*

La naissance de la guerre en Grèce.

Selon Victor D. Hanson, une manière proprement occidentale de faire la guerre est apparue en Grèce au VII^e siècle av. JC (*Le modèle occidental de la guerre*, 1989²⁰). Un modèle fondé sur la recherche singulière du choc direct capable, par un effet de masse, de désorganiser et de détruire l'adversaire. La recherche, à travers le face à face, d'une solution rapide et nette. Cette pratique se dégagait des affrontements entre cités, en un âge où les armées grecques consistaient en milices de citoyens. Les Grecs distinguèrent ainsi le combat mené par n'importe quel moyen (*polemos*) de l'affrontement réglé (*agôn*).

Bien entendu, il serait assez illusoire de croire que cette forme de combat est née de rien en Grèce. Sa date d'apparition est d'ailleurs controversée. Selon Aristote, les cités privilégiaient d'abord la cavalerie. De plus, il ne semble pas que cette forme de combat ne soit apparue qu'en Grèce : les Assyriens, déjà, paraissent avoir recherché le choc frontal en une bataille unique.

¹⁹ Voir A. Karpov & J-F. Phelizon. *Psychologie de la bataille. Entretiens*, Paris, Economica, 2004. Sun Tzu a inspiré des théoriciens du management. Voir par exemple M. McNeilly *Sun Tzu and the Art of Business*, New York, Oxford University Press, 1996 ou M. W Luke Chan *Sunzi's art of war & management strategy*, Lincoln, iUniverse, 1998.

²⁰ trad. fr. Paris, Les Belles Lettres, 1990.

L'affrontement était court et rarement fatal : la phalange qui parvenait à enfoncer l'autre l'emportait et les pertes atteignaient peut-être 10% des effectifs²¹. Seul était à redouter alors un effondrement de la ligne ainsi perforée. En fuite, les hoplites étaient soudain très vulnérables en effet. Quand ils n'étaient pas tout simplement écrasés sous le poids de leur armement.

Une cuirasse de 10 à 14 kg, un bouclier de 9 kg en chêne massif : l'hoplite fut le fantassin le mieux protégé et le plus lent de l'histoire. Son armement pouvait représenter jusqu'à la moitié de son propre poids et l'important pour lui était ainsi de parvenir d'abord à se maintenir debout lors du choc. Un tel équipement, de plus, ne valait que pour le choc frontal. Sur ses flancs, la phalange était fragile et dut être protégée par des peltastes, une infanterie légère de mercenaires. La phalange macédonienne aura elle aussi recours aux hypaspistes. Seule la légion romaine saura vraiment conjuguer puissance de choc frontal et mobilité.

Pour des citoyens-soldats, le combat devait demander du courage mais peu d'entraînement. Il devait être franc ainsi - des manœuvres aussi compliquées qu'un encerclement demeurèrent largement inaccessibles jusqu'à la fin du V^e siècle av. JC pour ces soldats d'occasion. A l'issue, on échangeait les morts et l'on retournait à la moisson. Mais cette franchise était aussi une valeur : les combats, solennellement annoncés, avaient lieu en plein jour. Feintes et embuscades étaient rares et l'on méprisait les archers, qui tuaient indifféremment.

On a reproché à Hanson de trop insister sur l'esprit démocratique ayant selon lui favorisé l'apparition de ce modèle de combat. Car cet esprit ne fut notamment guère celui de Sparte, la cité qui développa pourtant le plus l'utilisation de la phalange²².

Le modèle occidental de la guerre.

Ce modèle ne perdura pas en tant que tel. A la fin du V^e siècle av. JC, les cités s'étaient protégées. La guerre devint plus compliquée. Mais l'esprit s'en maintint. Alexandre le Grand refusera encore d'attaquer la nuit. Plus tard, l'Eglise excommuniera les arbalétriers, tandis que les arquebusiers capturés étaient souvent exécutés.

Capable de transpercer les armures, l'arbalète fut regardée comme une arme terrifiante. Plusieurs royaumes sollicitèrent son interdiction par l'Eglise. Paolo Vitelli faisait crever les yeux et couper les mains des arquebusiers prisonniers, jugeant monstrueux qu'un vaillant et noble chevalier puisse être tué par un vulgaire fantassin.

²¹ 14% pour les vaincus et 5% pour les vainqueurs, a-t-il été estimé. Voir Y. Garland *La guerre dans l'Antiquité*, 1972, Paris, Nathan, 1999.

Cet esprit, en fait, a inspiré toute l'histoire militaire de l'Occident. De nos jours et plus que jamais, après tout, les Américains privilégient l'attaque frontale massive quand ils font la guerre.

*

Dès lors qu'il sera conjugué avec le développement de l'armement, de la discipline et de l'entraînement, ainsi qu'avec l'ingéniosité tactique, ce modèle assurera à la Grèce une supériorité militaire décisive. Contre les Gaulois, les Egyptiens et les Perses, les Grecs seront vainqueurs quoique toujours moins nombreux. A Marathon (490 av. JC), dix mille Grecs enfoncent des Perses deux à trois fois plus nombreux. Les premiers perdent moins de deux cents hommes. Des milliers de Perses sont tués. Et ce rapport de pertes allait caractériser les rencontres de l'Occident et de l'Orient pendant les deux siècles suivants. Le modèle occidental de la guerre allait permettre à Alexandre de conquérir le monde, en perdant peut-être moins de mille hoplites (sur les conquêtes d'Alexandre, voir 4. 2. 18.). La phalange macédonienne, en effet, perfectionnait encore le modèle grec. D'abord, un même armement et un même uniforme, payés par l'Etat, furent donnés aux hoplites.

Car les Grecs ne paraissent pas avoir vraiment saisi l'avantage d'uniformes distincts entre les armées ennemies. Celles-ci se différenciant peu, les méprises étaient pourtant fréquentes, comme à Déliion (424 av. JC) où, nous rapporte Thucydide, les Athéniens ayant encerclés les Béotiens mais ne se reconnaissant pas, s'entretuèrent (*La guerre du Péloponnèse*, IV, 96, 3).

Ensuite, les hoplites macédoniens avaient renoncé au bouclier et aux lourdes protections pour porter à deux mains une pique de cinq mètres (la sarisse). La phalange, ainsi, était impénétrable. Feignant la retraite, elle se retourna à Chéronée (338 av. JC) contre les Athéniens qui, fonçant, furent empalés à toute vitesse. L'armée macédonienne tuait comme une machine et les Grecs eurent l'impression que, face à elle, la valeur martiale individuelle ne comptait plus. Pour eux, les Macédoniens étaient des brutes, les armes toujours à la main. Mais ils alignaient une armée de 30 000 hommes. Un effectif qui dépassait les ressources de toute cité. Et Philippe de Macédoine sut profiter des pacifistes à Athènes.

En regard, la cavalerie était cantonnée à un rôle secondaire : rabattre l'ennemi sur la phalange et le poursuivre ensuite pour l'exterminer. Car ceci, désormais, faisait partie du

²² Voir C. Castoriadis *La démocratie athénienne : fausses et vraies questions*, 1992 in *Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, Seuil, 1996.

modèle. Aux V^o et IV^o siècles, comme par compensation de l'énergie qui devait désormais être déployée pour le siège des villes, on commença en effet à s'en prendre aux civils, qui étaient massacrés ou réduits en esclavage. Ainsi pendant la Guerre du Péloponnèse, à Lesbos (427) et à Chios (421). A Marathon, une folie destructrice sembla s'emparer des Athéniens. Les Perses jugèrent d'abord fous ces Grecs qui couraient à leur perte, si peu nombreux, sans cavalerie ni archers, rapporte Hérodote. Jusqu'ici, le seul nom des Mèdes suffisait à épouvanter les Grecs (*L'Enquête*, V^o siècle av. JC, VI, 102²³). Finalement, les Perses furent massacrés systématiquement. Les guerres médiques prolongèrent cette pratique. Et à Issos, l'armée d'Alexandre élimina à l'issue de la bataille de 50 000 à 100 000 Perses, semble-t-il, ainsi que 20 000 mercenaires grecs – plus de 300 hommes tués à la minute pendant huit heures, a-t-on calculé. Après le siège de Tyr (332), Alexandre fit égorger et crucifier en masse.

Au total, le modèle de la guerre que la Grèce légua à l'Occident était pratiquement complet par rapport à ce qui fut développé par la suite. Mais, en Occident, ce modèle ne fut que très lentement retrouvé, n'assurant une supériorité militaire décisive sur le reste du monde qu'à partir du XVIII^o siècle. Ceci, après qu'il eut donné une semblable suprématie pendant mille ans à Rome.

*

Rome.

Pendant mille ans, Rome eut pratiquement la seule armée organisée et la meilleure sans doute. Cette armée, qui put compter jusqu'à 300 000 hommes (pour un Empire qui pouvait rassembler 70 millions de sujets ; les possessions africaines n'étaient pas tenues par plus de dix mille soldats), accordait une grande importance à l'uniforme et à l'équipement, directement gérés par l'Etat, ainsi qu'aux exercices, selon un modèle d'organisation mis sur pieds par Caius Marius (157-86 av JC). Gérée par une bureaucratie complexe (ce qui n'évitait pas le clientélisme et la corruption à tous les échelons), cette armée tirait d'abord son efficacité de son caractère permanent – tandis que face à elle, Carthage dut à chaque fois rassembler des mercenaires de toutes nationalités.

A Rome, le service militaire était dû jusqu'à 46 ans, voire même 60 ans. Il ne concerna d'abord que ceux parmi les citoyens qui possédaient un capital, à l'exclusion de ceux qui n'étaient recensés que "par leur tête". Pour se battre avec courage, admettait-on en effet, il fallait avoir quelque chose à défendre. Avec

²³ trad. fr. Paris, Pléiade Gallimard, 1964.

l'allongement des campagnes, cependant, ce système devint impraticable. Il fallait dédommager les hommes absents de leurs champs ; tandis que, laissées à l'abandon, les terres étaient facilement rachetées et regroupées par de gros propriétaires en exploitations latifundiaires employant des esclaves. Par ailleurs, l'enrôlement dans l'armée pouvait soulager la plèbe. En 107 av. JC, Marius l'autorisa.

Le long entraînement des soldats permettait une forte maîtrise des manœuvres – seule l'armée chinoise pratiquait de même à l'époque. Les légions pouvaient prendre des heures à se déployer : elles avançaient en quinconce ou en triangle sur trois colonnes parallèles et formaient trois lignes de petites unités indépendantes de manipules de deux centuries, capables de se relayer. A l'avant, des vélites mobiles et la cavalerie accrochaient l'ennemi. A 30 mètres, les légionnaires lançaient le *pila* puis chargeaient, le glaive à la main, protégés par le *scutum*, leur bouclier d'1,3 mètre (pour une taille moyenne des fantassins qui paraît ne pas avoir dépassée 1,6 mètre). Cette conjugaison du lancement de projectiles et d'attaque en masse vainquit d'abord – relativement facilement, à ce que nous décrit Polybe (*Histoires*, II^e siècle av. JC, XVIII, 29-31²⁴) - les phalanges des successeurs d'Alexandre. Ce fut ensuite le tour des Gaulois, qui chargeaient furieux mais ne savaient pas manœuvrer et s'épuisaient facilement si l'on résistait à leur premier assaut. A Orange, en 105 av. JC, ils infligèrent à l'armée romaine sa plus grande défaite (80 000 morts) mais ils n'avaient aucune stratégie pour exploiter cette victoire.

La cohésion au combat, enfin, était acquise à travers une discipline sévère. La décimation frappait notamment les unités s'étant déshonorées au combat. Rome ne rachetait ni n'échangeait jamais ses prisonniers. Jusqu'au I^{er} siècle av. JC, le légionnaire pris vivant sur le champ de bataille était déchu de ses droits, sa femme était réputée veuve et ses enfants orphelins. Tout ceci, alors même que les officiers étaient élus, dans une armée qui fut d'abord une milice de citoyens accomplissant leurs obligations militaires. Certes, tout ceci ne dura point. Cependant, même devenue une armée de métier, ne comptant bientôt plus qu'une minorité de soldats – surtout des officiers – nés en Italie, l'armée romaine sut maintenir sa suprématie et ses principes. Lesquels infirment toutes les règles de ruse à la Sun Tzu. Car les Romains aimaient se battre à découvert et privilégiaient l'attaque frontale. Convaincu de la supériorité d'Hannibal, Quintus Fabius Maximus l'évitait et se rendit ainsi impopulaire. On le surnomma « le temporisateur ». Les Romains voulaient combattre immédiatement, même si les conditions étaient mauvaises – ils cédèrent de fait souvent à celles que leur imposèrent leurs adversaires, comme Hannibal ou Pyrrhus.

²⁴ trad. fr. Paris, Les Belles Lettres, 1977.

Leurs principes n'étaient pas si intangibles toutefois, que les Romains ne sachent les adapter. En campagne, ainsi, ils savaient s'appuyer sur les connaissances de terrain de troupes auxiliaires. César eut des cavaliers gaulois et germains à ses côtés. Et contre les Germains, l'armée romaine apprit à se battre avec les méthodes ennemies (vol de bétail, prise en otages de femmes nobles).

Mais les principes tactiques et la discipline ne firent pas tout. La férocité et la ténacité apportées au combat sont encore plus frappantes dans toute l'histoire de Rome. Un mélange de courage et de hauteur morale qui poussa les Romains à ne s'avouer jamais vaincus.

Caudium (321 av. JC), où les Sammites les firent passer sous un joug de lance (les fourches caudines), fut la dernière défaite qui força les Romains à reconnaître avoir perdu la guerre. Ce fut aussi après cette défaite que les Romains abandonnèrent la phalange, inadaptée en terrain accidenté, pour les manipules.

Les batailles n'étaient alors pas tellement meurtrières : 16% des effectifs chez le perdant et 4% chez le vainqueur, a-t-on estimé. Malgré cela, les lourdes défaites, comme à Cannes, le 2 août 216 av. JC, où ils perdirent 50 000 hommes (contre 5 700 carthaginois tués), ne poussèrent pas les Romains à demander la paix. Leur absence de flotte les pénalisait-elle contre Carthage ? Ils en construisirent une de toutes pièces en copiant un vaisseau ennemi échoué. Manquant de toute expérience, ils ne pouvaient être suffisamment bons à la manœuvre pour éperonner ? Ils choisirent l'abordage et créèrent le *corvus*, une rampe munie d'un grappin s'enfonçant solidement dans le pont de l'adversaire, contre laquelle les Carthaginois ne surent pas trouver de parade.

Edward Luttwak tempère néanmoins ce jugement : à l'époque impériale, l'élan du soldat se perdit. Dans l'armée romaine, Alexandre était vénéré pour son héroïsme mais les généraux étaient extrêmement prudents et soucieux de leur ravitaillement. L'armée romaine était faite pour gagner lentement et elle était très difficile à vaincre. Surtout, les guerres de Rome répondaient à des stratégies politiques précises. Elles étaient inséparables d'une intense activité diplomatique sur laquelle reposait tout un système d'alliances aux frontières. Enfin, les Romains savaient rendre leurs campagnes exemplaires. A Massala, dans le désert de Judée (70-73 ap. JC), ils n'hésitèrent pas à aller châtier les rebelles jusqu'en haut de la montagne, au prix de travaux de terrassement colossaux. L'enjeu était assez insignifiant mais la démonstration était forte et l'on fit venir à Rome Flavius Josèphe pour qu'il relate l'aventure en grec, la langue de l'Orient (*La grande stratégie de l'Empire romain*, 1974²⁵).

On a longtemps cru que Rome ne voulait pas son Empire et avait conquis ce dernier essentiellement en répondant à des menaces. Mais la guerre fit Rome. Elle fut le vecteur d'existence pour une cité dont, très tôt, les sénateurs se considérèrent les égaux des rois

²⁵ trad. fr. Paris, Economica, 1987.

étrangers et qui put finalement se considérer comme le seul véritable Etat au monde. Car Rome trouva à déployer dans la guerre toute ses vertus : un mélange de ténacité effrontée – l’armée romaine n’hésitait pas à attaquer un adversaire très supérieur en nombre, ne serait-ce que pour afficher son mépris à son égard et sa foi en la victoire – et de goût du grandiose, se traduisant par une régularité martiale et ouvrière jusqu’à l’obsession.

On sait que le long du Mur d’Hadrien, les fortins furent bâtis non pas aux meilleurs points d’observation mais très exactement à un mille les uns des autres.

Rome ne put se passer de la guerre. Alors qu’après Trajan, les empereurs furent moins intéressés aux conquêtes, susceptibles de leur créer des rivaux parmi les généraux – l’Empire sera le plus étendu sous Tibère en 214 ap. JC – ils se battirent pourtant continûment et pour la même raison : ne pas laisser l’armée à un rival potentiel. Et la guerre s’éteignit avec Rome, ainsi que les grandes armées organisées. A partir du IV^e siècle, les civilisations s’écroulent face au reflux de barbares jusque-là contenus derrière la Grande muraille de Chine (à partir de 215 av. JC) et le *limes* romain. L’Antiquité s’achève avec l’effondrement de l’empire gouda en Inde, de l’empire romain dans sa partie occidentale et de l’empire chinois dans sa partie septentrionale.

En 312, Constantin bat facilement, contre toute attente, son rival Maxence à la bataille du pont Milvius. La veille, il a aperçu une croix dans le ciel, signe que Dieu est avec lui et, pour les commentateurs de l’époque, une victoire aussi surprenante ne peut s’expliquer sans une intervention divine²⁶. Les idées de stratégie, de science militaire, effectivement, se sont perdues.

*

Le Moyen Age.

A la fin du IV^e siècle, Végèce, qui sera très lu au Moyen Age, conseillait d’éviter les batailles (*Traité de l’art de la guerre*²⁷). Elles seront assez rares au Moyen-Age, selon Georges Duby (*Le dimanche de Bouvines*, 1973²⁸). Faisant suite à une série d’agressions, de provocations entre les belligérants, la bataille avait alors quelque chose d’une ordalie. Il s’agissait de s’en remettre une bonne fois aux armes pour revenir à la paix.

²⁶ Voir P. Malaval *Constantin le grand*, Paris, Tallandier, 2011.

²⁷ trad. fr. Paris, J. Corréard, 1859.

²⁸ Paris, Gallimard, 1973.

L'infanterie de l'époque ne chargeait plus et, étalée sur un grand nombre de lignes (jusqu'à 16) – cet alignement répondant peut-être à l'obligation d'empêcher de fuir des recrues peu fiables – en paraissait assez largement incapable. Entre le VIII^e et le XI^e siècle, les méthodes de combat se transforment en réservant de plus en plus à une élite le service des armes. La cavalerie s'impose, de Hastings (1066) à Bouvines. Certains situent son avènement dans la défaite romaine contre les Ostrogoths à Andrinople en 552. Or la cavalerie lourde ne peut être l'affaire que de spécialistes, des chevaliers, qui deviennent une caste. Plus une nation se rend savante dans l'art militaire, plus elle agit par son infanterie et, moins elle le connaît, plus elle multiplie sa cavalerie, écrit Montesquieu. C'est que, sans la discipline l'infanterie n'est rien, au lieu que la cavalerie va toujours dans son désordre même (*Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, 1734, chap. XVIII²⁹). Les charges de cavalerie, en effet, se révéleront souvent incertaines³⁰. Malgré sa supériorité en nombre et en armement, la cavalerie française paiera cher ainsi son indiscipline à Courtrai (1302, où les rebelles flamands massacrèrent, par haine de classe a-t-on dit, les nobles français renversés à terre, sans même songer à les échanger contre rançon), Crécy (1346), Poitiers (1356) et Azincourt (1415), alors que les Anglais avaient retenu la leçon des piquiers écossais à Bannockburn (1314). Mais, après Crécy, aucune leçon ne sera tirée. Jean le Bon, voyant le salut de son royaume reposer sur sa Cavalerie, créera l'Ordre de l'Etoile. Et des chevaliers en armures continueront à se faire massacrer pendant un siècle. Les Anglais même, à Castillon, répéteront à peu près la même erreur que les Français à Azincourt.

La guerre au Moyen Age (le mot apparaît alors, de l'allemand *werra*) consistera essentiellement en raids et en sièges ; en mouvements tactiques devant forcer l'ennemi à se reconnaître vaincu à travers un déploiement plus qu'une démonstration de force. Les archers y auront une grande importance, ainsi que les armes de jet (comme on le voit sur la tapisserie de Bayeux). Pour autant, les sièges étaient peu efficaces. Les prises d'assaut réussissaient rarement. Il fallait de longs mois pour réduire les châteaux mais, coûtant cher et soustrayant les hommes aux travaux des champs, le service des armes ne pouvait durer plus de quelques semaines. Surtout, la guerre, dont l'impact pouvait être ravageur sur les provinces, ne rassemblait que peu de combattants. Tant les batailles de Charlemagne que les croisades ne réuniront souvent qu'une dizaine de milliers d'hommes. En 1494, Charles VIII envahira l'Italie avec 30 000 hommes et 140 canons. Depuis Rome, on n'avait pas vu une telle armée. Même la terrifiante menace mongole ne suscita pas de fortes mobilisations.

²⁹ Paris, Poussielgue, 1907.

*

Les Mongols.

La Chine, l'Asie centrale, le Moyen-Orient, l'Inde et l'Europe jusqu'à la Pologne, jusqu'aux Chevaliers teutoniques, succomberont à des peuplades demeurées au stade pastoral et qui n'étaient sans doute pas très éloignées des chasseurs magdaléniens³¹.

Gengis Khan (1155-1227) rassemble les tribus mongoles, dont l'expansion a commencé dès le X^e siècle, sous sa domination (1205-1208) et les lance sur la Chine du Nord (il prend Pékin en 1215), puis le Caucase. En 1241, les Mongols sont en Pologne et en Hongrie. En 1258, ils prennent Bagdad. Tamerlan (1336-1406) relance la conquête. En 1398, il prend Dehli et pille à nouveau Bagdad en 1401.

Relativement peu étudiée, l'épopée mongole demeure très singulière et son impact historique sans doute mal appréhendé. En termes de massacres de masse de populations, seuls les nazis atteindront des chiffres comparables mais sur un laps de temps incroyablement réduit par comparaison aux invasions mongoles, dont les tueries généralisées et leurs conséquences se chiffrent en dizaines de millions de morts.

L'Occident sera épargné et sans doute fut-ce là un élément essentiel de son destin historique. Car, en regard, il est difficile d'estimer le prix que la Chine et l'Inde eurent à payer pour absorber – à la longue – l'impact mongol. Certains historiens n'ont pas manqué de souligner que c'est à partir de ces invasions que le décalage se creuse entre ces deux civilisations et l'Occident, alors même que la Chine semblait disposer jusque-là d'une certaine avance technique et scientifique. Après les Normands et les Arabes, en tous cas, l'Occident aura évité les invasions. C'est là un privilège qu'il partage avec le Japon.

A la mort de Gengis Khan, l'armée mongole comptait 129 000 hommes. Elle ne reposait pratiquement pas sur l'infanterie – les Mongols poussaient devant eux un front de prisonniers et d'auxiliaires étrangers servant essentiellement de bouclier humain – mais sur une cavalerie extrêmement mobile d'excellents archers, manœuvrant sans cris, par porte-étendards. Les chevaux étant habitués à chercher eux-mêmes leur nourriture, cette armée n'emportait pratiquement pas de magasins.

Du fait de la mobilité de l'armée mongole, on a comparé sa conduite des opérations aux tactiques de Frédéric II et de Napoléon. Basil Liddell Hart voulait ainsi que la guerre moderne blindée suive l'exemple mongol : incursions profondes et manœuvres rapides d'encercllement (*Great Captains unveiled*, 1927³²). La tactique mongole correspondit en fait à un retour aux techniques de chasse qui laissa désarmées les plus brillantes civilisations qui eurent à y faire face. Chaque année, traditionnellement, pour assurer leur provision de viande

³⁰ Voir P. Contamine *La guerre au Moyen-Age*, Paris, PUF, 1980 & 2003.

³¹ Voir R. Grousset *L'empire des steppes*, 1965, Paris, Payot, 1985.

³² London, Greenhill, 1989.

d'hiver, les Mongols menaient de grandes battues ou *nerge*, de gigantesques massacres de gibier durant plusieurs jours. En Chine, les Mongols ne menèrent ainsi d'abord que des raids, se retirant après avoir pillé des villes qu'ils durent ainsi parfois reprendre deux ou trois fois de suite – plus tard, encore, Tbilissi sera détruite huit fois de suite par Tamerlan. Les techniques de siège leur posaient d'ailleurs d'insurmontables problèmes. Il arriva ainsi que, voulant détourner des cours d'eau, ils provoquent une inondation de sens contraire à celui désiré. Mais, utilisant peut-être des ingénieurs chinois, ils apprirent peu à peu à mener des sièges.

D'une certaine manière, on a peut-être trop tendance à sous-estimer les capacités et les ambitions des envahisseurs nomades - les Arabes, notamment, surent imposer durablement leur langue et leur religion dans tous les territoires qu'ils annexèrent. En 1206, au cours d'une assemblée réunissant les chefs des tribus mongoles, Gengis Khan définira une administration et une organisation militaire ayant vocation à gouverner le monde. A l'exemple de la traversée du désert menée en 634 par Khalid al-Walid, les envahisseurs nomades furent capables de mener des opérations de grande envergure. Ils paraissent par ailleurs avoir été fort avertis de la géographie et des dissensions de leurs ennemis, qu'ils surent exploiter – ainsi des Turcs à Manzikert (1071) contre les Byzantins.

Il reste néanmoins que la chance des nomades fut surtout de trouver face à eux des principautés incapables de faire front commun, des empires épuisés, aux armées de mercenaires, dont les fonctions de commandement correspondaient souvent plus à des titres honorifiques qu'à des tâches exigeantes. Car, dès lors qu'ils durent affronter des armées organisées – lesquelles étaient devenues rares à l'époque - les Mongols furent battus, comme à Aïn Djalut (1260) face aux Mamelouks ou mis en difficulté comme à Mohi (1241) face aux Hongrois ; cette bataille sauvant sans doute l'Autriche et l'Italie (les Mongols iront jusqu'à Vienne). Inférieurs en nombre mais déterminés, les Vietnamiens battirent la flotte de Khoubilaï Khan en 1288.

Alors qu'en Chine, les Mongols deviendront rapidement chinois avec Khoubilaï, ce qui permettra à terme aux Chinois de les chasser (le dernier empereur mongol s'enfuira en 1368), la Russie demeura vassale de 1241 jusqu'au XV^e siècle. Seule l'artillerie aura raison de la menace mongole, permettant à Ivan le Terrible de chasser les derniers héritiers de la Horde d'Or (Kulikovo, 1380 – mais Kazan ne sera reprise qu'en 1522), aussi bien qu'à l'empereur K'ang-hi de se débarrasser des Kalmouks et assurant aux peuples sédentaires une supériorité définitive face aux nomades. Avec l'artillerie, reviendra la guerre organisée.

L'invention de la poudre et du canon.

Au IX^e siècle, des alchimistes chinois mirent au point une mixture explosive composée de charbon, de soufre et de salpêtre, qui conduisit à l'élaboration de grenades mais non directement de canons, lesquels n'apparurent pas avant la fin du XIII^e siècle, sans guère modifier les pratiques guerrières chinoises. A la bataille de Pien-king (1232), contre les Mongols, les Chinois usent pour la première fois de flèches tirées à l'aide d'une composition fusante à base de salpêtre. Les Mongols les utilisent à leur tour en 1270 au Siège de Fantsching et c'est sans doute à travers eux que la poudre arrive en Occident. Elle était néanmoins déjà employée à Byzance avec des fusées incendiaires, le feu grégeois (à base de naphte, de pétrole brut). En 1267, Roger Bacon décrit en tous cas, comme quelque chose d'ancien, des "pétards", venant peut-être de Chine et l'on trouve la première mention d'un canon en 1326 dans un manuscrit anglais. L'artillerie est pour la première fois employée par les Anglais à Crécy en 1346 mais elle ne s'imposera pas avant la moitié du XV^e siècle : à Castillon, en 1453, le rôle de l'artillerie fut déterminant dans cette victoire française qui mit fin à la Guerre de Cent ans. Jusque-là, son intérêt avait été faible face au trébuchet, une catapulte géante représentant une arme de précision pour défoncer les murailles. La poudre était par ailleurs d'un emploi peu commode. Et sous la constance du feu, dilatant puis contractant le métal, les canons cédaient facilement. L'artillerie était chère ainsi et ne pouvait être que l'affaire des rois. D'une certaine façon, l'artillerie a fait l'Etat et l'impôt modernes, a-t-on dit.

Quant à la différence d'emploi de la poudre et du canon entre Chinois et Occidentaux, il est intéressant de considérer comment la simple narration historique peut en l'occurrence conduire à des interprétations hasardeuses. Parce qu'on admet que les Chinois ont découvert l'emploi de la poudre avant les Occidentaux, il convient d'expliquer pourquoi ils n'en ont pas fait une arme aussi redoutable que l'artillerie occidentale. On a suggéré, ainsi, que les Empereurs chinois, craignant davantage les révoltes intérieures que les invasions étrangères, n'étaient guère enclins à promouvoir des armes nouvelles qui auraient pu tomber entre les mains de leurs propres généraux. En fait, Chinois et Occidentaux n'ont tout simplement pas eu la même poudre entre les mains. Les Chinois utilisaient la poudre sous forme pulvérulente et ne pouvaient ainsi obtenir qu'une faible réaction, la dispersion des grains ralentissant l'ignition. Tandis que les Occidentaux apprirent à compacter la poudre sous forme de boulettes ou de granules. Ils obtinrent ainsi une ignition plus rapide et, en mélangeant mieux les composants, une explosion beaucoup plus puissante. Cela invitait dès lors à améliorer la portée et la masse des projectiles et à concevoir des canons, pour la fonte desquels on put particulièrement profiter du savoir acquis pour la fonte... des cloches d'église (auxquelles ressembleront les premières bombardes). Car, dès cette époque, une course aux armements s'était enclenchée, commandant de constants efforts pour améliorer les armes. Et c'est ainsi qu'à côté des canons, l'artilleur lorrain Maître Jean, présent au siège d'Orléans en 1428, forge la couleuvrine, une arme individuelle qui projette des balles de plomb. Elle deviendra le fusil et, dès 1450, elle permet aux Français de vaincre les Anglais à Formigny.

Le retour de la guerre frontale à la fin du Moyen Age.

Mais plus encore qu'avec l'artillerie, le retour de la guerre organisée se fit surtout avec la redécouverte de l'Antiquité à la Renaissance. *L'Art de la guerre* (1521³³) de Machiavel, qui fut beaucoup lu, l'illustre parfaitement, notamment à travers son idéalisation de Rome : dévotion du soldat à l'Etat, ténacité, organisation militaire. Dans un premier temps, néanmoins, l'art de la guerre va renaître en Italie avec l'emploi de troupes mercenaires, les compagnies ou *condotta*, conduites par de grands *condottiere* comme Giovanni delle Ubaldini, préférées à une cavalerie de seigneurs se disputant le premier rang dans la bataille, note Jacob Burckhardt (*La civilisation en Italie au temps de la Renaissance*, 1860, I, chap. 9³⁴). Le même phénomène interviendra sur mer, avec des corsaires comme John Hawkwood.

Un peu partout, il était rare que les armées soient permanentes ou même soldées – au IX^e siècle, un voyageur arabe anonyme note ainsi qu'en Chine, comme en Arabie mais à la différence de l'Inde, les armées sont payées (*Documents sur la Chine et sur l'Inde*, 851³⁵). Mercenaires, les armées vivaient en fait largement sur le pays qu'elles traversaient, surtout lorsqu'elles cessaient d'être employées. Les corsaires redevenaient alors pirates et, en France, à la fin du Moyen-Age, les Routiers et les Ecorcheurs (issus de l'armée de Charles VII vers 1440) firent des ravages dans les campagnes. Les hommes de guerre semblent ainsi avoir été particulièrement haïs, au point d'être fréquemment agressés lorsqu'ils revenaient prendre leur retraite au pays.

Au début de la Guerre de Cent ans, la supériorité anglaise fut largement acquise par l'emploi du grand arc gallois en if de deux mètres ou *long bow*, permettant le tir de douze flèches par minute, contre quatre pour le lourd arc génois. Les batailles allaient redevenir beaucoup plus meurtrières. Dès le XIV^e siècle, les Piquiers suisses avaient réinventé la phalange – s'inspirant sans doute de Végèce (ils adoptèrent une formation de 3 rangs sur 7 files comme ce dernier le recommandait). Munis, comme les Macédoniens, de longues piques, les Suisses se regroupaient en larges carrés. Professionnels aguerris – tout homme pris de panique était exécuté sur-le-champ – ils formèrent la meilleure infanterie de la fin du Moyen Age.

Pour plusieurs milliers d'hommes, la formation des carrés pouvait nécessiter des calculs complexes. Des tables furent composées à cet égard, comme celles de Girolamo Cataneo (1563). La guerre devenait affaire de calcul.

³³ trad. fr. Paris, Flammarion, 1991.

³⁴ trad. fr. en 2 volumes, Paris, Plon, 1906.

³⁵ in *Voyageurs arabes*, trad. fr. Paris, Pléiade Gallimard, 1995.

Mais, mercenaires, les Suisses finirent par devenir trop chers. Les armées s'équipèrent et se développèrent. Pour briser tant les carrés que les charges de cavalerie, Jan Zizka, à la tête des Hussites tchèques inventa la tactique du *wagenburg*, utilisant des chariots de guerre – les premiers tanks. Ils ne seront vraiment repris que deux siècles plus tard par les Suédois (on les retrouvera également en Chine, sans doute via les Turcs). Ils supposaient un lourd entraînement que ne surent réaliser ceux qui, plus immédiatement, voulurent à leur tour les utiliser.

Au XVI^e siècle, la cavalerie remplacera la chevalerie. Celle-ci représentait une classe. Elle deviendra une arme. A l'instar des Reîtres allemands, les "cavaliers du diable" (leur armure était noire et c'étaient d'effroyables pilliers) qui abandonneront la lance pour le pistolet, ainsi que pour une lourde épée (l'estoc). J'ai vu le reître noir foudroyer au travers les mesures de France..., écrit Agrippa d'Aubigné (*Les tragiques*, 1616³⁶).

Surtout, les troupes durent être beaucoup plus nombreuses pour avoir raison des nouvelles fortifications bastionnées apparues en réponse aux menaces de l'artillerie. La guerre devint une affaire d'Etat. L'impôt permanent pouvait seul la financer. Au début du XVIII^e, elle absorberait 75% des recettes royales en France ; 85% en Russie. La guerre commença à être totale, mobilisant toutes les ressources et s'étendant à des mesures d'ordre économique, comme les blocus ou la destruction des récoltes (le « gast »).

La manœuvre, enfin, fut perfectionnée. A partir de 1587, conseillés par l'humaniste Juste Lipse et le mathématicien Simon Stevin, Maurice d'Orange et Louis-Guillaume de Nassau mirent en place des feux par salves sur 3 puis 6 rangs. Un feu continu, capable de briser net une charge de cavalerie mais qui supposait un entraînement suffisant pour synchroniser des tirs toutes les deux minutes³⁷. A cette époque, les manuels de tactique, comme les *Exercicia Mauriciana*, commencèrent à penser la bataille en termes de masses organisées, distinguant ainsi "l'ordre mince" des bataillons légers, de "l'ordre profond" conjuguant lourds carrés de piquiers et mousquetaires ou *tercios*. En 1496, l'Espagne mettra sur pieds une conscription (un homme sur douze en âge de porter les armes) et Gonzalve de Cordoue créera une nouvelle unité tactique, la *coronelia* – l'ancêtre du régiment. L'infanterie espagnole deviendra maîtresse des champs de bataille pour un siècle.

³⁶ Paris, Gallimard, 1995.

³⁷ Sur cette révolution militaire hollandaise, voir la bibliographie donnée par G. Parker *La guerre de 30 ans*, 1984, trad. fr. Paris, Aubier, 1987, p. 383 & p. 407.

Le développement de la tactique.

Ces principes mirent longtemps à s'imposer. Les officiers nobles étaient rétifs à l'exercice et à la théorie. Pour nombre de chevaliers, comme Goetz von Berlichingen, dans une Allemagne livrée à l'anarchie, la guerre était une aventure permettant de s'enrichir. Chaque capitaine équipait ses soldats et faisait des profits au passage. En France, il faudra attendre une ordonnance de 1445 pour assurer la cohérence de l'armement au sein de l'armée.

Dans les Provinces-Unies, néanmoins, Maurice de Nassau réorganisa son armée en régiments articulés en compagnies, avec trois quarts de mousquetaires et un quart de piquiers, ce qui augmenta considérablement la puissance de feu. Les batailles ainsi conduites furent d'abord indécises (Turnhout, 1597). En 1600, cependant, la victoire de Nieuport attira l'attention de l'Europe sur la méthode hollandaise. Maurice de Nassau sera imité aussi bien par Turenne que par Gustave-Adolphe de Suède, lequel connut d'abord des échecs humiliants face aux Polonais.

Lors de la Guerre de Trente ans, ainsi, apparurent les premières victoires méthodiquement conduites : Gustave-Adolphe à Breitenfeld en septembre 1631 ; Condé à Rocroi en mai 1643. Les batailles, jusque-là, étaient des combats rapprochés dans lesquels vainqueurs et vaincus perdaient autant d'hommes et se retrouvaient trop épuisés pour continuer. L'époque préférait donc les sièges, qui apportaient des résultats plus tangibles que les batailles et qui étaient plus spectaculaires - Louis XIV y emmenait les dames de la cour.

Peu à peu, cependant, la manœuvre permit les actions d'éclat sur le champ de bataille : le suédois Baner à Wittstock (1636), comme Condé à Rocroi, tournent complètement leur adversaire et le prennent à revers. Ainsi la guerre redevenait mobile. Les carrés d'infanterie faisaient place à des formations plus linéaires. On vit, dans la seconde partie du XVII^e siècle, une révolution militaire, marquée notamment par l'adoption du mousquet à pierre et de la baïonnette à douille (inventée par Vauban), qui précipita l'abandon de la pique³⁸. Les changements ne furent certainement pas brusques cependant et d'autres auteurs situent la révolution militaire entre 1550 et 1650³⁹ ou même entre 1450-1800⁴⁰ – des laps de temps trop longs pour qu'on puisse parler de "révolution".

³⁸ Voir J. Black *A military revolution?* London, Macmillan, 1991.

³⁹ Voir M. Roberts *The military revolution in Essays in Swedish History*, Cambridge 1967.

⁴⁰ Voir G. Parker *La révolution militaire*, 1988, trad. fr. Paris, Gallimard, 1993. Voir C. J. Rogers *The military revolution debate*, Boulder, Westview Press, 1995.

Quoi qu'il en soit, à partir de la deuxième moitié du XVII^e siècle, on assista à la formation d'armées plus importantes et régulières, entretenues par l'Etat, au prix d'une fiscalité développée - l'armée permanente remplaçant les entrepreneurs militaires et leurs mercenaires, comme Wallenstein, auxquels tous les Etats avaient jusqu'ici recours. Les uniformes nationaux se généralisèrent. Gustave-Adolphe, l'un des premiers, disposa ainsi d'une armée en partie nationale (il instaura la conscription en 1621) et régulière (financée en partie par Richelieu), dont la discipline était stricte et dont l'armement, perfectionné, permettait un tir rapide. Pour étendre et rendre plus mobile sa ligne de feu, Gustave-Adolphe supprima les gros bataillons adoptés des Hollandais et pratiqua l'ordre mince : trois ou quatre rangs de profondeur seulement, mêlant piquiers et mousquetaires, appuyés par des canons légers. Il inspira directement la New Model Army de Cromwell et Lord Fairfax (Naseby, 1645).

En France, c'est sous Louis XIV et sous l'impulsion de Michel le Tellier et surtout de son fils Louvois que l'armée devint régulière – alors même que les généraux, eux, passaient volontiers d'un camp à l'autre : Turenne et Condé se retrouvèrent ainsi face à face. La guerre était alors volontiers un spectacle. La pompe l'emportait parfois sur les nécessités stratégiques. Le 10 juin 1672, les Français étaient à 10 kms d'Amsterdam et Condé voulait s'emparer des écluses au plus vite pour que les Hollandais ne puissent inonder leurs terres et bloquer son avancée. Mais Louis XIV trouva plus prestigieux de prendre Utrecht. Né au cœur de la France de Louis XIV, le meilleur capitaine de l'époque, Eugène de Savoie (il sera le modèle de Frédéric II) battait des généraux français qu'il connaissait bien, comme le Duc de Vendôme qui était son cousin.

Cette « guerre en dentelles », cependant, n'empêchait pas les massacres, comme la destruction méthodique du Palatinat en 1689 par les Français. Par ailleurs, elle favorisa une bien meilleure organisation des armées. Les services d'approvisionnement furent rationalisés, les casernes et les hôpitaux militaires développés. Tout officier dut avoir passé deux ans dans les Compagnies de Cadets. Vauban créa le génie militaire (avec ses fortifications rasantes, Vauban soutiendra plus de cinquante sièges sans aucune défaite). Bien que le recrutement par racolage se maintint souvent, les armées furent disciplinées : un même règlement pour tous les régiments, un même rythme de marche (le pas de Louvois). Ce fut l'âge des petits soldats bien dressés, qu'illustra particulièrement en Prusse le “roi sergent” Frédéric-Guillaume I^{er}. Il instaura le service militaire obligatoire (pour

limiter les frais) et dirigeait lui-même les exercices. Quand un régiment tirait, il ne voulait entendre qu'une seule détonation.

Dès lors, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la tactique sera constamment perfectionnée. Le renforcement de l'entraînement et l'évolution de l'armement lui donneront une grande mobilité. Frédéric II marquera les esprits à cet égard, parvenant, au prix de manœuvres complexes à toujours conserver une position centrale et à mener des attaques selon "l'ordre oblique", c'est-à-dire à concentrer toute la puissance de son armée sur une partie du flanc de la ligne adverse (une aile de l'armée se déplaçant alors plus rapidement que l'autre), jusqu'à créer un point de rupture. A Leuthen (1757), conduisant une attaque oblique qui fera école contre le flanc ennemi, il bat 80 000 Autrichiens avec 30 000 hommes. La même année, à Rossbach, ce sont les Franco-Autrichiens qui tentent d'attaquer selon l'ordre oblique l'armée prussienne qui feint la retraite. Contre eux, Frédéric retourne six bataillons seulement et la cavalerie, qui emportent la victoire en moins d'une heure. Peu de défaites furent ressenties comme aussi humiliantes en France, où l'on se mit à accuser les généraux d'incapacité et à admirer Frédéric II.

Cette cohésion toute machinale des troupes, comme dans l'Antiquité déjà, assura à l'Occident une supériorité militaire définitive sur le reste du monde à partir du XVIII^e siècle. C'est seulement alors que Vienne sera débarrassée de la menace turque. Des Turcs qui, malgré les souhaits de Soliman et de leurs instructeurs mercenaires européens, n'adopteront jamais une arme qui, comme la pique, exigeait un mouvement coordonné.

Lors des guerres coloniales, les troupes indigènes ne seront pas tant pénalisées par un retard technologique – elles adopteront très vite les armes occidentales et les Indiens, ainsi, produiront des canons capables de tailler en pièces les troupes anglaises – que par leur difficulté à développer une organisation susceptible de répondre à la prédilection occidentale pour le choc frontal, sauf exception, comme la tactique « tête de buffle » du chef zulu Shaka. Mêmes recrutées au sein des armées européennes, les troupes indigènes évolueront souvent dans la confusion, se jetant notamment volontiers dans la ligne de tir.

La masse décisive.

Le principal effet du développement tactique sera de permettre une meilleure maîtrise des effets liés à la masse, ainsi qu'à la puissance de feu. Il sera inséparable d'un considérable gonflement des effectifs armés – rendu lui-même possible par la conscription. Celle-ci fournira en effet une grande masse d'hommes qui, dénués de toute compétence guerrière, purent et durent être utilisés comme de simples pions.

Au Moyen-Age, la population ne participait pas à la guerre et la subissait. Les communes étaient néanmoins soumises à un devoir de défense face à l'ennemi, qui sera surtout organisé à partir du XVII^e siècle

et qui préfigurait l'obligation de tous d'offrir sa vie pour sa patrie⁴¹. Une obligation qu'il fut difficile dans les faits de fonder⁴².

La Révolution française s'accompagna ainsi, sur les champs de bataille, d'un asservissement sans précédent des hommes au choc. Chez Bonaparte, comme chez Frédéric II déjà, l'habileté tactique consistera essentiellement à maîtriser les effets de masse – notamment pour en ménager l'impact en un point de rupture décisif. A Borodino, Bonaparte aussi bien que Koutouzov demeurent quasiment immobiles, apparemment passifs, pendant toute la bataille. Cela provoquera des critiques dans les deux camps. Une fois les armées engagées, cependant, les initiatives ne pouvaient qu'être très limitées. Il fallait attendre une rupture et deux décisions étaient alors possibles : engager les réserves ou décider la fin du combat⁴³. A Waterloo, finalement, Bonaparte engagera une simple attaque frontale, impuissante face aux carrés ennemis.

La tactique napoléonienne, malgré tout ce qu'on en a dit, est relativement sommaire, reposant sur quelques schémas avec lesquels Bonaparte ne sait guère rompre, alors même qu'ils se révèlent difficiles à réaliser, comme en Russie (voir 4. 2. II.). Et, à partir d'Essling et surtout de Wagram (1809) – qui fut en son temps la plus grande bataille jamais livrée en Europe ; 35 000 hommes tombant de chaque côté – l'assaut massif en colonnes et les bombardements de l'artillerie tendront à remplacer les manœuvres, auxquelles l'infanterie paraissait de moins en moins apte : à Wagram, les Français l'emportent en mettant en place la plus grosse batterie d'artillerie jamais vue (100 canons). Cette tendance, de fait, s'imposera pendant un siècle. Elle culminera lors de la Première guerre mondiale.

La Seconde guerre mondiale, elle, verra le retour de l'excellence tactique. Du côté allemand surtout. Mais sans pouvoir s'opposer durablement à la puissance industrielle russe et américaine, tant le choc était définitivement asservi à la masse.

*

La formation des armées modernes.

⁴¹ Voir P. Chauvin-Hameau *L'obligation militaire sous l'Ancien Régime*, Bayonne, Institut universitaire Varenne, 2018 & A. Crépin *Histoire de la conscription*, Paris, Gallimard, 2009.

⁴² Voir M. Walzer *Obligations. Essays on disobedience, War and Citizenship*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1970, *The Obligation to Die for the State*.

⁴³ Voir S. Nabokov & S. de Lastours *Koutouzov*, Paris, A. Michel, 1990, pp. 172-17.

Au XVIII^e siècle, un Marlborough, un Frédéric, un Maurice de Saxe brisèrent avec les batailles rangées, qui étaient autant de mêlées coûteuses aux résultats incertains. La réflexion tactique fut dès lors convaincue qu'une mobilité est possible sur le champ de bataille, qui permet une concentration décisive des moyens. Ses théoriciens furent surtout français – pour l'artillerie en particulier (l'arme du lieutenant Bonaparte).

L'Autriche invente les canons mobiles vers 1750. Jean-Baptiste de Gribeauval, qui avait servi dans l'armée autrichienne, en importe le modèle en France. Il recommande des pièces standardisées, pour éviter les bombardements décousus et hasardeux du XVII^e siècle. Jean du Teil plaide lui pour la concentration d'artillerie et parle de réserve mobile de canons (*De l'usage de l'artillerie nouvelle*, 1778⁴⁴).

Le chevalier de Folard recommandait les attaques d'infanterie en colonnes plutôt que selon l'habituel déploiement linéaire ou « ordre mince », celui des armées de l'Antiquité qui étalaient leurs lignes, sans doute contre la crainte d'être tournées, comme cela arriva aux Romains à Cannes (*Nouvelles découvertes sur la guerre*, 1724⁴⁵). La réduction de la profondeur des lignes était alors une tendance de fond : de huit rangs au début du XVII^e siècle, on était passé à quatre rangs sous Louis XIV. Trois rangs seront de règle au XVIII^e siècle – les Français n'en auront même que deux à Fontenoy (1715). Face à cet « ordre mince », Folard voulait ressusciter « l'ordre profond » des piquiers. Henri Lloyd plaidera même pour que la pique soit à nouveau adoptée par les armées (*Mémoires militaires*, 1781⁴⁶). Un débat s'ouvrit ainsi pour la colonne ou la ligne. Certes, les longues lignes minces ne permettaient guère la percée et le choc. Mais à Fontenoy, l'artillerie française avait anéanti les colonnes ennemies. En 1772, Jacques-Antoine de Guibert parlait ainsi « d'ordre mixte » pour concilier les deux dispositifs. Mais dès 1764, dans son *Règlement*, le maréchal de Broglie recommandait la colonne d'attaque (voir ci-dessus 4. 2. II). Elle sera souvent adoptée par les armées de la Révolution française, sans doute parce qu'elle représentait le meilleur moyen d'employer des conscrits inexpérimentés – la peur forme les colonnes et c'est le courage qui les déploie, écrivait le Prince de Ligne (lequel jugeait par ailleurs « l'ordre oblique » passablement théorique, *Préjugés militaires*, 1780, pp. 57-58 & p. 78⁴⁷). Par manque d'entraînement et de discipline, les armées révolutionnaires deviendront mobiles, cédant, si l'ennemi poussait, pour l'attaquer sur un autre point et développant une première ligne d'infanterie légère de tirailleurs et voltigeurs

⁴⁴ Paris, Hachette, 1978.

⁴⁵ Nous n'avons pu consulter cette référence.

⁴⁶ Lausanne, 1784.

toujours au contact. Selon l'exemple de Frédéric II, Pierre de Bourcet recommandait de ne pas regrouper ses forces et de les disperser pour que l'adversaire ne puisse deviner facilement où il sera attaqué, avant de rapidement les concentrer (*Principes de la guerre de montagnes*, posthume 1888⁴⁸). Guibert puis Bonaparte défendront les mêmes principes.

Ainsi, combinées avec la concentration de l'artillerie et de la cavalerie (des divisions interarmes avaient été formées dès 1787), les colonnes feront les succès révolutionnaires puis napoléoniens. En 1806, à Iéna, les Français rencontrent une armée prussienne qui se bat encore en ligne sur trois rangs, qui ignore les grosses formations de cavalerie et dont l'artillerie est toute statique. Une armée prussienne qui, malgré sa supériorité numérique, s'effondre totalement en quelques heures. Toutefois, la supériorité des colonnes françaises face aux lignes anglaises sera remise en question à la fin de l'épopée napoléonienne⁴⁹.

*

4. 2. 24.

La chair à canon.

Une condition devait être remplie toutefois, pour jouer pleinement des effets de masse : l'acceptation de pertes élevées. Discutant le système de Folard, Dietrich von Bülow notait qu'il allait rendre les combats singulièrement sanglants (*Esprit du système de guerre moderne*, 1799, p. 129 et sq.⁵⁰). Et ce fut là effectivement une tendance de fond au XVIII^e siècle – à Malplaquet (1709), un tiers de l'armée anglo-hollando-allemande disparaît. Marlborough, comme plus tard Wellington, est peu avare en hommes – une racaille, que tous deux méprisent assez ouvertement. Mais c'est Bonaparte, surtout, qui, puisant allègrement dans les réserves que lui offre la conscription, invente la chair à canon.

Les soldats de Napoléon sont peu instruits et dotés de fusils imprécis. Devenues immenses, les armées ne peuvent plus être conduites par un seul chef. Pourtant, beaucoup d'officiers supérieurs ignorent tout des plans de l'Empereur. Et la formation des cadres intermédiaires sera sans cesse réduite, de deux ans à six mois. C'est qu'on ne demande finalement plus aux officiers que de conduire les troupes bien en ordre sous la mitraille et les boulets. La guerre napoléonienne est une boucherie d'uniformes colorés, conduits au son des tambours ; de régiments tombant comme des pans de murs, comme écrit Victor

⁴⁷ Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1895.

⁴⁸ Paris, Imprimerie nationale, 1888.

⁴⁹ Voir T. Lentz & J. Lopez (Dir) *Les mythes de la Grande Armée*, Paris, Perrin, 2022, chap. 15.

Hugo (*L'expiation*, 1853). “Longs murs d’hommes, ils ont poussé leurs sombres lignes. Et là, par blocs entiers, ils se sont laissés choir”, écrit Le Comte de Lisle (*Le soir d’une bataille*, 1872⁵¹). A Borodino, la Garde russe est liquidée sans avoir tiré un coup de fusil. Canonnés, ses carrés compacts ne reçoivent pourtant pas l’ordre de bouger. Ils tombent les uns après les autres.

La guerre moderne a pris les soldats en otages. Dès lors, en effet, qu’à partir du XVIII^e siècle la puissance des armées ne sera plus une affaire d’hommes mais de capacités industrielles⁵², les hommes deviendront un poids ou un enjeu beaucoup plus qu’un facteur décisif. Ce sont les progrès de l’armement, surtout, qui vont changer la guerre.

*

Les progrès de l’armement.

Bonaparte se battait avec des canons dont le modèle datait de 1776. Des fusils de 1777, dont le calibre (17,5 mm) fut à la fin seulement surclassé par le fusil anglais (19,3 mm), infligeant des blessures plus graves. A partir du milieu du XIX^e siècle, les progrès accélérés de l’armement vont singulièrement changer les conditions de la bataille.

Ils ne donneront pourtant pas durablement un avantage décisif à l’un ou l’autre des belligérants mais seront rapidement adoptés de tous. De fait, l’avantage technique n’a joué un rôle décisif qu’assez rarement dans l’histoire militaire. L’un des meilleurs exemples est fourni par les Huns au IV^e siècle, qui disposaient d’un arc de dimension réduite, utilisable à cheval ainsi, tout en ayant une précision incomparable. Le tir à l’arc monté, aussi difficile à parer qu’à maîtriser, fut peut-être la plus redoutable technique de guerre jusqu’à l’invention de la poudre. Singulièrement, comme le remarque Arnold Toynbee, les perfectionnements de la technique militaire les plus importants ont souvent marqué l’effondrement plutôt que l’essor des civilisations. Ils ont souvent permis la victoire de la barbarie sur la civilisation, comme les Doriens à l’épée de fer vainquirent les Minoens à l’épée de bronze (*Guerre et civilisation*, 1950, chap. VII⁵³).

La balle française Minié (1851) est cylindro-ogivale. Une fois tirée, sa base se dilate et s’insère dans les rayures du canon. Beaucoup plus puissante et précise, elle accroît les distances de tir (en 1870, le fusil français chassepot a une portée utile de 1 200 mètres, deux fois plus que le Dreyse prussien) et rend dès lors l’enveloppement plus difficile. Avec

⁵⁰ trad. fr. Paris, Marchant, 1801.

⁵¹ *Poèmes barbares*, Paris, A. Lemerre ed., sd.

⁵² Voir N. Gennaioli & H. J. Voth « State capacity and military conflict » *Discussion Paper n° 8 699*, CEPR, december 2011.

⁵³ trad. fr. Paris, Gallimard, 1953.

le Dreyse, cependant, le tir allongé devient possible. Il n'est plus besoin d'être en rang, à découvert. Pour l'artillerie, la progression est encore plus sensible. Sous Bonaparte, une batterie devait s'avancer à 300 ou 400 pas pour tirer des coups décisifs. En 1870, 1 000 à 1 500 pas suffirent. En Crimée, la nouvelle puissance de feu avait rompu les lignes compactes. Au cours de la Guerre de Sécession, devenue cinq fois supérieure à celle des guerres napoléoniennes, elle rend la cavalerie pratiquement inopérante. L'infanterie doit creuser des tranchées. La manœuvre napoléonienne est devenue impossible mais on ne s'en rend guère compte et les pertes sont élevées – directement liées, par ailleurs, à la médiocrité des généraux.

Au prix de lourdes pertes, George McClellan lance trois attaques séparées à Antietam (septembre 1862). L'indécision de son successeur Ambrose Burnside est en large partie responsable du carnage de Fredericksburg (décembre 1862 ; 12 600 morts). Inspirés par une vision toute romantique de la guerre, nourrie des exemples de la Révolution et de l'Empire, les généraux nordistes conduisent une armée de citoyens libres qui, au départ, élit ses officiers. Suivant les enseignements de Jomini (voir ci-après), ils recherchent la bataille décisive et attendent que les Confédérés s'effondrent rapidement. Ils sous-estiment la supériorité tactique de Lee. Ils se trompent de guerre surtout, réalisant mal que le progrès des armements ne permet plus les mêmes tactiques. Pourtant, dès le départ, tout semble joué : ampleur des effectifs, puissance des industries d'armement, souci permanent d'amélioration technique, à terme, le Nord ne pouvait que l'emporter – la France et la Grande-Bretagne cependant ne l'anticipèrent pas et soutinrent d'abord le Sud.

Avec l'invention de la mitrailleuse, bientôt, la valeur militaire ne suffira plus à retourner une situation d'infériorité.

Les mitrailleuses furent adoptées en 1869 par l'armée française mais furent pratiquement inemployées lors de la guerre contre la Prusse l'année suivante. Ce qui représente un bel exemple d'aberration administrative⁵⁴.

Enfin, l'artillerie lourde transformera l'idée même de champ de bataille. Le 28 septembre 1918, sur le canal de Saint-Quentin, les Anglais tirent 126 obus par 500 mètres par minute pendant huit heures. Aucune défense ne peut résister à un tel déferlement. Mais l'artillerie seule ne peut terminer les opérations et, pour les hommes lancés à l'assaut, dès lors, tout dépend de l'impact du bombardement. S'il est inefficace, comme sur la Somme en juillet 1916, les pertes peuvent être énormes.

Les soldats otages.

⁵⁴ Voir E. Luttwak *Le grand livre de la stratégie*, 2001, trad. fr. Paris, O. Jacob, 2002, pp. 148-149.

Dans la guerre moderne, les hommes sont comme pris en otages par leur propre armée. Individuellement, ils ne servent plus à grand-chose. Pas même à atteindre une cible – tâche réservée aux tireurs d'élite – mais à faire un écran de feu en servant des armes automatiques à répétition. Même délibérément sacrifiés en masse, ils n'emportent guère l'issue des batailles. Ainsi des troupes italiennes lancées lors de la Première guerre mondiale contre les positions que les Autrichiens occupaient dans les montagnes, que seule l'artillerie lourde aurait permis de réduire. Certains bataillons se rebellèrent. On fusilla les meneurs.

Japonais et Russes s'illustreront particulièrement dans la tactique des sacrifices de masse. Au cours de la guerre russo-japonaise, les succès nippons seront acquis à travers des pertes colossales (50 000 hommes à Port-Arthur ; 70 000 à Moukden). En novembre 1914, encore, les Japonais n'hésiteront pas à perdre 6 000 hommes pour réduire la garnison allemande de Ts'ing-Tao forte d'une poignée de combattants, qui n'essuieront pas une perte et finiront par se rendre à court de munitions. Doté d'un armement laissant beaucoup à désirer, les soldats japonais devaient cultiver une mystique de la bravoure personnelle dans le combat personnel, qui se traduisit par des pertes considérables.

Déjà très élevées face aux Turcs à Plevna (1877-1878), les pertes russes, elles, se chiffreront en millions d'hommes dès le début de la Première guerre mondiale (Tannenberg, Gorlice-Tarnow). En Crimée, les Russes avaient déjà perdu 600 000 hommes face à des contingents anglais et français décimés par les épidémies et au commandement souvent défaillant (l'armée britannique vendait encore les charges d'officiers). Mais les armées occidentales avaient renforcé leur puissance de feu, quand les soldats russes étaient encore dotés d'un mousquet à pierre à canon lisse rechargé par la gueule. La technique de fabrication des fusils chargés par la culasse dépassait les capacités de nombre d'armuriers russes et l'équipement était à la charge de chaque régiment, les officiers s'efforçant dès lors de dépenser le moins possible en armes – la graisse, elle, était à la charge du soldat. Le gouvernement s'efforça en pure perte de lutter contre le défaut d'armement en désignant des inspecteurs, que les régiments corrompirent facilement (le même phénomène se reproduira quant à la réalisation des plans quinquennaux du régime soviétique).

Au cours de la Seconde guerre mondiale, de 7 à 9 millions de soldats russes peut-être furent tués et de 4 à 5 millions faits prisonniers, dont beaucoup (2,5 millions ? 3 millions ?) ne revinrent jamais. Contre les Allemands, les Russes, d'abord désemparés, eurent recours aux attaques massives d'infanterie, sans point d'application précis mais tentant d'épuiser les munitions de l'ennemi. Il arrivait qu'on ne donne même pas d'arme à beaucoup des hommes – véritables cibles vivantes, dès lors - lancés dans ces attaques de saturation, qui finirent par effrayer les Allemands.

Lors de son conflit avec l'Irak (1980-1988), l'Iran utilisa en masse dans de véritables missions suicides (assauts, passage sur des champs de mines) des adolescents, à partir de 12 ans, auxquels on donnait une clé du Paradis en plastique doré. On estime que

80 000 de ces *bassidjis* trouvèrent la mort et que presque autant d'autres furent mutilés⁵⁵. Pour ces vagues humaines, on ne peut même plus parler proprement de « soldats », puisque beaucoup n'étaient même pas armés. Les Mongols poussaient devant eux sous la menace des captifs qui devaient recevoir les premiers tirs de l'ennemi. Mais ici, les adolescents relevaient de l'armée iranienne régulière. Utilisés pour épuiser et effrayer l'ennemi, obligé d'abattre en masse des enfants, avaient-ils un autre statut que celui d'otages ?

Otages furent également les troupes françaises à Verdun. Si Erich von Falkenhayn choisit en effet de concentrer ses efforts sur cette charnière du réseau défensif français en 1916 – le 21 février, 2 millions d'obus sont tirés sur 16 km de front – c'est sciemment (mais peut-être s'agit-il d'une justification rétrospective) pour attirer son ennemi dans un piège à hommes. Il veut obliger les Français à épuiser leurs réserves sans s'exposer à des pertes comparables. Mais les Français relèveront le défi, acceptant de perdre des centaines de milliers d'hommes pour tenir, prendre et reprendre absurdement quelques arpents de terre. Entraînant par là même les Allemands dans un carnage comparable. Après août, ils perdirent plus d'hommes que les Français. Verdun fit 420 000 morts peut-être, dont les deux tiers français. La France perdit là l'essentiel de ses capacités opérationnelles. Mais plus on mourait, plus il paraissait impossible d'abandonner. Plus il fallait mourir. L'importance stratégique de Verdun était nulle, écrit un historien. Quand les Allemands l'attaquèrent, l'Etat-major français était prêt à abandonner la place. Le gouvernement lui ordonna de tenir coûte que coûte, pour que le moral de la population ne s'effondre pas. Et l'on fut ainsi obligé de faire de Verdun un enjeu stratégique majeur⁵⁶.

*

Dans la guerre moderne, l'homme est devenu un poids. Exposé au tir des armes automatiques et aux bombardements, il faut d'abord le cacher, l'enterrer. Au début de la Première guerre mondiale, les armées françaises chargèrent encore sabre au clair, sans casques, dans des uniformes chamarrés et se firent décimer. Il fallut vite les camoufler. L'idée de camouflage n'apparaît guère avant le XX^e siècle. A travers elle, il s'agit surtout de donner le moins possible prise à la puissance de feu de l'ennemi. Il s'agit d'être présent mais invisible et de ne pas offrir de masses compactes à la frappe ennemie. Ce qui est déjà

⁵⁵ Voir P. Razoux *La guerre Iran Irak*, Paris, Perrin, 2013.

⁵⁶ Voir P. Jankowski *Verdun*, Paris, Gallimard, 2013.

reconnaître que les hommes encombrant le champ de bataille beaucoup plus qu'ils ne le tiennent.

Dans la guerre moderne, l'homme est source d'innombrables problèmes : financiers, logistiques, psychologiques. Il faut le nourrir, acheminer son courrier, lui ménager repos et distractions pour que son moral ne flanche pas – ne risquerait-il pas autrement de se mutiner ou, pire encore, de fraterniser avec l'ennemi ? Cela se vit lors de la Première guerre mondiale...

Dans *Compagnie K* (1933⁵⁷), le vétéran William March rapporte qu'au bord de la Moselle, un accord avait été passé entre Allemands et Français, puis Américains, pour que chacune des troupes puisse faire sa lessive et cueillir des fruits au bord du fleuve, le matin pour l'une et l'après-midi pour l'autre. Un jour, les Allemands prévinrent même les Américains qu'ils allaient les bombarder au cours de la nuit. Si les hommes de rang de chaque armée pouvaient simplement se retrouver au bord d'un fleuve pour discuter calmement, écrit March, aucune guerre ne pourrait jamais durer plus d'une semaine (p. 85).

Signalons que ces souvenirs, retracés de manière originale, représentent l'un des témoignages de guerre les plus prenants, tant dans les détails (la morphine réservée aux officiers, l'eau-de-vie retirée aux soldats américains par crainte des ligues morales, ...) que dans les situations (les erreurs mortelles du commandement, l'exécution de prisonniers) et le vécu des hommes (voir particulièrement, à la fin, l'oubli des camarades).

Même promise à la boucherie, on ne mène pas une troupe de citoyens sans précautions. Même dans un état totalitaire. On rapporte ainsi que, lorsqu'ils percèrent le front russe en 1941, les Allemands évitèrent assez systématiquement les grandes villes. Ceci tenant en partie à la crainte chez les officiers de l'impact qu'aurait pu avoir sur la troupe la découverte du paradis des prolétaires, qui après tout existait peut-être...

Il faut soigner surtout les hommes que la guerre a emportés. Sachant que la situation de combat même est une inépuisable source de pathologies pour des conscrits habitués à des conditions de confort sans cesse accrues. Parvenu au front en 1917, le contingent américain fit d'abord piètre figure ainsi. Les hommes s'enrhumaient... Au cours de la Seconde guerre mondiale, Américains et Anglais commencèrent à soigner leurs hommes en état de choc – les mêmes auraient passé pour "tire-au flanc" et auraient risqué d'être exécutés du côté russe ou allemand. Les troubles psychiques représentèrent jusqu'à 16% des pertes dans l'armée anglaise - et l'on fut particulièrement attentif au moral des équipages de bombardiers. On nota qu'au-dessus de 5% de pertes, le découragement, les troubles psychologiques devenaient importants. Ceux-ci devinrent un problème massif

⁵⁷ trad. fr. paris, Gallmeister, 2013.

pour l'armée américaine au Vietnam, en situation de guerre traînante, à faible intensité de combat et face à une population largement hostile. 43% des hommes du contingent goûtèrent alors à l'héroïne⁵⁸.

Les névroses de guerre furent reconnues lors de la Première guerre mondiale. L'idée ne reçut cependant un accueil favorable qu'en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, portée par les travaux de psychiatres comme William Halse Rivers. Ailleurs, ces troubles parurent n'être que les feintes de soldats lâches et calculateurs et firent ainsi l'objet de traitements très brutaux. On voulait bien admettre à la limite que des officiers ressentent de tels troubles mais pas les gens du peuple⁵⁹.

Au cours de la Seconde guerre mondiale, il fallait 8 hommes pour assurer la logistique d'un seul soldat américain au front (2 hommes suffisaient pour un soldat russe). Mener la guerre, au sens moderne, c'est dès lors épuiser les capacités gestionnaires de l'ennemi. Et de ce point de vue, les civils peuvent être pris en otages tout autant que les militaires.

Dès le début de la Première guerre mondiale, les Allemands avaient ainsi prévu d'affamer l'Angleterre avec leurs sous-marins (leurs calculs du tonnage à couler étaient néanmoins hautement fantaisistes). Sur le front, ils lancèrent des attaques chimiques (Ypres, 22 avril 1915), dont les impacts seront médiocres d'un point de vue opérationnel mais qui visaient peut-être surtout l'épuisement psychologique⁶⁰. Mais la prise d'otage des civils ennemis sera surtout le fait des bombardements stratégiques.

Les bombardements stratégiques.

L'idée de s'en prendre directement aux populations civiles apparaîtra assez tardivement. Lors de la guerre franco-prussienne de 1870, alors qu'on le poussait à bombarder Paris, Schlieffen refusa de mettre des civils en danger pour des fins militaires. L'idée apparaîtra avec la Première guerre mondiale : s'affranchir du front, frapper au cœur le pays ennemi avec des bombardiers à long rayon d'action et, à travers des raids de terreur, l'obliger à se rendre sous la pression de sa population effrayée, tout en anéantissant ses capacités de production. Tout alors serait terminé en quelques jours. Les autres armes deviendraient inutiles. Dès 1913, on publiait à Paris une brochure signée « Pol Timonier & L... B... francs-aviateurs », *Comment nous torpillerons Berlin avec notre escadrille d'aéroplanes dès l'ouverture des hostilités*⁶¹. L'idée sera ensuite défendue en 1915 par Nakajima Chikukei – le Japon sera l'un des premiers pays à réaliser de tels raids de terreur sur les populations civiles en Chine en 1937. En

⁵⁸ Sur tout ceci, voir L. Crocq *Les traumatismes psychiques de guerre*, Paris, O. Jacob, 1999.

⁵⁹ Voir J. Brunner "Will, Desire & Experience: etiology & ideology in the German and Austrian medical discourse on war nevrozes 1914-1922" *Transcultural psychiatry* 37, 2000, pp. 297-320.

⁶⁰ Voir O. Lepick *La Grande guerre chimique 1914-1918*, Paris, PUF, 1998.

⁶¹ Paris, Ed. pratiques et documentaires, 1913.

Europe, elle sera popularisée par Giulio Douhet (*La guerre des airs*, 1921⁶²) et développée dès 1918 au sein de la RAF par Hugh Trenchard – l’aviation anglaise gazera les tribus chiïtes rebelles en Irak en 1921. L’idée, enfin, sera défendue aux USA par William Mitchell (*Winged Defense*, 1925⁶³).

Au total, on a ici un bel exemple des aberrations auxquelles peut conduire une idée trop simple ! Un bel exemple de résolution acquise à travers une rationalité faible, reposant sur l’évidence et la conviction, plutôt que la réflexion et s’arrangeant pour écarter toute critique. De sorte que l’idée ne put guère être infléchie, alors même qu’elle se révélait décevante⁶⁴. Tout fut fait pour raser les villes allemandes ainsi, alors même que cela ne servit pratiquement à rien.

*

Lorsqu’elle apparut, l’idée de bombardement stratégique se fondait sur deux éléments. 1) Une crainte, légitime, face aux capacités nouvelles de l’aviation. Crainte qui put prendre une tournure apocalyptique, notamment dans une Angleterre ayant, à portée d’ailes, perdu son séculaire isolement⁶⁵. 2) Une méfiance des états-majors par rapport aux foules urbaines – surtout après les révolutions bolcheviques en Russie et à Berlin⁶⁶. En 1914, la CGT n’avait-elle pas distribué à Paris des tracts sur lesquels on pouvait lire qu’il valait mieux tuer un général français qu’un soldat étranger ? En 1909, le *Comment nous ferons la Révolution*⁶⁷ d’Emile Pataud et d’Emile Pouget décrivait avec assez de détails les sabotages que les syndicats étaient à même de réaliser pour paralyser le pays. On avait cru plusieurs fois le moral de l’arrière prêt de flancher au cours de la Première guerre mondiale et tout au long de l’entre-deux guerres la conviction se renforça que la société civile est une poudrière (grèves générales anglaise de 1926 et française de 1936 ; émeutes parisiennes de février 1934). Cela paraissant d’ailleurs inhérent au développement urbain⁶⁸.

A ces éléments, l’idée de développer des flottes de bombardiers apportait une réponse simple. Trop simple et qui poussa à des choix malheureux. On négligea notamment de développer l’appui au sol, qui s’était révélé difficile au cours de la Première guerre mondiale mais dont certains, comme le russe Artur Mednis (*Taktica*, 1935), pressentaient le rôle décisif – notamment le couple avion/char. On croyait les bombardiers invulnérables et c’est en dissidence par rapport à sa hiérarchie qu’Hugh Dowding développa une aviation de chasse qui sauvera la Grande-Bretagne. Parallèlement, on développait les radars, qui infirmaient singulièrement l’idée que les bombardiers étaient invulnérables... On avait enfin une vision toute théorique du rayon d’action possible des bombardiers, qu’on imaginait très étendu. Anglais et Italiens négligèrent dès lors de développer l’aéronavale. Daladier partira signer les accords de Munich en ayant la certitude que les Allemands pouvaient bombardier Paris à leur guise.

⁶² trad. fr. Paris, Le journal *les Ailes*, 1932.

⁶³ New York, Putnam’s, 1925.

⁶⁴ Voir les remarquables analyses de W. Murray *Les guerres aériennes 1914-1945*, 1999, trad. fr. Paris, Autrement, 1999.

⁶⁵ Voir par exemple L. E. Charlton *War from the Air*, London, Nelson, 1935.

⁶⁶ Voir J. Konvitz « Représentations urbaines et représentations stratégiques 1914-1945 » *Annales*, juillet-août 1989, pp. 823-848.

⁶⁷ Paris, Tallandier, 1909.

⁶⁸ Voir N. Carpenter *The Sociology of City Life*, New York, Longmans, Green & Co, 1931.

Par ailleurs, les premiers bombardements se révélèrent assez inefficaces. En Chine, en Espagne, les populations ne rompirent pas. Et les raids de terreur allemands sur Londres en 1940, surtout, n'atteignirent guère leurs objectifs. Au cours de la Première guerre mondiale, quelques raids sur le même objectif avaient pu faire de 52 à 121 victimes par tonne de bombes. Les Allemands prirent donc pour objectif 50 victimes par tonne et ne dépassèrent pas 20. Les Anglais tinrent bon – même si l'on a sans doute un peu forcé l'héroïsme du peuple anglais en cette occasion⁶⁹. Et cela aurait pu avertir les Alliés quant à l'effet de leurs propres raids sur l'Allemagne. Mais, objectait-on, les Allemands ne disposaient pas de bombardiers à long rayon d'action – ce qui était vrai, quoique Hitler fut convaincu des idées de Douhet (jusqu'à la fin, il crut que les bombes volantes V1 et V2 pourraient changer le cours de la guerre). Et puis, on réputait les civils allemands plus émotifs que les Anglais ! En fait, à la différence de ce qui arriva en Grande-Bretagne, les bombardements aériens, malgré leur intensité, ont laissé peu de traces dans la conscience collective allemande, a-t-on noté. Il s'agit là comme d'une expérience effacée, qui a laissé peu de descriptions⁷⁰.

En septembre 1941, un rapport estimait qu'un cinquième des équipages anglais seulement larguaient leurs bombes à moins de 8 km de leurs cibles (le viseur Norden avait été testé dans des conditions assez irréalistes. On ne le changea pas avant 1943 néanmoins). Mais, au même moment, le général Charles Portal, commandant en chef de la RAF, présentait un plan de bombardement capable, affirmait-il, de briser l'Allemagne en six mois. Six attaques successives devaient être lancées sur 43 villes. Le niveau nécessaire de destruction avait été fixé en croisant les statistiques d'activité des centres industriels et les résultats des récents bombardements allemands sur l'Angleterre. Avec une marge d'incertitude très large (on comptait qu'un avion sur quatre seulement atteindrait son objectif), on s'était dispensé d'envisager que les Allemands puissent considérablement renforcer leurs défenses ou déplacer leurs industries. Churchill fut donc assez sceptique. L'évêque George Bell jugea les bombardements moralement indéfendables. Mais le Plan fut lancé. A l'époque, sans doute, il n'y avait guère le choix⁷¹. De quel autre moyen disposait-on pour continuer la guerre, alors que l'URSS paraissait proche de l'effondrement et que les USA n'étaient pas entrés en guerre ? Alors que Churchill, qui rejetait toute idée de négociation, était menacé politiquement ? Mais le Plan comptait sur une flotte de 4 000 bombardiers. Au mieux, le Bomber Command en aura 1 609. Et la réaction allemande fut beaucoup plus vive qu'attendue...

En 1943, néanmoins, les Américains entrèrent à leur tour en lice avec un autre Plan. Ils comptaient que, protégées par onze mitrailleuses embarquées, leurs forteresses volantes seraient invulnérables à la chasse allemande. La possibilité était ainsi offerte de bombarder en plein jour et donc de procéder à des destructions de précision (pour éviter au maximum la chasse et la DCA, les Anglais devaient intervenir de nuit, les villes seules offrant dès lors des cibles grossières mais accessibles). Les Américains imaginèrent donc se concentrer sur quelques goulets d'étranglement et choisirent à cet effet les usines de Schweinfurt qui produisaient les deux tiers des roulements à billes. On admit que la pénurie de ces derniers paralyserait l'industrie militaire allemande. Un farceur fit bien remarquer qu'à ce compte on

⁶⁹ Voir A. Calder *The Myth of the Blitz*, London, J. Cape, 1991.

⁷⁰ Voir W. G. Sebald *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, 1999, trad. fr. Paris, Actes Sud, 2004.

aurait aussi bien pu se concentrer sur les usines de lacets en comptant que, déchaussés, les Allemands seraient obligés de se rendre ! L'analogie était pertinente, car tout ceci revenait effectivement à croire que les Allemands ne pourraient remplacer ou développer rapidement d'une autre façon un équipement de base. Mais ce genre de plaisanterie passe en général assez mal dans un tel contexte. Les bombardements prévus eurent lieu en août et octobre 1943. Les pertes furent élevées, car bien sûr les forteresses n'étaient pas invulnérables. L'impact sur la production fut insignifiant ; les Allemands se procurant facilement en Suède ce qui leur fit défaut momentanément.

Alors on se concentra à nouveau sur les villes. L'imprécision et la vulnérabilité des bombardiers précipitèrent ainsi des raids de plus en plus meurtriers, tandis que les capacités planifiées de bombardement étaient enfin disponibles, qui furent poursuivis alors même que le ciel allemand était dégagé – certains ont vu là un crime de guerre⁷². Ils culminèrent alors que la guerre était de toute manière terminée (125 000 morts à Dresde le 10 février 1945 ; bien plus qu'à Hiroshima). Ils ne brisèrent pas le moral des populations et n'empêchèrent même pas l'industrie militaire de tourner à plein régime en 1944⁷³. Car tous les plans étaient fondés sur une illusion de taille : tout le monde croyait que, sous la botte nazie, l'Allemagne était toute entière mobilisée pour la guerre depuis des années. Personne n'aurait imaginé qu'avant 1943, les Allemands n'étaient pas encore entrés dans une économie de guerre ! Les femmes étaient encore au foyer et l'on comptait plus d'un million d'emplois domestiques. Hitler, en effet, avait promis une guerre courte et les bombardements, note John K. Galbraith, l'aidèrent sans doute à mobiliser son industrie de guerre (*L'ère de l'opulence*, 1961, p. 154 et sq.⁷⁴). Goebbels exagéra lui-même l'ampleur des destructions. Loin de retourner le peuple contre ses dirigeants, les bombardements le poussèrent plutôt à croire à la propagande, tant ils représentaient une expérience traumatisante et immaîtrisable.

Au Japon également, les villes furent abondamment bombardées, les cibles industrielles étant là rapidement épuisées. Les bombardements sur Tokyo en mars 1945 firent peut-être 200 000 morts. L'Empereur s'en émut. Mais la reddition ne venait pas. Alors on atomisa Hiroshima et Nagasaki (août 1945, 85 000 et 65 000 morts).

*

Au total, les bombardements stratégiques avaient-ils montré leur inefficacité ? Dans l'immédiat après-guerre, la capacité industrielle allemande était supérieure à celle de 1939 ! L'emploi des armes nucléaires, quant à lui, obéissait à une autre logique. Mais les bombardements stratégiques ne furent pas abandonnés, loin de là. Et bien qu'une fois encore, leurs résultats aient pu paraître incertains : l'action des B 52 sur le Nord Vietnam, ainsi, ne permit guère de stopper le soutien aux rebelles du Sud.

En somme, le bombardement stratégique s'est imposé sans doute moins au vu de ses résultats évidents que parce qu'il correspond à une tendance de fond de la guerre moderne. Dès lors que celle-ci est remportée par un effet de masse, *il n'y a aucune raison de la limiter au champ de bataille*. L'ennemi

⁷¹ Voir E. N. Luttwak *op. cit.*, p. 86 et sq.

⁷² Voir A. C. Grayling *Among the dead cities*, London, Bloomsbury, 2006.

⁷³ Ce constat est néanmoins contesté par R. Overy *Why the Allies won?* New York, W.W. Norton, 1997.

n'est plus une armée mais un ensemble de systèmes : de direction, d'infrastructures, de fonctions vitales (installations pétrolières par exemple), de populations et de forces armées enfin. A cet égard, les sanctions économiques suivent pratiquement la même logique que les bombardements de civils : il s'agit de « faire craquer » l'arrière. Les sanctions furent d'ailleurs définies comme une arme par Woodrow Wilson en 1919, pratiquement au même moment que les bombardements stratégiques. Et, le plus souvent, elles auront eu la même inefficacité. Toutefois, à la différence des bombardements, les sanctions ne choquent pas beaucoup, malgré leurs impacts potentiellement terribles sur les populations, comme en Irak où elles provoquèrent de quasi-famines.

Dès lors que la guerre s'étend à tout ce qui constitue l'armature d'un pays, la stratégie consiste à déterminer les points vulnérables de chaque sous-système⁷⁵. Or, dans ce cadre, le guidage par laser donne une efficacité nouvelle aux bombardements : une précision d'un mètre (100 m était la norme au Vietnam ; 1 000 m au cours de la Seconde guerre mondiale). Et les rendent peut-être enfin efficaces... Quoique ce point ait fait l'objet de nombreuses critiques, il semble que les bombardements aériens suffirent lors de l'intervention de l'OTAN pour l'évacuation du Kosovo en 1999 ; bien qu'on ait pu remarquer que la capitulation serbe ne tint pas tant à la destruction de l'armée qu'aux bombardements massifs sur des installations civiles, ce qu'on avait promis au début d'éviter...

*

Le but de la guerre moderne est moins d'anéantir immédiatement que d'effrayer et de paralyser les infrastructures de l'ennemi jusqu'à ce que ce dernier s'écroule sous son propre poids – dans les années 50, en Malaisie, les Anglais eurent recours aux herbicides pour détruire les cultures et affamer les insurgés communistes. Au Vietnam, les Américains utiliseront de même plusieurs herbicides dont le tristement fameux “agent orange” (1965).

A la limite, il s'agit moins de tuer que de blesser gravement pour créer des problèmes d'infrastructure : de là, les balles explosives et dum-dum (que la Convention de La Haye interdira en 1899) et, de nos jours, les bombes à fragmentation, les mines anti-personnel, le napalm (une sorte de gel enflammé qui contient un additif pour accentuer son adhérence sur la peau). Pendant la bataille du Pacifique, du côté américain, un mort mobilisait 2 hommes pendant une heure ou deux. Un blessé en mobilisait cinq, pour beaucoup plus longtemps.

Une fois lancée et presque gagnée, la guerre moderne veut plus que jamais l'anéantissement de l'ennemi. Les Nordistes en fournirent peut-être le premier exemple à

⁷⁴ trad. fr. Paris, Calmann-Lévy, 1961.

⁷⁵ Voir J. Warden *La campagne aérienne*, 1988, trad. fr. Paris, Economica, 1998.

la fin de la Guerre de Sécession. Les bombardements les plus violents de la Seconde guerre mondiale eurent lieu alors que le sort du conflit était scellé. Déjà, la guerre de Vendée, pendant la Révolution française, ou la répression de la Commune de Paris de 1871, avaient connu de véritables exterminations (de 17 000 à 35 000 communards seront exécutés). Sans doute la hauteur du sacrifice consenti doit-elle être payée par une expiation. Il n'est pas envisageable de s'entendre de quelque façon avec ceux qu'on a combattu à mort, en tous cas. Staline, peut-être, aurait pu s'entendre avec Hitler. Mais, de l'Allemagne, les démocraties anglo-saxonnes ne pouvaient qu'attendre une reddition sans conditions. De fait, au cours du conflit, les seules initiatives de paix vinrent d'Hitler⁷⁶. En 1945, avec le Plan Morgenthau, les Américains imaginaient plutôt réduire l'Allemagne à un état pastoral.

Plusieurs fois, Russes et Allemands discutèrent d'une paix séparée, Staline jouant particulièrement de la menace d'une telle éventualité comme moyen de pression auprès de ses alliés occidentaux.

A l'âge classique, les traités de paix, conclus entre rois, prévoyaient souvent une amnistie générale, visant notamment à empêcher la vendetta. A la fin de la Guerre de Trente ans – qui tua de 3 à 4 millions de personnes, soit le quart de la population d'Europe centrale peut-être - on en appela à une éternité d'oubli et d'amnistie. Les guerres modernes, elles, ne s'oublient pas⁷⁷.

Mais il y a certains « oublis » : ainsi les responsables japonais de la très sinistre Unité 731 en Mandchourie ne firent l'objet d'aucun jugement après la guerre, alors même que des prisonniers américains y servirent de cobayes.

*

La dernière guerre.

Que la guerre n'est plus qu'une affaire de moyens, c'est ce qu'illustra particulièrement la Seconde guerre mondiale, tant par l'ampleur de la mobilisation de forces que par le fait qu'elle connût paradoxalement, par rapport à la Première, d'assez nombreuses actions tactiques d'éclat – celles-ci surtout, d'ailleurs, du côté allemand - se révélant pourtant impuissantes à changer le cours des opérations. Lors de cette guerre et pour la première fois de manière aussi nette, la victoire suivit la suprématie et non le contraire.

⁷⁶ Voir particulièrement P. Masson *Une guerre totale, 1939-1945*, Paris, Pluriel Tallandier, 1990, p. 70.

⁷⁷ Voir B. Cassin « Politique de la mémoire. Des traitements de la haine » *Multitudes* 2001/3 n°6, pp. 177-186.

Les généraux allemands furent particulièrement surprenants par leur capacité à monter des contre-attaques instantanées sur les terrains les plus divers : bocage normand, marécages et forêts d'Ukraine occidentale, plage d'Anzio, où les Alliés furent bloqués quatre mois, etc. ; ceci s'expliquant sans doute par l'excellente réorganisation de l'armée allemande par Hans von Seeckt après 1918 et la sélection des cadres qu'il opéra. En Normandie, les Allemands, ne disposant que de divisions maigrichonnes, médiocres et mal équipées, développèrent un système de défense en profondeur utilisant toutes les ressources du terrain qui fera l'objet d'études minutieuses de l'OTAN. En Afrique du Nord, Rommel exploita au mieux des moyens comptés. En Italie, Kesselring déplaça ses troupes avec une aisance étonnante alors que les voies de communication étaient totalement paralysées par les bombardements, reconstituant successivement ses lignes de défense. A Targul Frumos (Roumanie, mai 1944), Manteuffel attira les Russes dans un piège tactique digne des manuels. Manstein fit de même en direction de Kharkov. Fin 44, alors qu'ils n'avaient même pas l'essence nécessaire pour la mener, les Allemands lancèrent l'offensive des Ardennes. A l'occasion, la ruse était employée, comme par Rommel en Afrique du Nord pour cacher ses maigres effectifs de chars. Ne disposant pas de 500 parachutistes pour attaquer la Belgique en 1940, les Allemands utilisèrent des mannequins. A tout ceci s'ajoute encore nombre d'exploits individuels : des sous-marinières (10% des unités firent de 45% à 50% des pertes ennemies) aux aviateurs (Hans Rudel détruisit plus de 500 chars russes et Erich Hartmann plus de 350 avions – capturé, il sera condamné pour dégradation de la propriété socialiste). Le fort belge d'Eben-Emael fut pris par 78 hommes contre 1 200.

Toutefois, il a pu être souligné que ces succès ont un peu facilement auréolé des généraux allemands qui, après la guerre, imputèrent trop largement leurs erreurs aux seules décisions d'Hitler, tout en se dédouanant ainsi du soutien qu'ils avaient pu apporter au régime. C'est qu'après la guerre, on les écouta d'autant plus volontiers qu'ils tenaient un discours finalement rassurant sur le nouvel ennemi soviétique, généralement campé comme tenace mais désorganisé et peu stratège. Ce n'est que très tardivement que les modes opératifs de combat de l'Armée rouge ont été réellement étudiés⁷⁸, tandis qu'une image très dépréciée de l'armée russe se maintenait (elle s'est exprimée, intacte, du côté occidental, dès les premiers jours de l'attaque russe en Ukraine en 2022).

Si la tactique de la terre brûlée semble avoir été imposée aux Russes bien davantage qu'ils ne l'avaient effectivement planifiée, ceux-ci, anticipant une guerre longue, développèrent une stratégie défensive, exposée dès avril 1812 par le général Chouchkievitch dans un mémorandum, à laquelle Bonaparte n'était pas du tout préparé. Hitler refera la même erreur.

Au cours de ce conflit, on a l'impression que les Allemands furent comme en retard d'une guerre. Qu'ils livrèrent, seuls, la dernière guerre au sens classique du terme. Comme Napoléon, craignant de se retrouver enserré dans une alliance anglo-russe, Hitler attaque le premier l'URSS. Or, en Russie, les Allemands s'efforcent de déployer une tactique opérationnelle que l'on peut juger "classique" (des enveloppements fondés sur la mobilité) mais inopérante, l'immensité du territoire russe ne permettant pas de fixer l'ennemi pour

l'écraser – les Allemands comptèrent longtemps sur un soulèvement du peuple russe et ne firent rien pour le provoquer, au contraire. Dans un tel contexte, ils passent à côté des vrais problèmes. Les difficultés logistiques en premier lieu, qui bloquent leur première offensive avec l'arrivée de l'hiver. Sur le front on manqua de tout : antigel, équipements adaptés au froid, munitions. Exposés à de telles difficultés, ils ne cherchent pourtant pas particulièrement à détruire l'industrie pétrolière russe de Bakou.

Ceux qui organisèrent la stratégie du III^e Reich semblent avoir très fréquemment été incapables d'ajuster leurs moyens à leurs fins. La Luftwaffe, ainsi, se fit fort de ravitailler Stalingrad encerclé. Il aurait fallu livrer 600 tonnes par jour. A trois reprises seulement, on atteignit 300 tonnes. Au total, la Seconde Guerre Mondiale offre, du côté allemand, une succession d'aberrations (l'armée s'engageant dans la conquête de la Russie sans équipement d'hiver ; le premier avion à réaction, le Me 262, inemployé pendant longtemps ; Hitler croyant que les bombes volantes créeraient une telle panique chez les alliés que cela renverserait le cours de la guerre, etc.) et de décisions simplistes, comme le fut la tactique de guerre éclair, en elle-même totalement insuffisante pour permettre à l'Allemagne d'atteindre ses principaux buts de guerre (abattre la Grande Bretagne et envahir la Russie européenne) mais qui, parce qu'elle permit de vaincre la Pologne, la France et la Russie au début, tous pays fort mal préparés à la guerre, passa et passe encore pour une stratégie géniale (voir ci-après). Son principal effet fut de confirmer les Allemands dans une sous-estimation de leur ennemi qui se révéla fatale. Les Russes n'avaient jamais franchement battu personne. Et, en 1939, leur première campagne en Finlande avait été pitoyable. On ne pouvait par ailleurs admettre que les communistes puissent disposer d'une supériorité industrielle et technique décisive⁷⁹. Celle-ci était pourtant évidente. Dès le début des combats, les chars russes T 34 et KV 85 surclassent les allemands. Très vite délocalisée, l'industrie soviétique peut tourner à plein régime. En 1944, elle produit bien plus de chars que les industries allemande et même américaine et elle produit en série quand, en regard, une division blindée allemande pouvait compter jusqu'à 12 modèles de chars différents en 1942. Le style opérationnel russe fut dès lors fondé uniquement sur l'effet de masse. Les groupes armés avançaient droit devant eux, ne pouvant pas même tenter de débordement sans bloquer leurs voisins. Lors de l'opération Bragation, à l'été 1944 en Biélorussie, la violence du choc fut telle que le Groupe d'armée

⁷⁸ Voir particulièrement D. M. Glantz *The military strategy of the Soviet Union: a History*, London, F. Cass, 1992.

Centre allemand vola littéralement en éclats. Le front ne put être reconstitué qu'à des centaines de kilomètres en arrière.

Au sein de l'Armée rouge, cet effet de masse se conjugua avec des lacunes d'organisation criantes. Beaucoup de pertes furent ainsi le fait de bombardements d'artillerie mal dirigés, de nombreuses unités étant dans l'incapacité de se signaler par manque de fusées ou de radio.

A l'Ouest, les conditions n'étaient pas meilleures. En Normandie, le rapport des forces aériennes était de 500 avions allemands contre... 8 500 alliés. A bout de moyens et d'essence, toute rupture ne pouvait plus être acquise qu'au prix de pertes énormes, comme dans les Ardennes fin 1944. Ce fut comme si l'armée allemande s'était trompée de guerre ou, plus exactement, s'était laissée entraîner dans une guerre dont il était clair dès le départ qu'elle n'avait pas les moyens.

Les nazis voulaient certainement la guerre. Mais en 1939, ils n'étaient pas prêts. Hitler ne voulait pas d'une guerre contre la Grande-Bretagne avant 1944 au plus tôt. La marine ne devait être à niveau qu'en 1946. Les Allemands ne disposaient que d'une aviation tactique et la réorganisation de l'armée était loin d'être achevée : au cours de la Seconde guerre mondiale, les Allemands devront utiliser deux fois plus de chevaux qu'au cours de la Première ! Les généraux étaient au bord du complot : Halder, ainsi, ou Von Leeb qui invita les commandants en chef des deux autres Groupes de l'armée de terre à démissionner pour ridiculiser Hitler.

Le déclenchement de la Seconde guerre mondiale tint à la conjonction d'événements dont le contrôle échappa largement aux belligérants⁸⁰. Et, pour les nazis, le souci immédiat fut de ne pas reproduire les erreurs de 1914 : mener la guerre sur deux fronts (le pacte germano-soviétique de non-agression de 1939 écarta cette éventualité) et en revenir à une guerre de tranchées. L'heure était ainsi à la recherche d'une mobilité qui rendrait à nouveau les batailles décisives. On retint donc les éléments qui avaient permis les percées allemandes de 1917 (à Kobarid, sur le front de l'Isonzo) et de 1918 : intensité des offensives, brièveté des préparations d'artillerie, soutien tactique de l'aviation. C'est dans un tel contexte que le mythe de la guerre éclair prendra (voir ci-après). Les Allemands croiront avoir trouvé la panacée tactique et se sera leur principale erreur militaire. Car la guerre avait atteint un degré d'industrialisation qui rendait l'URSS un ennemi pratiquement imbattable. La guerre aérienne l'illustre particulièrement, largement

⁷⁹ Voir M. Harrison *Accounting for War. Soviet Production, Employment and the Defence Burden 1940-1945*, Cambridge University Press, 1996.

industrielle et fondée sur des choix de production, des options techniques et l'exploitation d'informations. Toutes dimensions que les Allemands ratèrent.

Comme d'autres, nous l'avons vu, ils crurent aux vertus des bombardiers à long rayon d'action. Mais ils furent incapables d'en faire aboutir le projet, tandis qu'ils ne développèrent pas particulièrement leurs forces d'appui au sol – malgré ce qu'on croit souvent, qui n'est qu'un effet de la propagande de Goebbels. En Pologne, par manque d'entraînement, la Luftwaffe bombardait souvent ses propres lignes. Elle subit des pertes sévères (25%) lors de la campagne de France mais, malgré cela, malgré ses déboires à Dunkerque, elle crut qu'elle pourrait plier la RAF en quelques jours. Les Anglais misaient sur le radar. Les Allemands ne s'évertuèrent même pas à en neutraliser les stations. Et leurs services de renseignement furent incapables de leur indiquer où se trouvait la principale unité de production de Spitfires (sur les docks de Southampton...).

La préparation de la guerre fut beaucoup trop courte pour les nazis, qui pour la plupart n'avaient guère d'expérience du pouvoir avant 1933. Cela favorisa les luttes intestines entre services et les approximations. Franz von Neumann a pu ainsi décrire l'Etat nazi comme un non-Etat, entièrement rongé par les luttes de pouvoir et générant des décisions irrationnelles (*Béhémoth*, 1942⁸¹).

Les rodomontades d'Hitler ne suffirent donc pas. Au début de la guerre, il voulait multiplier les capacités de la Luftwaffe par cinq. Cela aurait nécessité d'accaparer 85% du carburant utilisé mondialement par l'aviation ! A partir du début 1944, la Luftwaffe perdait 20% de ses pilotes de chasse chaque mois. On donnait 25 heures de formation aux nouveaux pilotes, dont le temps de survie était de trois semaines en moyenne. En mai 1945, il restait 5% des pilotes de 1939. Les Allemands disposèrent pourtant les premiers et avec une large avance d'un avion à réaction, le Me 262. Mais Hitler ne croyait pas en ses capacités de chasseur ; au point de consterner même un admirateur aussi inconditionnel que Goebbels (*Journal 1943-45*, 2 décembre 1944⁸²). Impressionné par les Mosquitos anglais, Hitler aurait plutôt voulu un bombardier léger, symbole de guerre éclair. Il pensait également que la vitesse du Me 262 ne pourrait être maîtrisée en combat aérien sans un grand changement des capacités offensives des pilotes de chasse. C'est qu'ils jugeaient ceux-ci délurés, désinvoltes et insoucians et ceux des bombardiers sérieux et consciencieux (Goebbels, 10 août 1943). Au total, on maintint la production d'avions dépassés comme le Me-109.

Tout s'écroulera, dès lors, face à la puissance de frappe russe, capable de supporter des pertes énormes – à Koursk (juillet 1943), les Russes perdent cinq chars pour un char allemand détruit mais emportent la victoire. A partir de Koursk, justement, la défaite allemande ne faisait plus de doute (en 1944, les Allemands se battirent à un contre six Russes ; à un contre dix en janvier 1945). Et la question est de savoir pourquoi il faudra attendre encore deux ans pour qu'elle soit définitivement acquise.

⁸⁰ Voir A. J. P. Taylor *Les origines de la Seconde guerre mondiale*, trad. fr. Paris, Presses de la Cité, 1961.

⁸¹ trad. fr. Paris, Payot, 1987.

⁸² trad. fr. Paris, Tallandier, 2005.

Cela tint sans doute beaucoup au style de guerre adopté par les Alliés. Car Anglais et Américains se mirent à faire la guerre d'une manière toute nouvelle. N'exploitant guère leurs victoires mais occupant le terrain gagné, accordant une importance primordiale à la logistique. Suspendant leur avance à la moindre difficulté et évitant le plus possible de s'engager dans des opérations risquées – il leur faut cinq semaines pour prendre Caen, à quelques kilomètres des plages du débarquement. Comptant, surtout, sur l'aviation et l'artillerie pour progresser. Derrière tout ceci, un élément déterminant et totalement nouveau était apparu : les pertes doivent être les moins élevées possibles. Parce que les USA et la Grande-Bretagne étaient des démocraties (mais la France de Verdun l'était aussi...). Parce que c'est dans les pays anglo-saxons sans doute que les boucheries de la Première guerre mondiale suscitèrent la plus vive aversion. Parce qu'une tradition parlementaire forte surtout et une presse libre jouèrent un rôle déterminant pour surveiller les généraux – quitte à forcer leurs décisions.

La passion médiatique soulevée par la percée de Patton en direction de la frontière allemande, ainsi, exerça certainement une pression non négligeable dans la décision d'Eisenhower d'opter pour un large front plutôt que de se concentrer sur le nord, comme le réclamait Montgomery.

Les Alliés s'en tinrent dès lors à une arithmétique simple : pour l'emporter sans trop de pertes face aux Allemands, il fallait compter sur une supériorité minimale de deux ou trois contre un dans tous les domaines. Tout dépendait dès lors de la mobilisation industrielle. Or celle-ci fut assez disparate, se caractérisant du côté américain par une surproduction d'avions et de chars, acquise à travers des processus de production extrêmement rationalisés, taylorisés (18 spécifications de production pour un avion américain ; 90 pour un avion japonais). Le 6 juin 1944, Eisenhower pensait atteindre Paris en deux semaines, le Rhin en un mois et Berlin en trois mois. Mais les chars Sherman firent pâle figure face aux canons de 88 allemands. Mais on manqua largement de munitions sur le front. Mais les Américains réalisèrent leur premier avion à réaction avec dix-huit mois de retard sur les Allemands. La marine était pléthorique – en 1944 les Américains disposaient de plus de navires que toutes les autres marines du monde réunies – mais les engins de débarquement manquaient, ce qui obligea à découpler les opérations de Normandie et de Provence.

En régime démocratique, il faut composer. Même en temps de guerre. Ceci, dans un contexte où l'opinion publique américaine pouvait être moyennement convaincue de la nécessité d'envoyer ses *boys* sur des terrains d'opération lointains – en mars 1944, selon un

sondage, 62% des officiers de l'armée américaine doutaient de la nécessité de leur engagement en Europe. De sorte que la guerre devint encore une affaire de relations publiques. Le danger ne pouvait qu'être présenté comme immédiat ainsi. New York et Chicago eurent donc leur couvre-feu ! On installa des sacs de sables devant les bâtiments publics. Difficile, dans de telles conditions, de se lancer dans des subtilités tactiques fondées sur la feinte et la tromperie. Le style même des opérations militaires se devait d'être pleinement lisible et justifié. L'ennemi devait donc toujours être réputé représenter une menace redoutable et les attaques devaient être frontales, décidées. Le paradoxe est ainsi que le souci de mener une guerre justifiée et d'en limiter les impacts conduisit à livrer une guerre totale. La guerre du Pacifique l'illustre particulièrement.

Une guerre pour rien ?

Si, au cours du Second conflit mondial, les Allemands peuvent avoir donné l'impression de s'être trompés de guerre, les Japonais semblent eux n'avoir pas du tout compris la guerre dans laquelle ils s'engageaient. Une guerre qu'ils n'avaient pratiquement aucune chance de gagner et qu'ils paraissent presque s'être acharnés à perdre. En élaborant les plans de Pearl Harbour, l'amiral Yamamoto reconnaissait que la flotte japonaise ne tiendrait pas plus d'un an.

Dès le départ, cette guerre est étrange. Une puissance de taille moyenne comme le Japon adopte une attitude conquérante par rapport à la Chine, à l'Empire britannique et aux USA. En somme, comme on l'a écrit, pour vaincre la Chine, première puissance démographique mondiale, il aurait fallu neutraliser l'empire britannique, première puissance coloniale et les Etats-Unis, première puissance économique, tout en neutralisant également l'URSS, première puissance militaire. En octobre 1940, un Institut d'étude de la guerre totale fut fondé à Tokyo. Il rendit un rapport en août 1941 prévoyant, en cas de conflit avec les Etats-Unis, l'entrée de l'URSS dans la guerre et l'écrasement nippon en 1944. Ce rapport fut ignoré.

Certes, l'attitude des Etats-Unis face au Japon n'était pas sans provocation (un embargo commercial très strict, dont les conditions de levée étaient inacceptables pour les Japonais)⁸³. Mais, en 1941, le Haut Commandement japonais, que le Gouvernement était incapable de maîtriser, semble avoir réellement cru qu'il était capable de livrer une guerre totale de trois ans contre les Etats-Unis, se fondant à cet égard sur différents éléments : la guerre russo-japonaise de 1905 avait convaincu qu'il était possible d'infliger aux grandes puissances de cuisantes défaites les éloignant du Pacifique. Le programme de construction navale des USA avait à peine démarré. Et l'on croyait à la supériorité du soldat japonais sur l'Américain amolli. On croyait au soutien des forces divines. En 2 000 ans, le Japon n'avait jamais été battu...⁸⁴

⁸³ Voir le (néanmoins controversé) *Back Door to War: The Roosevelt Foreign Policy, 1933-1941* de C. C. Tansill (Chicago, H. Regnery Cy, 1952).

⁸⁴ Voir M. Lucken *Les Japonais et la guerre*, Paris, Fayard, 2013.

En Chine, cependant, les Japonais ne parvenaient pas à terminer la guerre qu'ils avaient engagée – les USA les soutenaient alors (et l'Allemagne la Chine), à condition que ce ne soit pas véritablement une « guerre ». A Nankin, en 1937, un Etat-major japonais désorienté et une armée mal organisée ne trouvèrent d'autre ressource que de se livrer à un acharnement de cruauté⁸⁵. Les Russes les écrasèrent en Mongolie à l'été 1939. Or si cela décida le Haut-Commandement japonais à orienter sa poussée plutôt vers le sud, aucune leçon ne fut tirée des insuffisances criantes qui étaient apparues (chars, artillerie lourde, logistique). La guerre du Pacifique fut ainsi lancée de manière largement irréaliste. L'Archipel ne vivait que d'importations. Or, le Japon levait difficilement des crédits sur les places financières et ses réserves de devises seraient épuisées passé le printemps 1942. On n'avait pas un an de stocks de carburant. Mais on n'entreprit aucune nouvelle campagne de forage. On corrigea plutôt de manière optimiste les estimations de production pétrolière. On disposait de 49 pétroliers. Les Américains en avaient 389. Le manque de transports maritimes était flagrant, rendant impossible de tirer parti des ressources du sud-est asiatique pour développer une économie de guerre. De fait, l'armée japonaise n'a jamais pu engager que 15% de ses effectifs dans la bataille du Pacifique, laissant, à la veille de la capitulation, 1,5 million d'hommes en Mandchourie et en Chine et 3 millions dans l'Archipel. Mais on ne développa pas la flotte de transport. On ne donna pas même de véritable escorte aux convois. Du côté japonais, ainsi, ce fut une guerre d'officiers rêveurs, qui se lancèrent dans une aventure dont la seule issue véritable, quoique totalement inconcevable, aurait été l'invasion des USA ! On sait qu'à Pearl Harbour, les Japonais surprisent la flotte américaine du Pacifique sans protection et la détruisirent. On a dit que ce manque de protection était voulu, que les Américains étaient au courant de l'attaque mais que Roosevelt entendait saisir ce *casus belli* pour convaincre un Congrès réticent. Quel intérêt pouvaient bien avoir les Américains, cependant, à précipiter la guerre avec le Japon alors que le front Européen devait être ouvert ? Il est bien plus probable que, s'ils eurent vent du projet d'attaque, les Américains n'y aient tout simplement pas cru ! Il semble effectivement qu'ils attendaient bien une attaque japonaise mais plutôt contre l'URSS, alors au plus mal face aux Allemands, que contre eux⁸⁶.

Leurs premiers succès enregistrés, les Japonais hésitèrent : fallait-il pousser vers l'Inde ? Certains, comme le philosophe Keiji Nishitami, envisageaient un Commonwealth asiatique, fédéré autour de l'empereur. Vers l'Australie ? Vers l'URSS ? Pour tout cela, les moyens et les effectifs manquaient largement. Il n'y avait pas de commandement central capable d'arbitrer entre la marine et l'armée. Et puis, il y avait les USA, contre lesquels on n'espérait quand même pas remporter une victoire totale mais face auxquels on comptait gagner une bataille décisive, pour que, leur marine étant suffisamment affaiblie, ils soient obligés d'accepter une paix négociée, reconnaissant ainsi le nouvel Empire japonais. Dès lors, profitant de leur supériorité aéronavale momentanée, les Japonais tentèrent plusieurs fois une telle bataille, de Midway – qui ne pouvait réussir que si tout se déroulait minutieusement selon les plans et qui échoua – jusqu'à Leyte, où leur flotte fut définitivement perdue à ce jeu.

⁸⁵ Voir M. Prazan *Le massacre de Nankin*, Paris, Denoël, 2007.

⁸⁶ Voir C. Destreman *Ce que savaient les Alliés*, Paris, Perrin, 2007.

Ne restait plus alors qu'un empire contre lequel on crut que les Américains s'épuiserait en vain. On pensait bien connaître les puissances occidentales en effet – les films américains ne furent interdits au Japon qu'en décembre 1941 ! Les Américains étaient vus comme versatiles. De leur côté, des élections pouvaient tout changer. Dès lors, la guerre était perdue mais un compromis était peut-être possible. Et l'on se retrouva ainsi à livrer bataille aux extrémités d'un périmètre défensif démesuré, contre un ennemi totalement libre de conduire ses opérations offensives. Dans les Iles Mariannes, 25 000 Japonais durent ainsi affronter 180 000 Américains ! A toutes les garnisons dispersées et qu'on ne pouvait même plus ravitailler, il ne restait plus qu'à demander de sauver l'honneur en se faisant tuer sur place. Et le nombre de morts fut bientôt le seul argument restant pour ne pas arrêter les combats. Pour justifier les kamikazes, l'amiral Onishi disait qu'en donnant au monde le spectacle de l'héroïsme et de la fierté, ils assureraient la survie du patrimoine culturel nippon.

Dès novembre 1943, l'effondrement total du Japon ne faisait aucun doute. Cela tenant notamment aux pertes japonaises en navires marchands – rien n'étant d'ailleurs particulièrement fait pour contrer la menace des sous-marins américains. A partir de mars 1945, tout le trafic maritime fut paralysé par le minage des mers intérieures japonaises. En juillet, plus rien ne sortait des eaux territoriales et la moitié de ce qui y circulait était coulé. En regard, cependant, les Américains menaient une guerre classique, d'île en île, que certains ont pu juger assez largement inutile – ainsi aux Philippines, dont la libération provoqua de terribles souffrances pour la population. Certes, par rapport au théâtre européen, les pertes étaient contenues : de juin 1941 à mai 1945, l'URSS perdit chaque semaine plus d'hommes que les USA pendant toute la Guerre du Pacifique. Mais les 3 300 morts de Tarawa, les 2 300 morts, dès le premier jour, à Iwo Jiwa étaient bien trop nombreux pour l'opinion américaine.

A partir de l'été 1944, on envisagea sérieusement l'invasion de l'Archipel, alors que le Japon était déjà à genoux. Et l'on argua des pertes attendues – un million de morts, on ne sait trop sur quoi reposait un tel chiffre⁸⁷ - pour justifier l'emploi des deux armes atomiques. Les Américains voulurent encore donner une dimension chinoise au conflit – il fallut intervenir en Birmanie à cet effet – et même soviétique. A Yalta, Roosevelt pressa Staline d'intervenir. C'est que les Japonais pouvaient absurdement tenir. Or, avec la fin des opérations en Europe, les Américains savaient qu'il leur faudrait bientôt démobiliser. Ils ne pouvaient attendre les lents effets cumulatifs d'un blocus.

Au total, la Guerre du Pacifique offrit ainsi une configuration nouvelle, que le contexte de la guerre froide masqua mais à laquelle allaient cependant correspondre les interventions militaires des puissances occidentales et notamment des USA, de la Corée à l'Irak. Même engagée sur un périmètre limité, dans un pays lointain, la guerre moderne est totale et se décide d'abord au plan économique. Mais cela ne suffit pourtant pas pour emporter une décision nette et surtout rapide. Des opérations classiques doivent donc être engagées, quoique chacune, la plupart du temps, ne paraisse guère décisive eu égard aux enjeux globaux. L'impression est ainsi que des hommes risquent leur vie dans des opérations ponctuelles, difficiles, alors que l'issue générale des combats

ne fait pratiquement aucun doute. L'action de terrain, dès lors, est réservée à quelques corps spécialisés, l'essentiel de l'armée étant versé au soutien logistique.

Dans ces conditions, la guerre est une affaire de superpuissances. Avec l'effondrement japonais, les puissances moyennes ont comme été interdites de guerre à grande échelle.

Ce que la Seconde guerre mondiale a montré, c'est l'impuissance de la tactique à s'opposer à la masse. Face à laquelle il n'est que de répondre par des moyens proportionnés, ou par deux stratégies alternatives. Ainsi, la course aux armements, la dissuasion et la guérilla représentent les principales options de la guerre contemporaine.

*

4. 2. 25.

La dissuasion.

La dissuasion est la réponse la plus évidente à la menace d'un choc extrême. Elle a été particulièrement développée à l'âge nucléaire mais ne lui est pas propre – un auteur, John Mearsheimer, l'envisage dans le cas de conflits classiques et s'attache à montrer dans quelle situation de conflit elle n'est pas efficace (*Conventional Deterrence*, 1983⁸⁸).

L'idée est de disposer et de se contenter d'une capacité destructrice suffisamment importante pour que le risque de riposte soit pour l'ennemi plus important que l'enjeu d'une attaque. La dissuasion se fonde sur l'estimation d'un point de non-retour pour l'ennemi présumé, pour obliger ce dernier à ne pas prendre de risques inutiles. Telle fut notamment la "stratégie du risque" développée en Allemagne par l'amiral Alfred Tirpitz face à la puissance maritime britannique avant la Première guerre mondiale.

Avec le concept de dissuasion, ainsi, l'appareil militaire n'est plus destiné à gagner la guerre mais – à proportion des moyens de l'agresseur potentiellement le plus dangereux – à l'empêcher. Classiquement, une stratégie de dissuasion est développée par le faible vis-à-vis du fort mais ce principe peut être renversé. Avec la dissémination de l'arme nucléaire, la dissuasion peut être l'arme du fort vis-à-vis du faible capable d'actes extrêmes, du fort face au fou⁸⁹. La dissuasion définit par ailleurs l'équipement militaire des pays neutres.

Logique de la dissuasion.

⁸⁷ Voir C. Destreman *op. cit.*, p. 379.

⁸⁸ Cornwell University Press, 1983.

En matière nucléaire, les USA s'en tinrent officiellement à une stratégie de dissuasion face à la menace soviétique. Ils ne développèrent d'abord en effet qu'une capacité de deuxième frappe de riposte, selon la doctrine de destruction mutuelle garantie, défendue par le Secrétaire à la Défense (1961-1967), Robert McNamara. Mais l'adversaire ne pouvait-il être malgré tout tenté de frapper le premier, doutant de la volonté ou des capacités de riposte des USA ? On convint que le principe même de dissuasion supposait que les USA affichent leur ferme détermination et soient à même de signifier à leur adversaire qu'un enjeu extrême serait posé d'emblée. Il leur fallait donc être capables de tirer les premiers – et cela supposait des dépenses pharaoniques qui comblaient l'armée...

A l'origine, Eisenhower avait présenté la solution nucléaire comme beaucoup moins coûteuse que le développement et le maintien, face à l'URSS, d'un armement conventionnel. Pourtant, les 5 480 milliards de dollars 1996 qui furent dépensés par les USA en matière d'armements nucléaires de 1940 à 1996 traduisent une disproportion de moyens évidente par rapport aux strictes nécessités de défense⁹⁰. Ceci tenant à des estimations fantaisistes – et qui semblent avoir sciemment exagéré les capacités soviétiques dès le rapport dit NSC-68 remis par Paul Nitze à Truman en 1950 - aux rivalités des différentes armes, à la volonté d'assurer des commandes à l'industrie, etc. Les USA ont construit au total plus de 70 000 armes nucléaires, selon 65 modèles, portées par 116 différents types de vecteurs !

Le principe de dissuasion obéit ainsi facilement à une logique d'escalade (dissuasion graduée/réponse flexible), qui pousse finalement au développement des capacités offensives, contre les intentions de départ. Le principe de dissuasion est mis à mal, par ailleurs, dès lors qu'il ne peut plus répondre à une menace globale et nettement identifiée ; cette menace pouvant être ponctuelle (avec le développement du nucléaire tactique) ou diffuse (frappant non pas le territoire d'un pays mais ses sources d'approvisionnement par exemple). La logique de dissuasion veut inviter l'ennemi à considérer qu'il court trop de risque à tenter d'engager une bataille décisive. Elle pousse donc les affrontements à se réaliser dans un contexte de non-bataille, note un auteur (qui plaide pour l'adoption en conséquence d'une formule de combat modulaire, fondée sur des unités légères indépendantes⁹¹). Charles Wright Mills a très bien décrit ce contexte où l'on prépare une guerre si totale qu'elle ne peut plus avoir de vrai vainqueur, ni même

⁸⁹ Voir R. Aron *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962 & 1984, chap. XIV.

⁹⁰ Voir Brookings Institution *Atomic Audit: the costs and consequences of US nuclear weapons since 1940*, 1998.

d'objectifs politiques mais qui, par son ampleur potentielle, abolit toute distinction entre militaire et civil et place les sociétés dans un état d'urgence qui n'a plus de terme (*Les causes de la troisième guerre mondiale*, 1958⁹²).

L'impossibilité de la bataille à laquelle conduit la dissuasion, en d'autres termes, finit par épuiser la logique de la dissuasion. Exposer l'ennemi à la menace d'actions de sape, de terreurs ponctuelles, stratégiques mais pas assez importantes pour mettre l'agressé dans une situation de non-retour, c'est empêcher ce dernier de se reposer sur un simple principe de dissuasion puisque le degré jugé suffisant pour déclencher une riposte devient assez incertain. Il lui faudra, dans l'incertitude, développer en sus des capacités opérationnelles d'intervention sur des théâtres limités. Malgré sa politique de dissuasion nucléaire, la France a dû ainsi maintenir une armée conventionnelle à côté de ses armements atomiques, puis développer ses capacités d'intervention rapides sur des théâtres divers et dans le cadre d'opérations variées. Et, au total, on peut se demander si la dissuasion nucléaire française sert encore réellement à quelque chose.

Le principe de dissuasion ne fournit donc pas une réponse simple. Il ne va pas à l'encontre de la course aux armements. De sorte qu'on peut parfaitement poursuivre cette dernière et y engloutir des sommes considérables sans intention d'attaquer l'adversaire. Quoique accablée par la famine, l'Erythrée dépensait le quart de son PIB dans des dépenses d'armement ces dernières années, du fait d'un conflit frontalier non résolu et larvé avec l'Ethiopie.

*

La course aux armements.

Soumise à une logique purement quantitativiste, la course aux armements suit le constat que la hauteur des moyens engagés représente le facteur le plus déterminant dans l'issue d'un conflit.

Lors de la Première guerre mondiale, les armées consommaient 65 tonnes de matériel par jour. Lors de la Seconde, 675 tonnes. Lors de la Guerre du Kippour, 2 000 tonnes. Dit autrement, la guerre à l'âge moderne est devenue hors de prix ! Au cours de la Première guerre mondiale, a calculé Alfred Sauvy, la France a dépensé 75 milliards de francs 1913 pour tuer un million d'Allemands, soit 75 000 francs par tué, à une époque où le revenu annuel moyen en France était de 1 000 francs. Heureusement, il fut possible de

⁹¹ Voir G. Brossollet *Essai sur la non-bataille*, Paris, Belin, 1975.

⁹² trad. fr. Paris, Calmann-Lévy, 1960.

limiter drastiquement les pensions d'invalidité après la guerre aux trois-quarts d'un salaire de fonctionnaire au bas de l'échelle... (*Coût et valeur de la vie humaine*, 1977, p. 157⁹³).

Et, selon cette logique, la guerre, à la limite, n'a même plus besoin d'être livrée. Virtuelle, elle est constante à travers le décompte des armements, ainsi qu'à travers des simulations modélisées, empruntées notamment à la théorie des jeux⁹⁴. Certes, les impondérables d'une situation réelle de conflit sont tels qu'on ne peut réputer concluants ces modèles sans d'importantes réserves. De fait, à l'époque où une conflagration nucléaire pouvait être redoutée entre les supergrands, ces modèles excitèrent surtout la sagacité fantasque de nombreux Dr Folamour.

De l'échelle des 44 degrés d'escalade d'Hermann Kahn à l'IDS, le nombre d'objectifs soviétiques visés passera de 2 000 (Single Integrated Operations Plan 1) à 40 000 (SIOP IV, 1974) puis 60 000 (SIOP VI, 1980).

Il reste cependant que la guerre menée uniquement à travers des colonnes de chiffres est un aboutissement logique de la guerre moderne. C'est ce genre de confrontation virtuelle qui finalement eut militairement raison de l'URSS. On sait en effet qu'au cours des années 80, l'Initiative américaine de Défense Stratégique (IDS) – un programme, dit “guerre des étoiles”, assez largement irréaliste mais mettant en avant la puissance technologique américaine – précipita non pas l'effondrement du régime communiste comme on l'a dit mais d'importantes transformations en son sein. Elle permit en effet de faire valoir le point de vue des réformateurs qui, pour une fois, furent soutenus par l'armée, celle-ci ayant compris que ses propres capacités dépendaient de la modernisation de l'économie russe.

Malgré tout ce qu'on a dit ultérieurement, les Américains ne songeaient sans doute pas qu'ils provoqueraient de tels effets, note Eric Hobsbawm (*L'âge des extrêmes*, 1994, pp. 332-333⁹⁵).

La course aux armements peut parfaitement se donner libre cours alors même que les engins de destruction existants menacent déjà de tout annihiler (conflit nucléaire). Ou dans une situation où les Etats dominants manquent d'ennemis à leur hauteur pour déployer leurs moyens. La course aux armements, en effet, est une stratégie de dissuasion mais du fort au faible cette fois qui, par là même, ne peut être que virtuelle. Elle poursuit

⁹³ Paris, Hermann, 1977.

⁹⁴ Voir A. Rapoport *Combats, débats, jeux*, 1960, trad. fr. Paris, Dunod, 1967, chap. II.

⁹⁵ trad. fr. Paris, Complexe, 1998.

en effet l'idéal d'une sécurité totale. Dans ces conditions, on théorise beaucoup. D'innombrables ouvrages tournent et retournent en tous sens les impondérables stratégiques qui peuvent encore être trouvés. Les raisonnements finissent par être commandés par la logique du *worst case analysis*, de l'hypothèse improbable qui reste théoriquement possible. En termes d'armements, on s'engage ainsi dans une course sans fin au progrès technique. On assiste à la réalisation d'armements extrêmement sophistiqués, coupés de toute perspective opérationnelle immédiate. Car on ne théorise pas seulement. On dépense également beaucoup. A pure perte ? On en vient à soupçonner la mainmise sur les budgets publics d'un lobby militaro-industriel – dont l'influence fut soulignée par le Président Eisenhower lors de son discours d'adieu (17 janvier 1961) et que dénonçaient déjà Charles Wright Mills en 1956 (*L'élite du pouvoir*⁹⁶) et le général Smedley Butler en 1935 (*La guerre est un racket*⁹⁷), déclarant que pendant ses 33 années de service actif il avait été pour l'essentiel un gangster au service du capital (il cite bien des noms).

Derrière ce thème, qui a fait couler beaucoup d'encre⁹⁸, certains estiment que nos sociétés deviennent de plus en plus bellicistes. Ce qui est discutable. Tant au vu des chiffres (le budget de la défense représentait 13% du PIB américain en 1954 et 7% en 1974 ; en 20 ans, les dépenses militaires françaises sont passées de 4% à 1,5% du PIB), que face au désarmement de fait – contesté officiellement – de très nombreux pays. Aujourd'hui, seuls les USA semblent encore disposer de porte-avions opérationnels. Le Costa Rica a supprimé son armée.

Le même constat peut être fait au vu du coût des conflits : la Guerre de Sécession coûta 106% du PIB américain de l'époque ; la Seconde guerre mondiale 130% ; la Guerre du Vietnam 12% et celle du Golfe 1%.

En fait, si l'on considère les impératifs de défenses qui s'imposent aux USA, on peut estimer que les énormes dépenses militaires qu'ils engagent sont largement insuffisantes, alors même qu'aucun pays n'est en mesure de se confronter avec les arsenaux américains ! C'est qu'il faut en effet envisager des scénarios de guerre conventionnels contre des puissances telles que la Chine ou la Russie, répondre à la menace que pourraient exercer des pays comme la Corée du Nord ou le Pakistan en possession d'armes de destruction massives, parer aux actions de réseaux terroristes, être

⁹⁶ trad. fr. Paris, Maspero, 1969.

⁹⁷ trad. fr. Clermont-Ferrand, Ed. Maison, 1999.

⁹⁸ Voir F. J. Cooks *The Warfare State* (New York, Macmillan, 1962) ; S. Melman *Pentagone capitalism* (New York, Mc Graw-Hill, 1970) ; R. J. Barnet *The Economy of Death* (New York, Atheneum, 1969).

capable d'intervenir, enfin, sur des terrains d'opérations variés et particulièrement urbains, où la sécurité des personnels engagés repose sur des matériels de plus en plus sophistiqués⁹⁹.

Autant dire que les choix ne peuvent être simples, alors même que, sans parler des toujours possibles collusions d'intérêts privés dans l'orientation des commandes publiques, on ne peut manquer de considérer l'important levier de croissance que représentent les dépenses militaires, dont l'objet peut être finalement beaucoup plus économique que guerrier. Dans les gigantesques programmes lancés par le Pentagone, on ne sait trop ainsi ce qui relève de la nécessité militaire ou de la pure et simple subvention à l'économie. L'industrie militaire, en tous cas, s'intègre pleinement au tissu économique, avec lequel de nombreux transferts technologiques sont possibles.

Internet, ainsi, est né sous l'impulsion d'une *Advanced Research Project Agency* à forte dominante militaire. Et c'est le Pentagone qui imposa que les messages ne transitent pas entiers mais par paquets, suivant des routes distinctes¹⁰⁰.

Seulement, si l'on construit des armes, c'est quand même pour faire la guerre ! Et même pour la faire sur des théâtres réels. Car la seule dissuasion, la seule défense du territoire ne justifient pas de tels investissements. Mieux vaut, de ce point de vue, se fixer l'obligation d'être à même d'intervenir en n'importe quel point du globe... Que la situation géopolitique l'impose réellement ou non, on peut ainsi imaginer que les armées les plus modernes ont désormais à trouver de temps à autre quelques théâtres d'opérations pour justifier les sommes qu'elles engloutissent et les intérêts qu'elles permettent de combler. Dans son classique *Les étapes de la croissance économique* (1960, p. 134¹⁰¹), W. W. Rostow parlait déjà des guerres de l'avenir ayant juste ce qu'il faut de violence pour en faire un divertissement et pour qu'elles accélèrent la dépréciation du capital sans faire exploser la planète... Pour n'être peut-être pas avérée, l'hypothèse ne peut être écartée. Elle s'inscrit dans la logique de la course aux armements. Au cours du XIX^e siècle, déjà, la course à la puissance maritime entre les plus grandes nations offrit des traits comparables.

Stratégies maritimes.

⁹⁹ Voir M. Feldstein "The underfunded Pentagon" *Foreign affairs*, march/april 2007, pp. 134-137.

¹⁰⁰ Voir J. Guisnel *Guerre dans le cyberspace*, Paris, La Découverte, 1995.

¹⁰¹ trad. fr. Paris, Economica, 1987.

Très tôt, dès le XVI^e siècle peut-être, la guerre maritime atteignit fréquemment une situation de blocage tactique par égalité des forces en présence. C'est qu'aussi bien la guerre maritime devint une course aux armements, ceci tenant au fait que, pour se protéger, la Grande-Bretagne dut constamment équiper une flotte importante, fixant par là le niveau des marines rivales – mêmes lointaines mais susceptibles d'entrer en conflit avec la marine anglaise ici ou là, comme la marine russe à partir de Pierre le Grand – et relançant incessamment la course à la puissance¹⁰².

Très tôt, ainsi, on théorisa les stratégies maritimes : de *L'art des armées navales* (1697¹⁰³), de Paul Hoste, à la *Tactique navale* (1788¹⁰⁴) du marquis d'Amblimont ou à l'*Essai méthodique et historique sur la tactique navale* (1790¹⁰⁵) de John Clerk of Eldin. L'enjeu étant de rompre la ligne adverse, on crut pouvoir y arriver à travers des formations en losange (Jacques-Raymond de Grenier *L'art de la guerre sur mer*, 1787¹⁰⁶) ou en colonnes – un principe adopté à Trafalgar, qui n'empêcha pas la bataille d'être une mêlée confuse.

Au XIX^e siècle, on compta plutôt sur le blindage et la puissance des bâtiments. On théorisa toujours beaucoup : avec Alfred T. Mahan notamment et son concept de supériorité maritime comme clé de la puissance des nations. Il soulignait que c'était sa puissance navale qui avait finalement permis à la Grande-Bretagne de vaincre Bonaparte et il eut une influence durable, notamment sur Guillaume II (*Influence de la puissance maritime dans l'histoire, 1660-1783, 1889*¹⁰⁷). Bien d'autres auteurs pourraient également être cités, comme Julian S. Corbett (*Some Principles of Maritime Strategy*, 1911¹⁰⁸). On dépensa à proportion de la théorie, pour développer des cuirassés de plus en plus impressionnants... qui ne servirent pratiquement à rien¹⁰⁹ ; ne s'affrontant directement qu'au cours de la peu concluante bataille du Jutland (1916). Le *Warrior*, le premier cuirassé anglais, n'avait jamais tiré un seul obus en situation d'affrontement réel qu'il était déjà surclassé. Un temps, l'apparition des torpilleurs, légers et rapides, sembla signifier la fin des grands cuirassés – sans qu'aucune confrontation ne permette effectivement d'en juger. La France en avait construit 370, de 1877 à 1903, quand le succès des torpilleurs japonais à Port-Arthur (1904) sembla donner raison à la Jeune Ecole de la Marine française qui avait impulsé leur développement¹¹⁰. En fait, ce succès révélait plutôt le retard de la Marine russe pour contrer une menace face à laquelle les autres flottes s'étaient rapidement équipées. Ce fut donc le grand retour des cuirassés : en 1907, le Dreadnought anglais fut présenté comme capable à lui seul de couler toute la flotte allemande... En 1982, à nouveau, le succès des chasseurs-bombardiers argentins contre plusieurs unités navales anglaises allait pousser certains théoriciens à vouloir réformer radicalement la programmation navale américaine¹¹¹.

¹⁰² Voir P. J. Marshall *The Oxford History of the British Empire*, Oxford University Press, 1998, vol. II.

¹⁰³ Lyon, Anisson, 1697.

¹⁰⁴ Paris, Didot le jeune, 1788.

¹⁰⁵ trad. fr. en 2 volumes, Paris, Didot, 1791.

¹⁰⁶ Paris, Didot l'aîné, 1787.

¹⁰⁷ trad. fr. Paris, May, sd.

¹⁰⁸ London, Longmans, Green & Co., 1911.

¹⁰⁹ Voir D. Howarth *British Sea Power: How Britain became Sovereign of the Seas*, London, Carroll & Graf, 1974.

¹¹⁰ Voir G. Pedroncini (dir) *Histoire militaire de la France*, 4 volumes, Paris, PUF, 1992, III, p. 127.

¹¹¹ Voir E. N. Luttwak *op. cit.* p. 65 et sq. ; p. 77 et sq.

Sans doute les flottes dont beaucoup de pays s'équipèrent au XIX^e siècle auraient réservé bien des mauvaises surprises si elles avaient dû s'affronter en haute mer. Mais on les destinait en fait surtout à défendre les empires coloniaux et les voies d'approvisionnement. A quoi ressemblent étrangement les conflits les plus récents (Malouines, Guerre du Golfe et intervention en Irak), présentés – comme alors – comme des actions visant à préserver la paix, dans le respect du droit international. Correspondant ainsi à une logique de dissuasion du fort au faible, la course aux armements maritimes en vint à devoir se chercher une utilité.

*

Aujourd'hui, si la guerre est plus que jamais une affaire de moyens, cela tient moins à leur accumulation qu'aux raffinements techniques. L'un des derniers concepts à la mode fut ainsi celui de "Révolution des affaires militaires" (un concept soviétique dans les années 60 puis américain dans les années 90) et qui prévoit un renouvellement complet des interventions armées à travers la sophistication des systèmes d'information (surveillance, repérage, transmission)¹¹². Numérisation des systèmes d'armes, détection des cibles, précision des frappes, furtivité, reconstitution numérique, systèmes de navigation.

Aujourd'hui, le métier de soldat fait appel à des compétences techniques précises – l'individu compte à nouveau, a-t-on souligné. Et il n'est pas absurde d'imaginer que, ces compétences rares trouvant avantage à être rémunérées de manière contractuelle, les armées se privatisent à nouveau, comme ce fut le cas jusqu'à la fin du XVII^e siècle. La société Blackwaters, active aux côtés de l'armée américaine, passe ainsi pour être la première armée privée au monde. Au Vietnam, les opérateurs privés représentaient 13% des forces sur le terrain. En 2009, ils constituaient 48% des effectifs du Département de la Défense américain présents en Irak (à travers 177 sociétés privées) et 57% en Afghanistan. De multiples problèmes sont soulevés, tant par la présence de mercenaires ne participant pas à la chaîne de commandement sur le terrain mais recevant directement leurs instructions de Washington, que par le recours à des sociétés privées pour approvisionner les troupes rognant les coûts pour maximiser leurs profits. Sans parler du statut de ces armées privées par rapport aux conventions internationales¹¹³. L'économiste Joseph Stiglitz a estimé que, du fait notamment de la privatisation de nombreuses fonctions au sein de l'armée américaine, l'intervention en Irak aura coûté huit fois plus cher que les conflits précédents.

L'objectif poursuivi désormais est celui d'une puissance de feu autonome, servie par des professionnels (depuis l'effondrement du bloc communiste, la plupart des pays

¹¹² Voir J. F. Dunnigan *Digital soldiers*, New York, St Martin's Press, 1996, B. Cabannes *Une histoire de la guerre du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2018 & L. Murawiec *La guerre au XXI^e siècle*, Paris, O. Jacob, 2000.

¹¹³ Voir R. Vesseler *Servants of war*, 2006, trad. anglaise Soft Skull Press, 2008.

n'ont plus que des armées de métier) ou des robots pilotés à distance¹¹⁴ ou préprogrammés et se passant d'hommes ainsi – tant la mort de ces derniers a mauvaise presse. Lors de la Guerre du Golfe, pour la première fois, on aura même dissimulé l'ampleur des pertes ennemies ! La guerre doit être propre, chirurgicale - et même bénigne dans la mesure du possible. Uniquement aérienne, l'intervention pour l'évacuation du Kosovo n'entraîna ainsi aucune perte du côté allié.

Dans ce contexte, l'usage disproportionné d'armements peut relever d'une stratégie. Ainsi du concept d'*Overwhelming force* ou puissance de feu écrasante défendue par le général américain Colin Powell - le déferlement massif paraissant le moyen d'éviter au maximum les pertes humaines. En Afghanistan ou en Irak, ainsi, les Américains n'ont pas hésité à tirer des missiles d'un million de dollar pièce contre de simples baraquements suspectés d'abriter un poste radio. De nos jours, finalement, faire la guerre revient à déployer l'action la plus massive possible ; une doctrine du *Shock & Awe*¹¹⁵, déployée en Afghanistan et en Irak par les Américains, ainsi qu'au Liban en 2006 par les Israéliens, avec des succès finalement mitigés.

Plus surprenant, en revanche, paraît l'emploi d'armes extrêmement agressives – la destruction des colonnes de chars irakiens lors de la Guerre du Golfe justifiait-elle vraiment l'emploi de charges à uranium appauvri ? – et frappant surtout cruellement les populations civiles (bombes à fragmentation, mines anti-personnel, certaines en plastiques pour être indétectables, plateformes de tir volantes, comme l'AC-A130 Gunship).

La guerre de nos jours, du côté occidental, consiste en expéditions répondant à un souci de sécurité ou à une agression délibérée. La guerre doit désormais avoir une justification morale. Ce sont des interventions, volontiers menées au nom des droits de l'homme, qui ne défendent pourtant pas tant des sujets de droits – lesquels n'existent qu'en regard d'un Etat – que des populations au statut assez idéal ou abstrait, dont on peut interpréter assez largement les désirs et la volonté au gré de ses propres intérêts¹¹⁶. Depuis 2005, les pays membres de l'ONU se déclarent prêts à mener une action collective par l'entremise du Conseil de sécurité en cas de défaillance d'un Etat à protéger sa population. En 2011, l'intervention franco-britannique en Libye fut la première à se prévaloir de ce principe mais, alors qu'elle ne devait viser qu'à protéger la population de Benghazi, elle se

¹¹⁴ Voir P. W. Singer *Wired for war*, New York, Penguin Press, 2009.

¹¹⁵ Voir H. K. Ullman & J. P. Wade *Achieving Rapid Dominance*, National Defense University, 1996.

¹¹⁶ Voir F. Gros *Etats de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, 2005. & D. Rieff *At the point of a gun*, New York, Simon & Schuster, 2005.

prolongea jusqu'au renversement du régime. La guerre est désormais marquée non seulement pas la dissymétrie du rapport de forces entre ennemis, ce qui n'a rien de nouveau mais également par une forte idéalisation des situations victimaires. Et, au total, à l'hyper-sophistication des armements et des capacités de déni d'accès répond une guerre « hybride », se déployant sous d'innombrables aspects (internet et GSM, réseaux sociaux, médias, organisations non gouvernementales, ...), multipliant des actions ponctuelles, terroristes. La ligne de front devient difficile à cerner et l'on ne sait même plus forcément très bien qui attaque qui ! Plus que jamais, ainsi, la guerre, qui tue bien plus de civils que de militaires, prend les populations en otage, à travers le renforcement des dispositifs de surveillance particulièrement, pour lutter contre le terrorisme¹¹⁷.

A ce compte, il a pu être soutenu que la guerre était en train de basculer d'un niveau interétatique à intraétatique, dans un contexte post-démocratique. Qu'elle se déclenche ou pas entre Etats, la guerre conditionnerait essentiellement des changements internes et conditionnerait la surveillance et la dissolution d'identité des populations¹¹⁸.

Toutefois, dans un contexte où nous n'avons plus connu depuis des décennies d'affrontement armé direct entre grandes puissances, les spéculations quant aux « révolutions » militaires sont sans doute aussi nombreuses que rapides¹¹⁹ – d'autant que la consécration générale de la toute-puissance des technologies à changer radicalement le monde est dans l'air du temps. Certains observateurs, néanmoins, pointent le retour possible d'affrontements beaucoup plus classiques, même si plus technologiques, entre grandes puissance, comme la Chine et les Etats-Unis¹²⁰. Le conflit russo-ukrainien, en 2022, a ainsi marqué la réapparition des préparations d'artillerie et des batailles de chars.

*

La démocratie libérale contre la guerre.

Il reste un constat fort néanmoins : les démocraties libérales occidentales ne se sont jamais déclarées la guerre entre elles¹²¹ – contrairement à l'idée selon laquelle la guerre est inhérente à la démocratie, d'abord émise par Jacques Mallet du Pan (*Considérations sur la*

¹¹⁷ Voir B. Tertrais *La guerre sans fin. L'Amérique dans l'engrenage*, Paris, Seuil, 2004.

¹¹⁸ Voir E. Werner *L'Avant-guerre civile*, Lausanne, l'Âge d'homme, 1999 & *L'après-démocratie*, Lausanne, l'Âge d'homme, 2001.

¹¹⁹ Voir par exemple M. Van Creveld *La transformation de la guerre* (1991, trad. fr. Monaco, Ed. du Rocher, 1998).

¹²⁰ Voir par exemple C. Gray *La guerre au XXI^e siècle* (2007, trad. fr. Paris, Economica, 2008).

*nature de la Révolution de France, 1793*¹²²) et qui sera souvent reprise après lui. La “loi de Doyle” considère même cette éventualité pratiquement impossible, jugeant qu’un peuple au niveau d’éducation élevé et disposant d’un niveau de vie satisfaisant n’est guère susceptible de produire une majorité parlementaire capable de déclarer une guerre majeure¹²³. C’est là une assez éclatante confirmation des idées d’Emmanuel Kant (*Projet de paix perpétuelle, 1795*¹²⁴).

Projets de paix perpétuelle.

Les conditions d’instauration d’une paix durable entre les Etats européens préoccupa l’âge classique et devint au XVIII^e siècle un thème favori de concours pour les Académies. La première réponse fut de considérer que la paix suit comme naturellement le développement des échanges économiques – ainsi avec Emeric Crucé (*Le nouveau Cynée ou Discours des occasions et moyens d’établir une Paix générale et la liberté du Commerce par Tout le monde, 1623*¹²⁵). Puis, estimant que le commerce entre nations pouvait, à travers la constitution d’un Congrès perpétuel, déboucher sur une paix perpétuelle, l’Abbé de Saint-Pierre proposa la constitution d’une ligue d’Etats européens, une sorte de Sainte-Alliance ou “Corps européen” réunissant à voix égales les 18 principales souverainetés chrétiennes – ce qui lui vaut de nos jours d’être régulièrement cité parmi les pères de l’unification européenne (*Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe, 1712*¹²⁶).

Bien entendu, dès l’époque et jusqu’à nos jours, on n’a jamais manqué de souligner le caractère tout abstrait et peu contraignant de telles ententes, faute d’une police internationale capable de les faire respecter. Certains, comme Jürgen Habermas, en appellent ainsi de nos jours à un Parlement mondial, une Cour de justice permanente, ainsi qu’à une force armée internationale pour exercer les fonctions de police (*La paix perpétuelle, 1996*¹²⁷).

Rousseau, qui songeait à un Contrat international, pour compléter son *Contrat social* (1762) et qui passa souvent malgré lui pour défendre les mêmes idées que l’Abbé, jugera lui aussi chimérique une telle alliance si une force n’y contraint pas les Etats – ce qui ne serait finalement pas mieux !, reconnaît-il cependant. Dès lors que la violence serait employée, tout serait à redouter. Une ligue européenne ferait ainsi peut-être plus de mal tout d’un coup qu’elle

¹²¹ Il y eut pourtant le conflit de 1812 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

¹²² Quincy-ss-Sénart, Ed. Tremen, 2001.

¹²³ Cette loi de Doyle a été critiquée par John Mearsheimer (*The Tragedy of Great Power Politics*, W. W. Norton & Cy, 2001).

¹²⁴ *Œuvres philosophiques III*, trad. fr. Paris, Pléiade Gallimard, 1986. Voir A. Philonenko *Essais sur la philosophie de la guerre*, 1976, Paris, Vrin, 1988.

¹²⁵ Paris, Ed. d’histoire sociale, 1976.

¹²⁶ Paris, Corpus Fayard, 1986.

¹²⁷ trad. fr. Paris, Cerf, 1996. Voir également J-M. Ferry *La question de l’Etat européen*, Paris, Gallimard, 2000, chap. III.

n'en préviendrait pour des siècles (*Ecrits sur l'Abbé de Saint-Pierre*, 1755¹²⁸). De fait, certains soulignent de nos jours que l'ordre posé par le droit international et sanctionné par l'ONU notamment n'est que celui qui profite aux Etats les plus puissants. Et certains de s'inquiéter de l'extension de ce droit supérieur aux Etats, qu'il dépossède de leur monopole souverain face à la violence¹²⁹. Comme si les "bon sentiments" invoqués ne servaient en l'occurrence qu'à donner force juridique aux intérêts des grandes puissances.

Kant, aussi sceptique que Rousseau, déplacera cependant la question, voyant la guerre devenir un rapport de peuples plus que d'Etat. La guerre est naturelle entre les hommes, pose-t-il ; pour juger assez illusoire à ce titre d'attendre que la paix entre les nations s'instaure à travers quelque solution volontariste comme un gouvernement mondial ou une seule fédération des Etats européens. Mais qu'elle soit irréalisable ne rend pas cette idée chimérique, estime Kant. Elle doit faire l'objet d'une approche continue (*Métaphysique des mœurs. Doctrine du droit*, 1796, § 61¹³⁰). Et cette paix, imagine Kant, sera obtenue, *plutôt que par un pacte conclu une bonne fois entre les nations, parce que les hommes y seront contraints à travers une lente évolution caractérisée par l'établissement de constitutions démocratiques laissant les peuples décider.*

Ainsi, si les projets de paix perpétuelle purent dès leur époque paraître bien utopiques, ils n'en annonçaient pas moins une évolution que Condorcet, comme Kant, a sentie. Des peuples plus éclairés, écrit Condorcet, se ressaisissant du droit de disposer eux-mêmes de leur sang et de leurs richesses, apprendront peu à peu à regarder la guerre comme le fléau le plus funeste. Ils sauront qu'ils ne peuvent devenir conquérants sans perdre leur liberté ; que des confédérations perpétuelles sont le seul moyen de maintenir leur indépendance ; qu'ils doivent chercher la sûreté et non la puissance. Des institutions mieux combinées que ces projets de paix perpétuelle qui ont occupé le loisir et consolé l'âme de quelques philosophes, accéléreront les progrès de cette fraternité des nations (*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, 1794¹³¹). Sans doute, dans le cas des pays européens, aura-t-il fallu deux guerres mondiales pour en arriver là mais tel est bien le regard que ces pays portent sur la guerre de nos jours.

Le 20 mai 1790, Robespierre fit voter un décret par la Constituante par lequel la nation française renonçait à entreprendre aucune guerre en vue de faire des conquêtes et déclarait ne vouloir jamais employer ses forces contre la liberté d'aucun peuple. Au début du XX^e siècle, Norman Angell voulut convaincre que la puissance militaire ne donne aucun avantage à une nation ; qu'il est impossible pour une nation de s'emparer de la richesse d'une autre ni même de s'enrichir en soumettant une autre nation (*La grande illusion*, 1909¹³²). L'ouvrage eut un grand retentissement (Angell sera prix Nobel de la paix en 1933). Mais l'on parla de «normanangélisme ». De nos jours, de telles idées sont devenues courantes.

¹²⁸ *Œuvres complètes III*, Paris, Pléiade Gallimard, 1964.

¹²⁹ Voir notamment C. Delsol *La grande méprise*, Paris, La table ronde, 2004.

¹³⁰ *Œuvres philosophiques III*, trad. fr. Paris, Pléiade Gallimard, 1986.

¹³¹ Paris, GF Flammarion, 1998.

¹³² trad. fr. Paris, Hachette, 1910.

*

Nous voudrions désormais la paix perpétuelle. La guerre ne trouve plus aucun argument positif en sa faveur et nous n'admettons plus sa possibilité que dans un but de défense ou de protection. Beaucoup de principes ont été posés pour tenter de définir les conditions d'une guerre juste et la seule légitimité que l'on puisse finalement reconnaître sans contradiction pour faire la guerre, estiment la plupart des auteurs, est la situation de légitime défense créée pour un Etat¹³³. Il n'y a cependant rien là de très nouveau. Le tournant, note Georges Duby, eut en fait lieu vers l'an mil. Alors la guerre parut d'un seul coup radicalement mauvaise et ne put plus paraître légitime que conduite sous la bannière de Dieu. L'Eglise, en ce sens, commença à bénir les armes, les chevaliers. Elle tenta ainsi d'endiguer la violence guerrière et de la soumettre à des règles – en 1207, une « Trêve de Dieu » posa que nul ne devait combattre de la dernière heure du samedi à la première heure du lundi (*Le dimanche de Bouvines*, 1973).

A l'échelle historique, une telle évolution fut singulière. Car longtemps la guerre a non seulement fait partie des contingences avec lesquelles il fallait apprendre à vivre mais, porteuse d'une discontinuité historique créatrice, elle a paru nécessaire et souhaitable. La guerre libère la communauté, écrit Hegel. Elle préserve le peuple de la stagnation. Car si la sécurité devient le seul objectif d'une communauté, cela consacre la propriété comme seule valeur – la guerre, elle, a le mérite de maintenir la propriété dans le sentiment de son néant (*Des manières de traiter scientifiquement du Droit naturel*, 1802¹³⁴). La guerre donne à sentir sa puissance négative aux systèmes singuliers de la propriété privée, rédit Hegel dans sa *Phénoménologie de l'Esprit*, 1807, VI¹³⁵). Pour cette raison, le gouvernement doit de temps en temps ébranler l'intimité des rapports privés dans la guerre et violer leur droit à l'indépendance.

De telles formules nous sont devenues largement inaudibles. Ce n'est pas que la guerre n'occupe encore beaucoup notre imaginaire et nos jeux. Et, à voir la place que la Seconde guerre mondiale occupe dans la culture française depuis des décennies, on peut même se demander si une certaine nostalgie de la guerre ne s'est pas développée chez des générations qui ne l'ont pas connue. Mais la guerre n'a plus d'arguments ! C'est que les vraies révolutions ont été réalisées par les démocraties, souligne Marcel Gauchet, lesquelles ont créé une nouvelle forme d'établissement humain au XX^e siècle, masquée par les totalitarismes et à la faveur, il est vrai, de compromis souvent boiteux. Quoi qu'il en soit, avec l'avènement démocratique, la guerre a effectivement été mise hors-la-loi (*L'avènement de la démocratie III*, 2010¹³⁶).

¹³³ Voir notamment M. Walzer *Guerres justes et injustes*, 1977, trad. fr. Paris, Belin, 1999 & M. Canto-Sperber *Le bien la guerre et la terreur*, Paris, Plon, 2005.

¹³⁴ trad. fr. Paris, Vrin, 1972.

¹³⁵ trad. fr. Paris, Aubier, 1991.

¹³⁶ Paris, Gallimard, 2010.

En 1914, Jean Jaurès le croyait (*L'armée nouvelle*, 1911¹³⁷). Lecteur d'auteurs aujourd'hui oubliés¹³⁸, Jaurès s'était convaincu tout à la fois que la puissance de feu des armées modernes et la montée en puissance des forces démocratiques rendaient les guerres sinon impossibles, au moins évitables. Pour lui, la question de l'Alsace-Lorraine finirait par être réglée par un référendum, de sorte que la France ne devait pas répondre aux provocations de Guillaume II. Le nationalisme n'était qu'un leurre, pour détourner des antagonismes de classe que l'union des luttes ouvrières au-delà des pays allait dissiper. Mais Jaurès fut assassiné et la Première guerre mondiale éclata.

Dans un contexte de péril guerrier, le contrôle démocratique ne risque-t-il pas d'être illusoire ? Ne doit-on pas craindre dès lors les comportements agressifs, le militarisme théâtral d'une caste de dirigeants mal contrôlés ? Certains examinent en ces termes la politique américaine après la Guerre du Golfe¹³⁹. La question est intéressante mais elle doit être envisagée de manière beaucoup plus profonde.

Selon la logique démocratique, il n'est plus possible d'avoir recours à la contrainte pour imposer ses choix. Cela disqualifie par principe toute guerre d'agression, comme toute révolution violente. *En régime démocratique, on ne peut sans contradiction en appeler à la violence*. On doit par principe toujours parier que l'on peut régler le jeu des intérêts par leur libre opposition dans le respect du droit. L'entente des volontés peut toujours être atteinte et doit donc toujours recherchée. Dès lors, la question n'est pas même de savoir si tel est bien le cas et si nos sociétés ont vraiment exclu la violence, l'exploitation. Par principe, la logique démocratique réclame une paix perpétuelle, sous la perspective de laquelle est déclaré de manière absolue qu'*il n'est pas d'ennemi légitime*.

*

La disparition de l'ennemi.

D'après Tacite, l'empereur Claude voulut que soient admises au Sénat romain les grandes familles gauloises pour mieux les intégrer à l'Empire. Les Romains, explique Tacite, n'ont pas d'ennemi absolu. C'est pourquoi ils ont bâti un empire et non les Grecs, qui voyaient des barbares en leurs ennemis (*Annales* VI, XXIV¹⁴⁰). L'idée sera reprise par le droit international à partir du XVII^e siècle : ennemis sont les Etats et non directement les hommes. Lentement, cette conception conduisit à la disparition de la notion d'ennemi absolu puis, de nos jours, d'ennemi tout court. L'ennemi public (*hostis*) veut seulement soutenir ses droits, note ainsi Emmerich de Vattel. Il ne peut être confondu avec le particulier hostile (*inimicus*), qui veut

¹³⁷ 2 volumes Paris, Imprimerie nationale, 1992.

¹³⁸ Voir notamment J. Bloch *Conséquences probables tant politiques qu'économiques d'une guerre entre grandes puissances*, Rapport au IX^e Congrès de la paix, 1900 & G. Hervé *Leur patrie*, Paris, Librairie de propagande socialiste, 1906.

¹³⁹ Voir par exemple E. Todd *Après l'Empire*, Paris, Gallimard, 2002.

¹⁴⁰ trad. fr. Paris, Les Belles Lettres, 1966.

notre mal et y prend plaisir (*Le droit des gens*, 1758¹⁴¹). Finalement, on assistera au XX^e siècle à une disparition de la qualification d'ennemi dans le discours politique¹⁴².

De nos jours, on ne parle plus de faire la guerre mais d'imposer des sanctions, de maintenir la paix contre des adversaires qui ne sont pas des ennemis mais des criminels, qui se sont mis hors de l'humanité en ayant d'abord rompu la paix. Pour Carl Schmitt, cela est typique de l'étatisation de l'action politique dans les sociétés modernes, les juristes ne sachant que faire du concept d'ennemi. Cela masque en fait, selon Schmitt, une dépolitisation du politique, allant de pair avec le refus de la peine capitale ou l'incompréhension du sens politique de la trahison. Car il ne peut y avoir de réelle volonté politique, estime Schmitt, si d'emblée on renonce à utiliser les moyens normaux de la politique : puissance, contrainte, violence. La politique est un combat ou n'est rien. On trouve à sa place des concurrences et des intrigues mais rien qui exige le sacrifice de soi et fonde ainsi l'unité d'une nation. La possibilité de trancher en dernier ressort les conflits par la guerre, comme recours ultime dans une situation sans issue, définit l'existence politique d'une collectivité.

La politique ne se ramène jamais qu'à un phénomène de domination entre groupes d'hommes, souligne Carl Schmitt qui, rallié au nazisme en 1933, justifia ainsi les massacres politiques de la Nuit des Longs Couteaux¹⁴³. De sorte que *le sommet de la grande politique est la perception nette et concrète d'ennemis en tant que tels. Il y a politique dès qu'il devient possible d'identifier une relation d'hostilité susceptible d'aboutir à une épreuve de force* (*La notion du politique*, 1932 & 1963¹⁴⁴). S'il n'y avait pas d'hostilité réelle entre les peuples en 1914, celle-ci naquit finalement de la guerre elle-même, note Carl Schmitt (*Théorie du partisan*, 1963). Cependant, de nos jours, les études historiques ne désignent plus de coupables ayant déclenchés la Première Guerre mondiale. A travers leurs systèmes d'alliance, admet-on volontiers, tous les impérialismes en furent responsables¹⁴⁵.

C'est que la logique démocratique disqualifie inévitablement l'idée de nation, dans la mesure où celle-ci peut susciter des affrontements entre groupes humains jusqu'à les opposer en ennemis. La condamnation universelle de la guerre invite à reconnaître, avec Habermas (*op. cit.*), que le monde forme désormais une communauté involontaire. Avec l'idée moderne de la Nation, le propre du citoyen est d'être potentiellement soldat et la guerre est l'expérience ultime de la citoyenneté puisque l'individu y découvre que celle-ci est la seule garantie de sa sécurité personnelle, souligne Gérard Mairet. Ceci tant que les nations sont entre elles dans l'état de nature. Leur particularisme est le terreau des guerres et la guerre est l'horizon de la nationalité. Or ce particularisme, dans l'espace européen, est parvenu comme à son terme et le

¹⁴¹ 3 volumes, Genève, Slatkine Reprints, 1983.

¹⁴² Voir B. Dumont, G. Dumont & C. Reveillard (dir) *La culture du refus de l'ennemi*, Presses Universitaires de Limoges, 2007.

¹⁴³ Schmitt fut exclu du parti nazi en 1936, notamment parce que son antisémitisme était jugé peu sincère. Cependant, après la guerre, Schmitt ne reniera jamais son adhésion au nazisme.

¹⁴⁴ trad. fr. Paris, Flammarion, 1992.

¹⁴⁵ Voir par exemple G. Krumeich *Le feu aux poudres. Qui a déclenché la guerre en 1914 ?*, trad. fr. Paris, Belin, 2014.

patriotisme des nations n'est plus à l'ordre du jour. La souveraineté des nations européennes est achevée en son principe (*La fable du monde*, 2005¹⁴⁶).

Sans doute n'est-ce pas là néanmoins la seule évolution historique des nations européennes cependant mais l'affirmation d'une logique démocratique s'étant particulièrement développée sur un continent ravagé par deux guerres mondiales. Et cela souligne, de manière générale, qu'à terme le modèle national des Etats ne pourra plus guère avoir de sens dans un monde poussé, avec la généralisation du modèle démocratique, à déclarer l'agression et la violence hors la loi, tout en posant l'humanité comme une limite évidente à toute souveraineté, ce que soulignait Carl Schmitt, pour le refuser. C'est poser que les droits fondamentaux ne relèvent pas des Etats et cela marque effectivement l'évolution d'une institution comme l'Organisation des Nations Unies (voir notamment l'évolution du « droit d'ingérence » en 4. 3. 40.).

Bien entendu, une telle évolution peut devoir faire face à des pays (y compris « démocratiques ») qui ne la partagent pas et qui peuvent se révéler agresseurs. Contre eux, toutefois, la guerre défensive est toujours une option, même si elle doit à tout prix être de principe évitée. Aussi la difficulté n'est-elle pas tant là que dans le fait que ces orientations démocratiques exigent des individus qui y participent qu'ils se fient entièrement, quant à leur sécurité et quant à leurs intérêts, à ceux qui les gouvernent.

Fichte estimait que les individus sont fondés à résister même si leur Etat a conclu la paix et ceci parce que la mort est préférable à la privation de la liberté (*De l'idée d'une guerre légitime. Trois leçons faites à Berlin en mai 1813*¹⁴⁷). Mais ce droit de résistance ou de révolte ne peut plus être légitime, puisqu'il est susceptible d'animer des conflits. Un discours qui juge aberrant tout recours à la violence et la guerre en conséquence parce que rien ne vaut, estime-t-il, que l'on mette sa vie en jeu n'est-il pas un discours de servitude face aux intérêts tant étatiques que privés ? Au fond, l'idéal démocratique n'exige-t-il pas des individus sans défense, sinon institutionnellement conditionnée et contrôlée, comme les dictatures ?

Par ailleurs, il est un revers de la disparition de l'ennemi qui est rarement soupçonné et qui revient à se demander s'il ne conduit pas à une guerre perpétuelle, plus ou moins larvée ! C'est que *la paix intervient entre ennemis*, lesquels se reconnaissent à travers elle le droit réciproque de ne pas se ressembler. Elle n'abolit pas leurs oppositions mais, justement, les constate. Tandis que s'il n'y a plus d'ennemi en tant que tels, ceux qui ne sont pas comme soi n'ont pas le droit d'être comme ils sont. Ils doivent être combattus, au moins par des sanctions mais une intervention militaire directe ne peut non plus être écartée. C'est pourquoi le pacifisme qui inspire la disparition de la notion d'ennemi peut finalement être belliqueux et ne cacher, pour certains, qu'une volonté d'hégémonie¹⁴⁸.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ?

¹⁴⁶ Paris, Gallimard, 2005.

¹⁴⁷ trad. fr. Lyon, L. Babeuf, 1831.

¹⁴⁸ Voir J. Freund *L'essence du politique*, 1965 & 1986, Paris, Dalloz, 2004.

Si les démocraties libérales ne se sont jamais déclarées la guerre, elles ont développé des impérialismes. Seulement, même au temps des empires coloniaux, l'impérialisme ne fut jamais populaire. Pour l'opinion, les aventures sur des théâtres exotiques n'étaient acceptables que si elles étaient acquises au moindre coût humain et financier. Pour tenir l'Inde, ainsi, les Anglais durent vendre de l'opium en Chine.

Lénine vit dans l'impérialisme, comme Marx l'indiquait déjà, le stade suprême et l'évolution logique du capitalisme (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916¹⁴⁹). Mais l'impérialisme ne répondit nullement à des impératifs économiques évidents. La France constitua son empire colonial alors que le capitalisme français était l'un des moins dynamiques d'Europe et elle dépensa des sommes considérables pour développer des colonies largement improductives. Celles-ci représentaient moins de 10% du commerce français d'outremer en 1900. A la même époque, le commerce allemand avec ses colonies était inférieur à celui réalisé avec la seule Norvège. Les impérialistes furent de piètres capitalistes et le contraire. De sorte qu'on ne peut guère retenir l'impérialisme comme une tendance de fond au sein des démocraties libérales, comme si celles-ci, débordées par leur propre productivisme étaient obligées de se créer des débouchés outre-mer. Mais l'impérialisme put bien en revanche – et pourrait sans doute toujours – servir les intérêts privés de ceux capables de mobiliser à leur profit la force publique.

*

Les guerres conduites par les pays occidentaux sont de nos jours des aventures sur des terres lointaines. Au vu de la disproportion des forces, elles se présentent surtout comme des opérations de polices, sous l'égide ou non de l'ONU (a contrario, les forces de polices nationales reçoivent des équipements de plus en plus militaires...). Et le principal risque qu'elles affrontent est l'enlisement, les armements se révélant inopérants dans un contexte où ils ne rencontrent pas d'ennemi à leur hauteur. Soit parce que la configuration politique contraint leur déploiement (Corée, Vietnam), soit parce qu'ils se heurtent à des défenses inexistantes ou trop rudimentaires – ayant parfois recours à des enfants-soldats, drogués et quasi-esclaves. Soit enfin parce qu'ils ne trouvent pas véritablement d'armées face à eux mais des groupes terroristes face auxquels la réponse militaire peut paraître

¹⁴⁹ trad. fr. Paris, Ed. sociales, 1979.

disproportionnée et illégitime si elle frappe des populations civiles au sein desquelles se mêlent les groupes terroristes – c’est notamment la situation d’Israël au Liban et dans les Territoires palestiniens¹⁵⁰. Au Vietnam, les Américains ont échoué, ainsi, à conduire une guerre d’usure visant à l’écrasement matériel de l’ennemi. Malgré des opérations “*search and destroy*” visant à la concentration forcée des éléments adverses, l’ennemi aura su éviter de rassembler ses forces de manière suffisamment massive pour les rendre vulnérables aux bombardements.

Les armées régulières se retrouvent ainsi à lutter dans un contexte de guérilla. Une tactique guerrière en soi assez peu efficace – surtout en milieu urbain (bataille d’Alger, échec des Tupamaros en Uruguay) – mais dont le succès est lié à d’autres éléments.

La guérilla.

La “petite guerre” (*guerilla* en espagnol) a toujours été associée à la grande (Guerre de Cent ans, Guerre de Trente ans, Guerre de la Succession d’Espagne, ...) ¹⁵¹. On cite un traité de guérilla rédigé par un empereur byzantin contre les incursions barbares. Le chevalier de Folard recommandait les actions de sapes et Dietrich von Bülow vit dans la Guerre d’indépendance américaine, qui multiplia les petits combats en arrière ou sur les flancs des troupes anglaises, un tournant dans l’histoire militaire (*Esprit du système de guerre moderne*, 1799, pp. 223-224¹⁵²). Les armées napoléoniennes durent affronter les partisans russes, ceux d’Andreas Hofer au Tyrol et les paysans espagnols. Ceux-ci et les Vendéens, inspirèrent le Traité de Le Mière de Corvey (*Des partisans et des corps irréguliers*, 1823¹⁵³). En 1870, le gouvernement français de défense nationale encouragea la formation de partisans. Et, en marge du premier conflit mondial, Lawrence d’Arabie ou le général Paul Lettow-Vorbeck, en Afrique orientale, se firent remarquer par des actions d’éclat – le dernier ne rendant les armes que le 25 novembre 1918.

Le Règlement de La Haye, du 18 octobre 1907 (confirmé par les Conventions de Genève du 12 août 1949), a assimilé milices et corps de volontaires aux forces armées régulières sous certaines conditions : avoir un chef, porter un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance, porter ouvertement les armes, se conformer aux lois et coutumes de la guerre. Malgré cela, la guérilla ne saurait guère recevoir de définition très nette, notamment quant à ce qui la distingue du terrorisme – sinon que, recevant un soutien populaire, elle trouve finalement à inscrire sa lutte dans le sens de l’histoire (on a calculé que les actions de guérilla durent en moyenne sept ans).

La guérilla est coûteuse et ne peut guère se passer de bases arrière bien alimentées (le soutien anglais fut ainsi décisif pour les Vendéens face aux armées révolutionnaires, comme pour les

¹⁵⁰ Voir S. Cohen *Tsahal à l’épreuve du terrorisme*, Paris, Seuil, 2009.

¹⁵¹ Voir Couteau, p. 250 et sq. & p. 487 et sq. ; ainsi que la somme très conséquente de G. Chaliand *Stratégies de la guérilla*, 1979, Paris, Payot & Rivages, 1994.

¹⁵² trad. fr. Paris, Marchant, 1801.

rebelle espagnols face aux armées napoléoniennes). Elle expose les populations civiles à de cruelles représailles. Et, en regard, il est difficile de juger de son utilité réelle – celle-ci paraissant bien moindre que celle que leur prêle l'héroïsation des actions de partisans¹⁵⁴. En Yougoslavie, Tito et ses partisans auraient retenu plusieurs divisions allemandes, contribuant de manière décisive au succès de l'offensive russe de l'automne 1944 en Roumanie et Bulgarie. Des éléments comparables sont cités concernant l'action des 50 000 maquisards français lors du Débarquement en Normandie. 2% seulement des pertes allemandes à l'Ouest peuvent néanmoins être imputées à ces actions du 6 juin au 15 septembre 1944. Pour John Keegan, le rôle des résistances en Europe, surtout à l'Ouest fut très faible (*La Deuxième Guerre mondiale*, 1990¹⁵⁵). Les grands maquis furent généralement des échecs. Malgré la légende nationale d'importantes forces ennemies mobilisées et subissant de lourdes pertes, il semble ainsi que le maquis de Glières fut peu à même de mener des actions directes contre l'occupant, qui lui-même ne se mit pas tellement en peine de l'éliminer¹⁵⁶.

*

Si l'on ne peut d'évidence ôter à la guérilla une certaine utilité, la question est de savoir si elle peut représenter une stratégie réellement opposable à la conduite opérationnelle de la guerre – comme cela fut apparemment le cas pour Rome lors de la deuxième guerre punique sous le consulat de Fabius Cunctator. Thomas E. Lawrence le croyait, qui explique que la guérilla repose sur une véritable stratégie, articulée autour de trois éléments (*Guérilla dans le désert*, 1920¹⁵⁷) :

1) L'élément algébrique (qu'il nomme "hécastique"), tenant à ce qu'affranchi de la logique du choc frontal et même de l'idée de front, le rapport des forces ne s'estime plus en termes numériques. L'ensemble du territoire devenant le lieu d'affrontement, l'avantage est à celui qui, même très inférieur en nombre, est à même d'agir – c'est-à-dire de se mobiliser et de se déplacer – le plus rapidement possible. Domine celui qui est maître de prendre l'initiative. On retrouve ici des principes à la Sun Tzu – lesquels inspirèrent d'ailleurs directement la guérilla menée par les Communistes chinois.

2) L'élément biologique ("bionomique"), tenant à ce que la guérilla ne vise pas tant les hommes que les matériels de l'ennemi.

3) L'élément psychologique enfin ("diathétique"), reposant essentiellement sur la pression exercée par les opinions publiques de l'un et l'autre camp.

Contre les Français, puis les Américains, les Vietnamiens remportèrent ainsi des victoires politiques au prix de très lourdes pertes humaines et même d'un quasi-désastre lors de l'offensive du Têt en janvier 1968, au cœur des principales villes du Sud¹⁵⁸. Mais, du fait des médias

¹⁵³ Paris, Anselin & Pochard, 1823.

¹⁵⁴ Voir W. Laqueur *Guerrilla*, Boston, Little Brown, 1976, notamment pp. 202-208.

¹⁵⁵ trad. fr. Paris, Perrin, 1990.

¹⁵⁶ Voir C. Barbier *Le maquis de Glières. Mythe et réalité*, Paris, Perrin, 2014.

¹⁵⁷ trad. fr. Bruxelles, Complexe, 1992. Le personnage de Lawrence d'Arabie est controversé. Voir R. Aldington *Lawrence l'imposteur*, Paris, Amiot-Dumont, 1954 & P. Thorau *Lawrence von Arabie*, München, G. H. Beck, 2010.

¹⁵⁸ Voir J. H. Willbanks *The Tet Offensive: a concise History*, Columbia University Press, 2006.

américains, l'opinion publique américaine fut frappée et les Etats-Unis durent ouvrir des négociations. Les troupes régulières perdent lorsqu'elles ne gagnent pas, la guérilla gagne quand elle ne perd pas, dira Henry Kissinger. En termes stratégiques, néanmoins, cet exemple montre que la guérilla n'échappe pas à la logique de l'affrontement frontal dès lors qu'elle veut dépasser le stade des actions de sabotage. Il lui faut concentrer ses forces et ses moyens et cela pose la question de savoir si elle peut tenir sans recevoir un assez fort appui extérieur et si la meilleure tactique, face à elle, n'est pas de se dérober au combat pour l'obliger à quitter ses retranchements et à provoquer des attaques plus conventionnelles.

A suivre les éléments stratégiques avancés par Lawrence, il est frappant de constater à quel point la guérilla s'inscrit dans la logique de la guerre moderne, dont elle ne fait finalement qu'exploiter les principes : une guerre totale et non plus circonscrite à un champ d'opérations, une guerre de moyens et d'infrastructure, prenant soldats et civils en otages. Au cours de la Seconde guerre mondiale, Hugh Dalton, ministre anglais de la guerre économique, développera en ce sens une conception très large de l'action subversive, y intégrant le sabotage, la propagande, la grève, le boycott, l'émeute et le terrorisme¹⁵⁹.

Plus encore, la guérilla s'inscrit tout à fait dans la logique de la guerre moderne¹⁶⁰. Parce qu'elle frappe en leur point faible des armées encore largement conçues selon une logique de bataille et d'affrontement frontal. Alors même que la guerre ne s'y limite plus – une fois l'armée régulière abattue, le territoire n'est pas forcément pacifié – et peut même s'en dispenser. C'est là pourquoi, sans doute, les actions de guérilla sont devenues très fréquentes sur les théâtres d'opération depuis plus d'un siècle. Sachant que la guérilla ne profite cependant pratiquement jamais à la population opprimée, certains comme Gene Sharp suggèrent qu'une lutte non violente, une non-coopération méthodique (relayée par les réseaux sociaux), peut tout autant paralyser l'adversaire (*De la dictature à la démocratie*, 1993¹⁶¹).

*

La guerre impossible.

La guerre, sous la forme que nous l'avons vue prendre en Grèce, s'est épuisée sous le poids de sa propre logique. Parce que la puissance des armements est devenue telle qu'elle ne trouve pas facilement à être déchaînée – d'autant qu'elle expose à des pertes que les grandes puissances ne sont plus prêtes à accepter (sauf cas, assez improbable à ce stade, de guerre défensive). Pour la guerre du Vietnam, on incrimine à cet égard le rôle des reportages télé sur l'opinion publique américaine. Mais, en Afghanistan, l'URSS – où les

¹⁵⁹ Voir S. Albertelli *Histoire du sabotage, de la CGT à la Résistance*, Paris, Perrin, 2016.

¹⁶⁰ Voir E. Tenenbaum *Partisans et centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2018.

¹⁶¹ trad. fr. Paris, L'Harmattan, 2009. Voir également R. L. Helvey *On strategic non violent conflict: thinking about the fundamentals*, Boston, The Albert Einstein Institute, 2004.

médias étaient totalement muselés – afficha un même souci de limiter les pertes humaines, note Edward Luttwak, qui renvoie plutôt, en fait d'explication, à la faible dynamique démographique des pays occidentaux (*op. cit.*, p. 110 et sq.). En 1999, l'intervention contre la Fédération yougoslave de Serbie-Monténégro pour obtenir l'évacuation du Kosovo prit une forme uniquement aérienne : onze semaines de bombardements au cours desquels les pilotes bénéficiaient de conditions de sécurité que n'ont pas les passagers de nombre de compagnies aériennes du Tiers-monde ! Pour ne pas avoir à supporter des pertes, on ne se risqua guère à protéger les populations albanaises – ce qui était pourtant la raison de l'intervention. Et l'on renonça vite à utiliser les hélicoptères d'assaut Apache (dont le programme avait coûté 15 milliards de dollars), jugés beaucoup trop vulnérables. Dans un tel contexte, on peut comprendre que les familles de deux soldats français morts au combat en 2010 aient porté plainte contre l'armée pour mise en danger délibérée de la vie d'autrui ! Dans ce contexte, on poursuit le fantasme d'armes sans personnels, on recrute des mercenaires (l'armée américaine, ainsi, dès le Vietnam) et l'on développe des programmes de surveillance pharaoniques.

Une surveillance planétaire. Le rôle de l'espionnage.

Contre l'URSS, Anglais et Américains mirent en place des systèmes sophistiqués d'écoute des communications, tant chez l'ennemi potentiel que sur leurs propres territoires. Dès 1975, la National Security Agency américaine paraît avoir été capable d'intercepter toute communication entrant ou sortant des USA. En 2013, cependant, la révélation par un ex-collaborateur des services secrets américains, Edward Snowden, d'une surveillance généralisée du web (système Prism), avec la coopération bienveillante des principales entreprises américaines d'internet, a créé un scandale mondial. Pourtant, le système Echelon - fondé sur des stations d'interception, l'écoute des câbles subaquatiques par des sous-marins, etc. – a été lancé en 1947. Il assure aujourd'hui une surveillance planétaire des communications, leur stockage dans des bases de données et leur exploitation par moteurs de recherche. Une trentaine de pays, par ailleurs, disposeraient ou seraient à même de disposer d'équipements comparables¹⁶². Le renseignement, ainsi, est le dernier mot de la prévention militaire et l'on n'a pas manqué de dénoncer les dérives policières d'une telle approche, qui fait de chacun un terroriste en puissance et peut vouloir resserrer indéfiniment la surveillance exercée sur les citoyens¹⁶³.

De telles dérives sont sans doute assez inévitables et, nullement secrètes, elles se développent, malgré le scandale Snowden, dans une assez large indifférence au sein des populations concernées.

¹⁶² Voir D. Campbell *Surveillance électronique planétaire*, 2000, trad. fr. Paris, Allia, 2001.

¹⁶³ Voir G. Vidal *La fin de la liberté. Vers un nouveau totalitarisme*, 2001, trad. fr. Paris, Payot & Rivages, 2002.

Sans doute parce qu'on peine à croire à l'efficacité de tels dispositifs. C'est qu'au fond, s'il a toujours existé – Francesco Toli, par exemple, le principal espion de Bonaparte, semble avoir joué un rôle important en 1796 et 1800 - l'impact du renseignement est assez difficile à estimer.

La Seconde guerre mondiale fut conduite alors que les belligérants étaient assez largement au courant des plans de l'adversaire ! Or, si l'usage de la machine Enigma, décryptant les codes allemands (mais pas les plus secrets, qui ne furent percés que par la machine Colossus), paraît avoir été déterminant à El Alamein, ainsi que dans la lutte contre les meutes de sous-marins dans l'Atlantique, la disposition d'informations précises se révéla plusieurs fois inutile. Tant du côté des Alliés, prévenus des offensives allemandes en Crète, en Russie et dans les Ardennes, que du côté des Allemands, largement avertis de la configuration qu'allait prendre le Débarquement. Mais c'est surtout à Pearl Harbour que les services américains semblent avoir interprété totalement de travers les renseignements qu'ils purent obtenir sur les projets japonais¹⁶⁴.

On n'en finirait pas de recenser les grands événements historiques que des services de renseignement hypersophistiqués furent incapables de prévoir, comme la chute du mur de Berlin ! Et, finalement, on peut se demander si l'espionnage est vraiment plus efficace que la corruption directe et notamment l'achat d'officiers adverses qui, des guerres romaines à l'Irak de 2003, en passant par les guerres révolutionnaires (Valmy, un arrangement de Danton ?) semble avoir été aussi fréquent qu'ancien.

*

Des armées modernes surpuissantes ne redoutent rien plus de nos jours qu'un enlèvement, susceptible d'intervenir alors même que les objectifs militaires ont été atteints. A quoi contribue la disponibilité d'armements légers (lance-missiles Stinger, par exemple), dont l'impact opérationnel ne doit pas être surestimé mais qui compliquent singulièrement les conditions d'intervention ; obligeant notamment à nettoyer systématiquement le terrain occupé, même en l'absence de danger avéré. Malgré leur suréquipement, les armées contemporaines sont toujours susceptibles de se laisser piéger dans des guerres urbaines qui multiplient le nombre de configurations de combat possibles, augmentent la densité du terrain des hostilités, dispersent les forces et compliquent les tactiques d'affrontement militaires, tout en augmentant les pertes en réduisant la distance entre combattants. En octobre 1993, la Task Force Ranger américaine abandonna face aux milices somaliennes dès lors qu'un tel piège menaçait de se refermer sur elle à Mogadiscio. Les Russes subirent la même déconvenue à Grozny en 1994 et reprirent dès lors les tactiques développées lors des grandes batailles urbaines de Stalingrad et Berlin – tactiques consistant en la

¹⁶⁴ Voir R. Wohlstetter *Pearl Harbour n'était pas possible*, 1962, trad. fr. Paris, Stock, 1964.

destruction à peu près totale des villes. Les guerres ont lieu désormais surtout en ville car elles opposent des belligérants très inégaux. Or la ville, exerçant un effet de nivellement de la puissance militaire, plus difficile à y déployer, profite aux faibles, ne laissant bientôt plus d'autre choix au fort que la destruction massive.

L'enlèvement profite évidemment aux groupes armés locaux. Et ceci au sens propre, car – cela s'est vu en de nombreux conflits, comme au Liban, en Afghanistan, en Bosnie ou au Mozambique – les guerres s'accompagnent volontiers de dérives mafieuses. Les guerres civiles, notamment, sont susceptibles de reposer sur une stratégie victimaire : vendre le spectacle de la désolation des populations à l'opinion mondiale pour attirer et capter ressources et subsides extérieurs¹⁶⁵. Une stratégie qui est à même de profiter du jour délibérément traumatique sous lequel les médias donnent l'actualité¹⁶⁶ et face à laquelle les organisations caritatives sont les premières piégées : elles accréditent l'urgence revendiquée et sont les premières pourvoyeuses de ressources qui, souvent, seront purement et simplement détournées¹⁶⁷, comme cela fut notamment le cas en Bosnie-Herzégovine dans les années 90 au cours des guerres de Yougoslavie. Dans certains cas, on aura ainsi assisté au déplacement de populations au plus près de la ligne de front afin que l'aide humanitaire soit plus facile à capter par les troupes. Au Sierra-Léone, on a pu souligner que le Front révolutionnaire uni se mit à mutiler la population pour attirer l'attention de la presse internationale¹⁶⁸.

En 1968, le Biafra, en sécession du Nigéria, subit de la part de ce dernier un blocus qui généra une grave famine. L'opinion publique internationale y était assez indifférente jusqu'à ce que le *Sun* publie des photos d'enfants décharnés. Cela suscita un véritable mouvement humanitaire, porté par la volonté de n'être pas un simple spectateur, sans s'engager politiquement. Une volonté d'être là pour simplement soigner et soulager. C'était ainsi retrouver les principes fondateurs de la Croix-Rouge : impartialité, neutralité, indépendance. Les principes d'un apolitisme qu'on a pu juger illusoire et même coupable car complice (la Croix-Rouge visita les camps d'extermination nazis). Dans bien des conflits, de même, les organisations humanitaires se retrouvent à payer l'impôt de guerre, pris directement sur l'aide et qui profite aux belligérants. De là l'accusation selon laquelle les organisations humanitaires susciteraient en partie les souffrances qu'elles soulagent¹⁶⁹.

¹⁶⁵ Voir F. Jean & J-C. Rufin (dir) *Economie des guerres civiles*, Paris, Pluriel, 1996.

¹⁶⁶ Voir M. Jarzombek « L'onde traumatique » *Cahiers de médiologie* n° 13, Paris, Gallimard, 2002.

¹⁶⁷ Voir E. Luttwak, p. 102 et sq.

¹⁶⁸ Voir L. Polman *The crisis caravan*, 2008, trad. anglaise, New York, Metropolitan Books, 2010.

¹⁶⁹ Voir A. de Waal *Famine Crimes*, Indiana University Press, 1998 & D. Rieff *L'humanitaire en crise*, trad. fr. Paris, Le Serpent à plumes, 2004.

La guerre, de plus en plus, consistera peut-être en l'affrontement, dans des conflits de basse intensité, d'armées régulières (quoiqu'intégrant des mercenaires et pouvant même s'appuyer sans le reconnaître sur des milices terroristes pour exécuter les « sales boulots ») contre des groupements « privés » : cartels de la drogue, milices terroristes¹⁷⁰. Des conflits qui pourront paraître n'avoir aucun sens, sans terrain d'affrontement entre valeurs ou buts, comme on a pu décrire la guerre en Afghanistan¹⁷¹. Tandis que de nombreux pays tenteront de développer une stratégie de dissuasion nucléaire (l'Iran ainsi), comptant que les choses ne se seraient sans doute pas passées de la même façon si la Serbie ou l'Irak avaient disposé d'une capacité de riposte nucléaire. De fait, nous ne savons encore guère penser un monde où un certain nombre de puissances moyennes seraient dotées d'un armement nucléaire.

Certains prédisent l'apocalypse. La mondialisation, c'est-à-dire le rapprochement économique et la mise en compétition aussi bien de la plupart des pays, ne pourra que conduire à la généralisation des désirs mimétiques, des désirs portant sur ce que l'autre possède, générant des conflits sans résolution possible, sinon la destruction totale, annonce René Girard dans un texte passablement délirant (*Achever Clausewitz*, 2007¹⁷²). L'identité divise. Elle ne rapproche pas – c'est devenu un lieu commun de notre époque, en effet : c'est le semblable plus que l'autre qui déclencherait la violence¹⁷³. Dans un contexte où, depuis Clausewitz, la violence est débridée, ne peut s'ouvrir à terme qu'une ère d'hostilité générale où les adversaires viseront à s'anéantir mutuellement, estime Girard. D'autres jugent au contraire que la guerre industrielle interétatique est révolue. Les forces armées conduisent désormais essentiellement des opérations de police au sein de populations plus ou moins hostiles¹⁷⁴. La recherche de la sûreté, devenue prioritaire aujourd'hui, intègre les conflits militaires dans une notion très large de « sécurité humaine », issue des relations internationales et couvrant aussi bien la violation des droits, l'arbitraire et la violence physique individuelle, le terrorisme, etc.

Se voulant gendarmes du monde, les USA estimaient, jusqu'à la fin des années 90, devoir être à même de mener deux guerres et demie, soit deux conflits de grande envergure et un moindre. Ils se sont retrouvés depuis engagés dans des guerres dites

¹⁷⁰ Voir M. Van Creveld *La transformation de la guerre*, 1991, trad. fr. Monaco, Ed. Du Rocher, 1998.

¹⁷¹ Voir le roman de Joydeep Roy-Bhattacharya *Une Antigone à Kandahar*, 2012, trad. fr. Paris, Gallimard, 2015.

¹⁷² Paris, Carnets nord, 2007.

¹⁷³ Voir notamment R. Jacoby *Les ressorts de la violence*, 2011, trad. fr. Paris, Belfond, 2014.

¹⁷⁴ Voir R. Smith *L'utilité de la force : l'art de la guerre aujourd'hui*, 2005, trad. fr. Paris, Economica, 2007.

« asymétriques », c'est-à-dire marquées par la disproportion flagrante de moyens entre les belligérants – c'est-à-dire finalement sans ennemi à leur hauteur. Dans ces conditions, les armées modernes finissent par évoquer celles du Moyen Age : de moins en moins de combattants, de mieux en mieux protégés mais finalement assez vulnérables ou impuissants, comme en Afghanistan, comme en Irak, face à des combattants beaucoup plus frustrés mais se présentant comme des partenaires récalcitrants et non coopératifs, ne respectant pas les mêmes règles et ne commettant pas les erreurs qu'ils devraient commettre. Et les guerres peuvent paraître sans fin.

Dans ces conditions, les USA ont, ces dernières années, développé une stratégie de destruction ponctuelle qui ne porte pas de nom, à la différence des précédentes (certains parlent de « *light foot-print strategy* », de « stratégie furtive ») et qui emprunte certains traits du terrorisme, devenu le principal ennemi, un peu comme, contre les barbares aux frontières de l'Empire, les Romains développèrent certaines de leurs tactiques. Envoi de forces spéciales (SOCOM), dirigées par un Etat-major particulier, cyber-attaques (par exemple contre le programme nucléaire iranien avec les virus Stuxnet et Flame), frappes ciblées lancées depuis des drones et visant des ennemis individuels, comme les responsables d'Al-Qaïda : ces actions ont en commun de n'être ni confirmées, ni démenties, d'être développées y compris au sein de pays alliés (le Pakistan, ainsi) ou sans l'accord des autorités nationales le cas échéant, dès lors que les USA estiment leur sécurité menacée – ce qui laisse une grande latitude d'intervention n'importe où dans le monde, contre n'importe qui, aux autorités américaines¹⁷⁵. L'armée américaine formerait désormais davantage de pilotes de drones que d'avions. Les robots occuperont ainsi sans doute majoritairement demain le champ de bataille¹⁷⁶. Ils n'agissent pour le moment que commandés à distance. La décision de frapper et de tuer leur sera-t-elle déléguée un jour ? Rendront-ils à terme à nouveau possibles des guerres massives ; des guerres de machines aussi faciles à mener sans risque humain que les jeux vidéo ? En attendant, le champ de bataille a gagné une dimension, celle d'un réseau électromagnétique, notamment porté par des relais satellitaires, avec l'enjeu de lier dans une zone de combat donnée des appareils émetteurs/récepteurs connectés et y diffuser des messages et des informations susceptibles d'agir sur le cerveau des combattants (la cyberguérilla comme guerre cognitive).

*

¹⁷⁵ Voir M. Mazzetti *The way of the knife*, Penguin, 2013.

Soulignant qu'accepter de mourir pour son pays aura représenté le plus fort creuset de citoyenneté lors de la formation des démocraties modernes, certains peuvent estimer que des guerres courtes et décisives nous manquent¹⁷⁷. Arnold Toynbee affirmait déjà qu'il est une désagrégation sociale plus redoutable que la guerre et par rapport à laquelle celle-ci peut même paraître un moindre mal (*Guerre et civilisation*, 1950¹⁷⁸). Une telle nostalgie paraît assez absurde cependant. Car l'évolution de la guerre moderne, à travers le recours à des armements de plus en plus puissants et sophistiqués, semble bien avoir consisté à éviter d'avoir à jeter des masses d'hommes indifférenciés et finalement inutiles dans le chaudron des batailles.

* *

B) Les hommes jetés dans la bataille

4. 2. 26.

En somme, recherchant la puissance du choc, la guerre s'est finalement résolue à se passer des hommes. L'histoire des conflits armés n'est pas celle d'une escalade vers le massacre délibéré de soldats. Et, de ce point de vue, les chiffres ne doivent pas tromper. Aussi incroyable que cela puisse paraître, la guerre moderne, statistiquement, tue relativement peu !

Approche quantitativiste de la guerre.

Un pour cent des décès, c'est le chiffre qui résulte de l'étude menée par Lewis Fry Richardson du nombre de morts enregistrées du fait d'actes de guerre et de violence criminelle (meurtres) entre 1820 et 1950 (*Statistics of deadly Quarrels*, posthume 1960¹⁷⁹). Sachant que sur cette période les conflits proportionnellement les plus meurtriers ne furent pas forcément ceux auxquels on songerait en premier lieu mais la Rébellion de Taiping (1851-1864) ; la Guerre civile américaine (1861-1865), dont la moitié des pertes furent le fait de maladies ; la Guerre de la Triple alliance, qui intervint entre le Paraguay, l'Uruguay, le Brésil et l'Argentine (1865-1870) – à l'issue, il ne restait au Paraguay qu'un homme pour deux à quatre femmes ! ; les suites de la Révolution soviétique (1918-1920) ; la première guerre

¹⁷⁶ Voir R. Doaré & H. Hude *Les robots au cœur du champ de bataille*, Paris, Economica, 2011.

¹⁷⁷ Voir F. Fukuyama *La fin de l'histoire et le dernier homme*, 1992.

¹⁷⁸ trad. fr. Paris, Gallimard, 1953.

¹⁷⁹ *Collected papers*, Cambridge University Press, 1993. Voir également J. D. Singer & M. Small *The Wages of War*, New York, J. Wiley & sons, 1972.

communiste chinoise (1927-1936), la guerre civile espagnole (1931-1939) et les émeutes de la Péninsule indienne (1946-1948).

On a pu estimer que les armées occidentales battent en retraite lorsque leurs pertes atteignent le quart ou le tiers de leurs effectifs. Le rapport du nombre de prisonniers à celui des morts est en général de 4 pour 1 (il fut de 1 à 120 pour les Japonais en Birmanie). En termes de distribution statistique, les guerres paraissent des événements aléatoires, ne livrant aucune orientation claire et notamment pas une tendance à l'accroissement du nombre de morts, ni à l'augmentation ou à la diminution de la fréquence des conflits. Il est même difficile de corrélér leur apparition aux éléments qui paraissent directement les préparer, comme une course aux armements, qui n'aura précédé nettement un conflit que dans 13 cas sur 315 recensés, sur la période considérée.

La guerre ne survient pas davantage entre nations riches et pauvres de manière privilégiée et des liens de commerce forts entre nations ne suffisent pas à l'éviter. Seul un critère religieux se dégage vaguement : les nations qui n'ont pas la même religion entrent plus souvent en conflit et les nations chrétiennes ont été impliquées dans un plus grand nombre de conflits sur la période considérée. Mais il serait bien entendu illusoire de croire qu'il y a là une relation directe de cause à effet.

*

Dès les guerres grecques, nous l'avons vu, l'assomption du choc offensif est posée et traversera toute l'histoire des conflits armés. Or, avec l'invention de la phalange et jusqu'à l'apparition des armes automatiques et de l'artillerie lourde à la fin du XIX^e siècle, les hommes organisés représenteront la principale arme de choc. Cette idée se perdra avec la chute de l'Empire romain et ne sera retrouvée qu'à la Renaissance. Elle asservira plus que jamais les hommes, du début du XVIII^e siècle jusqu'à la Guerre de Sécession. Ceci, au cours de cette période, culminant avec les guerres napoléoniennes. Au-delà, les armements deviendront trop puissants pour que des hommes seuls puissent encore l'emporter, même si les armées continueront à employer ces derniers comme de véritables armes – c'est-à-dire à les sacrifier massivement.

L'histoire de la guerre est traversée de récriminations contre la massification et la mécanisation des combats, qui réduisent à peu de choses l'initiative et la valeur proprement combative des soldats. A contrario, Hegel soulignera que si le canon a signifié en partie le déclin du courage personnel, il a permis l'affirmation d'un courage supérieur, sans passion personnelle. On est devenu capable de se sacrifier pour une idée générale – comme celle de patrie – et pour des valeurs morales.

Avec le gonflement des effectifs, tout au long des XVIII^e et XIX^e siècles, on regrettera que la chair l'emporte sur le courage. Mais on peut comprendre que cette

mécanisation se soit imposée, avant même que le souci de limiter à tout prix les pertes humaines ne commence à contraindre la conduite des opérations à partir de la Seconde guerre mondiale, nous l'avons vu, si l'on considère à quel point l'homme est un piètre guerrier. L'histoire de la guerre indique suffisamment que tout le problème aura été d'employer un animal viscéralement rétif au combat. Que l'homme ne se bat pas pour se battre mais pour gagner ou plus souvent ne pas perdre, de sorte qu'il fait tout ce qu'il peut pour éviter la lutte directe. De là, le développement et le perfectionnement des engins de guerre.

*

Le comportement des hommes au combat.

Cela peut paraître surprenant en regard de la place qu'occupe la guerre dans l'histoire de l'humanité mais l'on dispose de très peu de témoignages de première main sur le combat. La science historique elle-même n'étudie le vécu des hommes en guerre que depuis peu¹⁸⁰. Le simple soldat – le plus souvent illettré – ne laisse pratiquement aucune trace écrite avant la Première guerre mondiale. Et l'on ne trouve guère de mémoires d'officiers de second rang avant la Révolution française.

Le simple soldat ne nous a rien laissé et, pour nous, il n'existe tout simplement pas à titre individuel : ses droits ne commençant à être codifiés, en France, qu'avec le Code pénal militaire de 1791, son nom ne sera gravé sur les monuments aux morts qu'à partir du milieu du XIX^e siècle. Les tombes individuelles, elles, ne se généraliseront qu'avec la Première guerre mondiale, les familles exigeant alors une inhumation personnalisée. Les soldats russes n'en auront toujours pas lors de la Seconde. Avec la fin de la Première guerre mondiale, apparurent les monuments au soldat inconnu, répondant comme au besoin de trouver un "qui" que quatre années de guerre auraient dû révéler, note Hannah Arendt. Comme au refus de se résigner au fait que l'agent de cette guerre n'avait été personne (*Condition de l'homme moderne*, 1958, p. 238¹⁸¹).

Enfin, les témoignages de femmes à la guerre, comme le *Catherine soldat* (1930¹⁸²) d'Adrienne Thomas, sont rarissimes. Il y eut pourtant des femmes combattantes à Sparte, à Athènes et dans l'armée d'Alexandre. Lors de la Première Guerre mondiale, 100 000 femmes serviront dans l'armée britannique, notamment dans les transports. Elles seront 250 000 lors de la Seconde, contre 500 000 dans l'armée allemande et un million dans l'armée russe, au sein de laquelle elles seront tireuses d'élite, pilotes d'avions ou de chars. Dans ces conditions, le livre de Svetlana Alexievitch recueillant les témoignages de nombreuses

¹⁸⁰ Voir notamment R. Holmes *The behavior of men in battle*, New York, The Free Press Simon & Schuster Inc., 1989 & G. F. Linderman *Embattled courage. The experience of combat in the American Civil War*, New York, The Free Press Simon & Schuster Inc., 1989.

¹⁸¹ trad. fr. Paris, Calmann-Lévy, 1983.

¹⁸² trad. fr. Metz, Ed Serpenoise, 1989.

femmes ayant servi dans l'armée russe fut un événement (*La guerre n'a pas un visage de femme*, 1985¹⁸³). Des témoignages d'autant plus frappants qu'ils sont souvent bien plus marqués par la vengeance et la cruauté que ceux que donnent couramment les hommes.

Avant notre époque, les études sur la combativité et le moral des troupes sont rarissimes. Est ainsi régulièrement cité à cet égard, ce qui témoigne assez de sa singularité, l'un des plus passionnants ouvrages que la guerre ait fait écrire sans doute, les *Etudes sur le combat* (posthume 1880¹⁸⁴) de Charles Ardant du Picq. Cet étonnant officier faisait circuler un questionnaire parmi ses camarades pour savoir ce qui s'était réellement passé au contact de l'ennemi. Et une surprise de taille l'attendait : *dans une bataille, assez peu de soldats se battent !* A Wagram, Bonaparte lance 22 000 hommes à l'assaut. 7 000 sont mis hors de combat et 3 000 à peine atteignent la position désignée. Qu'ont fait les 12 000 autres ? Sans doute ont-ils traîné ! (p. 131). Dans le combat moderne, les occasions de se soustraire à l'action sont nombreuses (pp. 81-82). Un homme tombe, comment savoir si c'est sous le choc d'une balle ou de peur ?

Dans les tableaux de bataille des XVI^e et XVII^e siècles, on voit parfois les carrés se désagréger par l'arrière, leurs hommes s'absentant pendant l'affrontement...

C'est là un constat que confirmeront les études menées après la Seconde guerre mondiale dans l'armée américaine. Parmi les soldats de Patton, seuls 10% s'étaient battus en toutes circonstances, 20% épisodiquement et 70% n'avaient pas tiré un coup de fusil. L'armée américaine toute entière comptait 8,8 millions d'hommes en 1945, parmi lesquels 3 millions ne quittèrent pas les USA, tandis que les troupes de mêlée ne durent pas dépasser 700 000 hommes. Parmi les hommes, seule une minorité manifeste une réelle ardeur combative. *L'agressivité est assez exceptionnelle*. Ce qui ne signifie pas néanmoins que la guerre ne donne pas l'occasion d'un déchaînement de cruauté, nous y reviendrons.

Au total, il est très difficile de se représenter à quoi correspond exactement un fait social aussi massif que la guerre. Et ceci, non seulement parce qu'elle peut être vécue d'innombrables points de vue et recouvre des expériences individuelles extrêmement disparates. Il semble en fait que toute mise en ordre du fait guerrier risque d'emblée d'être trompeuse. Comme si l'idée de combat imposait une logique d'évidences et d'images que

¹⁸³ trad. fr. Paris, Presses de la Renaissance, 2004.

¹⁸⁴ Paris, Economica, 2004.

la guerre réelle, cependant, prend largement à défaut. Tel fut l'enseignement de la singulière affaire Norton Cru.

*

L'affaire Norton Cru.

Jean Norton Cru était un ancien combattant français qui avait fait Verdun en première ligne et qui s'en prit, après-guerre, à tous les romans et témoignages qui avaient entrepris de raconter la Grande guerre ; les accusant de n'être qu'autant de romances (*Témoins, essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928, 1929*¹⁸⁵).

Ancien général, Roger de Bussy-Rabutin avait déjà en son temps sérieusement contesté la véracité des récits de bataille (*Mémoires, posthumes 1696*¹⁸⁶).

Norton Cru – qui formalise onze conditions de véracité des témoignages du front¹⁸⁷ - s'en prend aux descriptions classiques de la guerre, qu'on trouvait alors dans les livres mais qu'on peut aussi bien rapprocher de la peinture de bataille et du cinéma. Ainsi des mêlées compactes, des combats au corps à corps, régulièrement représentés.

La guerre est devenue un sujet de genre dans la peinture du XVII^e siècle avec Jacques Courtois le Borgognone, Aniello Falcone, Michelangelo Cerquozzi ou Philips Wouwerman.



¹⁸⁵ Presses universitaires de Nancy, 1993. Voir particulièrement F. Rousseau *Le procès des témoins de la Grande guerre. L'affaire Norton Cru*, Paris, Seuil, 2003.

¹⁸⁶ Paris, J-C. Lattès, 1987.

¹⁸⁷ Voir F. Rousseau *op. cit.*, p. 230 et sq.

Au cours de la Première guerre mondiale, ce genre de combat fut pourtant très rare, souligne Norton Cru. Dans cette guerre, on vit beaucoup mourir et rarement tuer. Et ce genre de remarque peut être reproduit pour un grand nombre d'autres clichés : les monceaux de cadavres sanguinolents, par exemple – la terre boit le sang ; les cadavres n'en présentent que si on les retourne. Les anciens, goguenards sous la mitraille. Les soldats affichant une gouaille et un bon sens des faubourgs. Lors de cette guerre, les professions libérales furent pourtant envoyées au front plus que tout autres... Mais le plus étonnant, note l'auteur, reste que la qualité d'ancien combattant ne peut être ôtée à nombre d'écrivains qui reproduisent de tels clichés. Craignaient-ils, en les reproduisant, que leur propre expérience de la guerre ne soit pas conforme à ce qu'en rapportaient la presse, les livres ? Norton Cru fit scandale dans une France qui célébrait l'héroïsme de ses soldats. Les chiffres pourtant parlent pour notre auteur : 60% des blessés du conflit le furent par projection d'artillerie et 34% par balles. En proportion, les blessures pouvant tenir à un combat rapproché sont presque insignifiantes : 2% par grenade et 0,3% par baïonnette. On ne peut mieux souligner que la Grande guerre ne fut pas une affaire individuelle (ce qui ne dispensa néanmoins pas les soldats de tuer car le cinéma et la littérature ont tendance désormais à les camper en pures victimes).

Le roman de guerre d'Ernst Jünger *Orages d'acier* (1920¹⁸⁸), dessine ainsi un monde de la mort permanente – notamment sous l'impact de bombardements pouvant durer des jours – où la rencontre avec l'ennemi est pourtant le plus souvent accidentelle (le premier affrontement direct n'intervient pas pour lui avant la fin de la guerre, p. 358), la mort fauchant alors assez indistinctement des deux côtés. La mort y prend au total un caractère à la fois fatal et accidentel, de sorte que la survie paraît aussi bien providentielle. Dans le combat moderne, notait Ardant du Picq, on n'a plus guère affaire aux hommes. On les craint moins en tous cas que la fatalité de la fonte et du plomb (p. 82). Cependant, quoique le témoignage du lieutenant Jünger, honoré des plus hautes distinctions, paraisse incontestable, l'œuvre est ambiguë. Ressemblant à un roman d'apprentissage par bien des côtés, beaucoup de ses effets paraissent littérairement commandés : toute haine est lissée, ainsi, surtout lorsque le héros tue. Certains comportements sont étonnamment chevaleresques. Les rapports au sein de la troupe sont faits de solidarité et de compréhension mutuelle, etc. – cette dimension est encore accentuée, jusqu'au macabre halluciné, dans un texte postérieur *La guerre comme expérience intérieure* (1922, voir notamment p. 47¹⁸⁹). A comparer avec la vision crue des tranchées d'Edlef Köppen (*L'ordre du jour*, 1930¹⁹⁰), ainsi qu'avec celle, bien moins romancée, des *Carnets de guerre*¹⁹¹ de Jünger.

¹⁸⁸ trad. fr. Paris, Folio Gallimard, 1974.

¹⁸⁹ trad. fr. Paris, C. Bourgois Ed., 1997.

¹⁹⁰ trad. fr. Paris, Tallandier, 2006. Voir également D. Richert *Cahiers d'un survivant 1914-1919*, posthume 1989, Strasbourg, Ed. la Nuée bleue, 1994.

¹⁹¹ trad. fr., Paris, Bourgois, 2014.

Mais, individuelle, sans doute la guerre ne l'a-t-elle jamais été qu'assez exceptionnellement. Et c'est une pure illusion de croire que le légionnaire romain ou le grenadier de l'Empire étaient individuellement moins insignifiants que le soldat de la Première guerre mondiale. Fin observateur, Charles Ardant du Picq estimait lui que c'est dans le combat moderne surtout que la guerre est devenue l'affaire des soldats (*op. cit.*, p. 85).

Monter en ligne.

Au combat, l'homme devient partie d'une arme qui ne tire sa puissance que d'une organisation collective. Il faut donc considérer que l'organisation à laquelle il est soumis est susceptible de commander ses réactions et que, dans un contexte d'affrontement, le geste relevant d'une initiative individuelle doit être assez rare. En fait, il faut même considérer que les réactions proprement individuelles vont essentiellement dans le sens d'une résistance à l'organisation imposée. On imagine que les hommes se plient aisément à marcher au pas. Que cela sollicite en eux quelques instincts grégaires et meurtriers faciles à éveiller. Mais toute l'histoire militaire témoigne du contraire ! Amener des hommes à exécuter une manœuvre aussi simple que marcher au pas ne s'improvise pas. D'ailleurs, on ne peut guère le faire sans exercer sur eux une contrainte. A partir de là, on peut deviner quelle difficulté il doit y avoir à les faire monter en ligne. Chaque fois qu'une armée marche à l'ennemi, note Thucydide, la ligne incline vers la droite et l'aile droite finit par déborder complètement l'aile gauche de l'adversaire. C'est que chaque homme cherche à s'abriter derrière le bouclier de son voisin de droite, tandis qu'à l'extrémité de la ligne celui qui n'est pas protégé cherche à se dérober au choc (*Guerre du Péloponnèse*, V, V, pp. 1086-1087).

Quand les hommes marchent au combat, l'équilibre est très difficile à réaliser entre l'ordre et l'élan. Même lorsque les hommes ne sont pas ivres – ce qui était le cas des Grecs et des Macédoniens, par exemple, ou de régiments russes entiers lors de la Seconde guerre mondiale¹⁹² – l'énervement est difficile à supporter. Dans ses *Stratagèmes* (I^o siècle¹⁹³), Frontin (Sextus Julius Frontinus) décrit toute une psychologie militaire, soulignant l'importance pour les officiers tant de refuser le combat aux soldats quand ils le demandent intempestivement que de les rassurer quand ils sont intimidés par de mauvais présages. Les

¹⁹² On a également dit que, lors de la Seconde guerre mondiale, les troupes allemandes et japonaises étaient souvent sous métamphétamine. Voir N. Ohler *L'Extase totale. Le III^o Reich, les Allemands et la drogue*, 2015 trad. fr. Paris, La Découverte, 2016.

Romains avançaient bruyamment, frappant leurs boucliers, hurlant. Une avancée silencieuse était beaucoup plus impressionnante mais aussi bien plus difficile à réaliser. Les hommes voulaient en finir – jusqu’à ces cas de fuite panique vers l’avant, vers une mort quasiment certaine, que la plupart des armées sans doute ont connu. Dans les tranchées, l’héroïsme ne tenait pas à de la bravade mais plutôt à la peur d’une souffrance ne rimant à rien, a-t-on dit¹⁹⁴. Sachant qu’il était grandement risqué d’essayer de fuir comme de se rendre (difficiles à gérer dans le contexte d’une guerre de tranchées, les prisonniers étaient souvent abattus dans chaque camp).

Pour les cavaliers, c’était encore pire. Il fallait tenir les bêtes et ne pas manquer le moment de l’élan, tant il est difficile – contrairement à ce que montrent les films - de faire charger des chevaux contre une charge adverse. Les ouragans de cavalerie qui se rencontrent relèvent de la poésie, estime Charles Ardant du Picq. Dans l’Antiquité, quand les cavaliers devaient s’affronter, ils mettaient pied à terre. La cavalerie harcèle mais n’est guère une arme de choc. Il en va de même lorsqu’elle affronte l’infanterie (*op. cit.*, p. 72)¹⁹⁵.

Au point de contact, l’équilibre était des plus précaires. A 30 ou 15 mètres, les légions romaines lançaient le pila. Si l’ennemi demeurait impassible, le risque de débâcle était évident. Les *Optionnes* devaient alors repousser les hommes à leur place. Les vétérans étaient derrière, pour pousser les “bleus” devant et empêcher leur débandade. Toutes les armées envoient en premier ceux qui n’ont pas l’expérience du feu : ils se jettent plus volontiers au danger. La peur augmente avec la lucidité et le niveau de culture. La Renaissance, note un historien, vit apparaître une conscience plus nette des périls du combat¹⁹⁶ - et d’abord, signalait Montaigne, chez les Italiens, dont la subtilité et la vivacité d’esprit étaient supérieures à celles des Espagnols et des Français (*Essais*, 1580, II, chap. XI¹⁹⁷).

Toutes les armées ont eu recours à des hommes chargés de surveiller leurs hommes et à les contraindre – quitte à leur tirer carrément dessus s’ils reculent. Pour Ardant du Picq, cette surveillance est indispensable. Seule la terreur de la discipline peut forcer la peur. Fin observateur et tout en acceptant ce jugement, le Prince de Ligne le tempère, se

¹⁹³ trad. fr. Paris, Panckouche, 1848 & R. Lenglet *Psychotropes et tueries de masse*, Paris, Actes sud, 2019.

¹⁹⁴ Voir S. Falks *Les chemins de feu*, 1993, trad. fr. Paris, Denoël, 1997.

¹⁹⁵ Sur la difficulté à appréhender la réalité des charges de cavalerie, voir F. Chauviré « La charge de cavalerie, de Bayard à Seydlitz » *Cahiers du CEHD* n° 23, Paris, Ministère de la Défense, 2004, pp. 93-131.

¹⁹⁶ Voir J. Delumeau *La peur en Occident*, Paris, Pluriel Fayard, 1978, p. 19 et sq.

¹⁹⁷ 3 volumes, Paris, Aubier, 1948.

montrant réservé sur la punition des désertions, aussi bien que sur l'efficacité des harangues (*Préjugés militaires*, 1780, pp. 57-58 & p. 78¹⁹⁸).

Il fallait donc bien avancer. Et franchie une certaine distance critique par rapport à l'ennemi, l'élan pouvait être acquis presque instinctivement – les dompteurs savent bien qu'une telle distance est déterminante par rapport aux réactions des fauves. C'est alors que l'impression d'être l'élément d'une véritable arme collective devait être la plus forte. Car l'on devait avancer sans réfléchir. Les armées de Frédéric II et de Napoléon allaient au pas de charge. Hésiter serait revenu à se faire écraser.

Alors, venait le face à face. Une expérience extrême qu'il est très difficile d'imaginer – tant ses caractères saillants ne devaient sans doute guère être ceux qu'on imagine spontanément – aussi bien que de représenter. D'ailleurs, les premiers photographes de guerre – Roger Fenton en Crimée, Matthew Brady et son équipe lors de la Guerre de Sécession – représentèrent très peu les combats.

En France, Alphonse de Neuville sera l'un des derniers peintres de batailles. En peinture, comme en photographie d'ailleurs, la guerre moderne sera surtout saisie dans ses interstices : bombardements, ruines et débris, pauses et charniers (Georges Paul Leroux, Paul Nash, Christopher Nevinson, William Orpen ou Frederik Varley).

Dans ses analyses du vécu guerrier, John Keegan souligne un aspect de la bataille de Waterloo auquel on ne pense pas d'emblée : l'écrasement sonore. Les bruits étranges que devaient faire les balles frappant épées, baïonnettes et cuirasses et l'assourdissement inévitable pour des fantassins tirant en rangs (*Anatomie de la bataille*, 1976¹⁹⁹). Au cœur de la bataille, Fabrice (*La chartreuse de Parme*) est « scandalisé » par le bruit. Il est difficile d'imaginer une intensité sonore : celle d'un tir d'artillerie, d'une charge de chevaliers en armures, d'un bombardement. Quiconque a manipulé une arme à feu sait cependant que la violence de celle-ci se signale d'abord par son fracas, dont l'intensité est à la fois paralysante et grisante. De sorte que c'est par l'ampleur de son vacarme que la guerre doit d'abord s'emparer des volontés.

A contrario, on a pu remarquer que, depuis 1870, les odeurs sur le champ de bataille sont assez systématiquement décrites. Lors du bombardement des tranchées, Jünger rapporte ainsi le mélange de poussière, des gaz suffocants et des fumets provenant des cadavres projetés en l'air (*Orages d'acier*, p. 154). Dans ses souvenirs du front russe avec les troupes allemandes, Curzio Malaparte – qui rapporte nombre d'images fortes, devenues célèbres, comme les têtes de chevaux gelés émergeant du lac Lagoda – décrit

¹⁹⁸ Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1895.

l'odeur d'une charogne de char (Kaputt, 1943, p. 48²⁰⁰). Dans sa morbide nouvelle *Histoire naturelle des morts*²⁰¹, Hemingway affirme pourtant qu'il est impossible de se souvenir de l'odeur d'un champ de bataille.

Au cœur de l'affrontement, sans doute n'entendait et ne voyait-on rien de très distinct. Les hoplites enfermés dans leurs armures de bronze et comprimés en colonnes ne devaient guère être avertis du contact avec l'ennemi qu'en voyant les dos soudain immobiles devant eux. On devait alors agir assez mécaniquement et, partagé entre la panique et l'excitation, réagir comme les autres, comme des automates, ainsi que l'organisation le commandait. A Culloden (1746), chaque soldat anglais avait pour consigne de viser non pas le fantassin écossais qui lui faisait face mais celui à sa gauche.

Keegan souligne qu'à Waterloo les pertes auraient dû être bien plus élevées, si l'on considère que les bataillons se tiraient droit dessus à 50 mètres. Beaucoup d'hommes ne devaient pas du tout viser. Les hommes n'ajustent pas leur tir et leurs balles passent largement au-dessus de la tête de l'ennemi, notait en effet Dietrich von Bülow. Le feu d'un peloton est mal organisé, il dégénère vite en tirailerie et tue peu (*Esprit du système de guerre moderne*, 1799, pp. 127-128²⁰²). Lors d'un exercice sur une toile, le Prince de Ligne comptait 270 coups de fusils, dont moins de 30 potentiellement mortels (*op. cit.*, p. 20 et sq.). Ardant du Picq reprend les mêmes observations (p. 138 et sq.) et souligne que le tir provoque nombre de blessures dans les rangs eux-mêmes. Au sein de la mêlée, les morts par accident au sein d'une même armée devaient être fréquents en effet, bien qu'il soit difficile d'en juger (on cite le chiffre d'un cinquième des pertes anglaises lors de la Guerre de Crimée).

A Waterloo, les balles étaient encore rondes et peu rapides – après les combats, beaucoup de combattants retrouvaient des balles “mortes” dans leurs habits. On pouvait être sérieusement blessé sans s'en rendre compte immédiatement. *Pour l'homme jeté au combat, tout devait ainsi se passer comme dans un rêve*²⁰³. Comme à Waterloo, devant l'agitation incompréhensible autour de lui, le Fabrice de Stendhal se demande si c'est vraiment là une bataille ! (*La Chartreuse de Parme*, 1839²⁰⁴). Et sans doute est-ce pourquoi

¹⁹⁹ trad. fr. Paris, R. Laffont, 1993. Voir également M. Devillers-Argouarc'h *Charles Bell, chirurgien à Waterloo*, Paris, Michalon, 20115.

²⁰⁰ trad. fr. Paris, Denoël, 1946.

²⁰¹ in *Paradis perdu*, 1939, trad. fr. Paris, Gallimard, 1949.

²⁰² trad. fr. Paris, Marchant, 1801.

²⁰³ Voir L. Crocq *Les traumatismes psychiques de guerre*, Paris, O. Jacob, 1999, p. 79.

²⁰⁴ Paris, Gallimard, 2003.

le combat laisse si peu de témoignages. Alors même que la guerre a eu des témoins de premier ordre : Eschyle, Sophocle, Socrate et Thucydide ont combattu en première ligne²⁰⁵.

En pleine action, au milieu de la foule, au football comme dans la guerre, les contours deviennent vagues, la réalité devient irréaliste, un brouillard envahit l'esprit. La tension et l'excitation, la fatigue, le mouvement, tout se mêle dans un seul grand songe grisâtre, de sorte que lorsque c'est terminé, il est difficile de se souvenir comment c'était de tuer des hommes ou de leur donner l'ordre de se faire tuer. Alors d'autres personnes qui n'étaient pas là vous disent comment c'était et vous répondez confusément : oui, je suppose que c'était comme ça (Steinbeck *Lune noire*, 1942, pp. 37-38²⁰⁶).

Walter Benjamin note que la génération qui fit en 1914-1918 l'une des expériences les plus effroyables de l'histoire revint muette du front. Elle revint plus pauvre en expérience communicable qu'elle n'était partie. Comme si rien ne s'était passé à l'échelle individuelle ; le déploiement technique plongeant l'homme dans une pauvreté tout à fait nouvelle, réalisant une nouvelle espèce de barbarie (*Expérience et pauvreté*, 1933²⁰⁷). Mais sans doute la guerre produit-elle toujours cet effet ! Loin d'être l'occasion d'un déchaînement des instincts les plus agressifs, la bataille réalise sans doute plutôt une dépossession radicale des hommes de leur propre volonté ; de leur propre identité. On rapporte le cas de soldats tombant et *s'endormant* au plus vif des combats sur les plages normandes le 6 juin 1944. L'âme s'évanouit, effarouchée, devant la réalité, note Drieu la Rochelle (*La comédie de Charleroi*, 1934, p. 32²⁰⁸). La bataille exige une démission de soi et force à réagir avec la masse, laquelle se comporte alors comme un seul homme. Ainsi, lors de célèbres paniques : celle des Athéniens à Délion face à la cavalerie thébaine (424 av. JC ; Socrate était là) ou celle des gardes français à Malplaquet (1709)²⁰⁹.

Ardant du Picq en vient ainsi à contester la réalité même de la mêlée d'homme à homme, qui n'existe, affirme-t-il, que dans l'imagination des peintres et des poètes (I, chap. V). Face à l'ennemi, chacun a trop besoin de ses voisins ! Personne n'a envie de se lancer seul au combat et tous ont tendance à se figurer que plus nombreux ils sont à courir un dangereux hasard, plus grande est la chance pour chacun d'être épargné (p. 188). On a noté un comportement semblable chez les chimpanzés qui en cas de danger se tiennent fermement les uns les autres, en une attitude qui évoque le réflexe d'agrippement des

²⁰⁵ Voir S. Audoin-Rouzeau *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Seuil, 2008.

²⁰⁶ trad. fr. Paris, J-C. Lattès, 1994.

²⁰⁷ *Œuvres III*, trad. fr. Paris, Gallimard, 2000.

²⁰⁸ Paris, Gallimard, 1934.

²⁰⁹ Voir A. Corvisier *Les hommes, la guerre et la mort*, Paris, Economica, 1985.

nourrissons²¹⁰. Face au danger, on resserre les rangs mais pour se protéger et non pour se projeter en avant ou même faire front. Cela est décisif mais fort rare – ce fut la force de l’armée de Wellington contre les Français que de les attendre en défense puis de s’élancer contre eux. La moindre démonstration du défenseur démoralise l’attaquant. Mais le face à face, à bout portant, est rare car très vite, entre les groupes affrontés, l’équilibre bascule. La bataille est une démonstration où l’emporte celui qui affiche la plus forte résolution, tant la peur, finalement, décide de tout. Et Ardant du Picq de rapporter ce cas relevé lors de la guerre de Crimée : deux troupes se retrouvent vis-à-vis et aucune ne se décide à tirer la première. Les hommes finissent par... se jeter des pierres et reculent.

Au total, il n’y a pas d’impulsion de masse à la guerre mais seulement et parfois une impulsion morale, estime Ardant du Picq. Pour s’assurer d’une force offensive, il ne suffit pas, en d’autres termes, d’accumuler hommes et moyens. Ardant du Picq ne croit pas à l’effet des masses – c’est-à-dire, à son époque, à l’impact décisif de l’ordre profond, des colonnes. Grecs et Gaulois (qui s’attachaient entre eux pour courir à l’ennemi) firent la même erreur, note-t-il, de croire que les derniers rangs pousseraient si les premiers reculaient face aux Romains qui, dès qu’ils le pouvaient, diminuaient l’épaisseur de leurs rangs pour donner aux hommes plus d’espace pour se battre et, partant, plus d’efficacité. Les attaques en masse, conclut Ardant du Picq, marquent le manque de confiance dans leurs troupes de la part des généraux (p. 117, note 1) ou le manque d’assurance de ces derniers. Dès lors que Bonaparte se mêla de dicter les moyens d’exécution de ses plans, il ne sut que lancer des masses. Ce fut Wagram, Eylau, Waterloo (pp. 125-126).

Est-ce dire que la guerre manque de cruauté ? Certainement pas. Mais pour que celle-ci se déchaîne, il faut que la peur soit surmontée. La retraite de l’ennemi provoque plus sûrement le tir que son avancée. La couardise est mère de cruauté, notait Montaigne. Les meurtres des victoires s’exercent ordinairement par le peuple et par les officiers du bagage (*Essais*, 1580, II, chap. XXVII²¹¹). La cruauté des lâches se déchaîne. On s’acharne sur les prisonniers, les cavaliers tombés, les équipages de chars détruits. On pille les blessés pendant et après la bataille. Keegan le rapporte pour Waterloo - alors que 40 000 blessés gisaient sans soins sur le champ de bataille, avec 10 000 chevaux. Victor Hugo en parle dans *Les misérables* (1862, II^o partie, Livre I, chap. XIX²¹²).

²¹⁰ Voir F. de Waal *De la réconciliation chez les primates*, 1989, trad. fr. Paris, Flammarion, 1992.

²¹¹ 3 volumes, Paris, Aubier, 1948.

²¹² 3 volumes, Paris, Hachette, 1978.

On sait qu'Henri Dunand eut l'idée de la Croix-Rouge devant le spectacle des blessés de Solferino. L'évacuation des blessés fut organisée avec une incroyable lenteur dans l'histoire militaire. Dans l'armée napoléonienne, il était interdit « sur l'honneur » de rompre les rangs pour porter secours à des camarades blessés. Morts et blessés étaient dépouillés – à Marengo, Desaix, dénudé, ne fut reconnu qu'à son abondante chevelure²¹³. Les morts étaient laissés sur le champ de bataille (Turner a peint ainsi Waterloo). Au cours de la Première guerre mondiale, les brancardiers faisaient souvent payer leurs services. Ce n'est que lors de la Seconde guerre mondiale que la durée moyenne d'évacuation atteindra moins d'une heure (15 mn au Vietnam).

Et les civils alors ne sont pas en reste. Après un siège, une mise à sac de trois jours était de coutume à la Renaissance. Tandis que dans la cave et le grenier on pille et qu'on jette dans les fossés du vieux rempart des morts coupant le vide avec leurs bras épars, écrit Emile Verhaeren (*Les villes tentaculaires*, 1895, La révolte²¹⁴). Mais les rois établissant des listes de crimes irrémissibles (incendie, atteintes portées aux femmes, pillages, ...) et anticipant des poursuites judiciaires éventuelles, les gens de guerre déclaraient qu'ils avaient agi suivant l'usage.

On a dit que la sauvagerie des soldats s'est accrue avec la guerre moderne. Comme si ceux-ci compensaient par là leur propre insignifiance personnelle dans les conditions de la guerre moderne. Comme si la haine avait remplacé l'entraînement pour amener les conscrits à monter au combat. Il est cependant très difficile d'en juger. Parce que l'horreur traverse toute l'histoire militaire. Et parce qu'à la guerre, *il est toujours difficile de savoir qui agit*. De savoir si le collectif vaut pour les individus. L'armée est une hiérarchie en effet et la plus vive qui soit dès lors que la vie est en jeu. Parler de l'armée au singulier c'est donc oublier que toute hiérarchie repose sur la contrainte et la violence et que les initiatives du sommet sont d'abord *subies* à la base.

A partir de la Première guerre mondiale, les soldats des armées en conflit ne seront plus enterrés dans les mêmes cimetières. Cela peut passer pour un indice du caractère inexpiable que le conflit avait atteint au niveau des combattants. A moins qu'il ne s'agisse d'une initiative des commandements. A moins que la haine supposée entre les ennemis ne fût surtout une invention d'états-majors tentant de faire oublier à travers elle les hécatombes absurdes qu'imposait leur incapacité à décider des combats. Comme le rapporte la très belle nouvelle d'Erich Maria Remarque *L'ennemi* (1930²¹⁵), il y eut des cas

²¹³ Voir M. Baldet *La vie quotidienne dans les armées de Napoléon*, Paris, Hachette, 1964.

²¹⁴ Paris, Gallimard, 1982.

²¹⁵ trad. fr. Paris, LDP, 2013.

de fraternisation anglo ou franco-allemande dans les tranchées, notamment lors du premier Noël de la guerre en Flandres – un match de football aurait même été organisé entre les deux camps. De simples relations personnelles purent être nouées à la pointe des lignes, comme le rapporte Ernst Jünger (*Orages d'acier*, p. 72 & p. 88). Sur le front de l'Est, Russes et Allemands faisaient du troc à une certaine heure, entre les tranchées, ou bien restaient un moment ensemble à baragouiner quelques mots, rapporte Edlef Köppen (*L'ordre du jour*, 1930, pp. 264-265²¹⁶). Ceci était formellement interdit. Tout de même qu'au cours de la Seconde guerre mondiale, il y eut sur le front d'Afrique du Nord "l'heure du thé" entre les belligérants, pendant laquelle on échangeait nouvelles et médicaments²¹⁷. Tandis qu'un peu plus tard, une enquête conduite dans l'armée américaine surprit en montrant que l'Allemand n'y était nullement haï et – à la différence du Japonais – n'était pas particulièrement animalisé.

Peu d'affrontements paraissent avoir été aussi haineux que le choc des deux idéologies communiste et nazie sur le front de l'Est au cours du même conflit. Un soldat russe sur quatre est mort au cours de la guerre et un soldat allemand sur trois, dont les neuf dixièmes sur le front russe (par comparaison, 1/20 soldat anglais est mort et 1/34 soldat américain). La haine était telle que les Russes refusaient même de matérialiser les chars ennemis détruits en reproduisant des drapeaux allemands sur leurs propres tanks. Mais, aussi bien, aucun affrontement n'a plus illustré le fait qu'à la guerre le soldat doit composer avec deux menaces : celle de l'ennemi et celle de sa hiérarchie. Des deux côtés, les polices militaires et politiques furent impitoyables. Au moins dix mille exécutions eurent lieu du côté allemand pour refus de combattre ou désertion (les maladies vénériennes mêmes étaient assimilées à une mutilation volontaire) – ceci particulièrement à la fin, alors même que tout était perdu. Du côté soviétique, les exécutions de prisonniers russes libérés, simplement coupables de s'être rendus et les envois en bataillons disciplinaires (promis à avancer dans les champs de mines avant les chars) ne se chiffrent même pas. On parle de 300 000 soldats russes fusillés par leurs chefs. Staline avait annoncé que les familles de ceux qui se rendaient seraient privées de leurs droits et le climat de haine était largement entretenu par le Haut Commandement russe, qui comprit tardivement que sa promesse d'une vengeance impitoyable à l'issue des combats était en fait le principal ressort de la résistance allemande et ce qui retenait nombre d'unités de se

²¹⁶ trad. fr. Paris, Tallandier, 2006.

²¹⁷ Voir H. von Luck *The End of North-Africa* in R. Cowley (dir) *Experience of war*, New York, Norton, 1992.

rendre – 90% à 95% des prisonniers de guerre allemands de 1941 ne survécurent pas à leur captivité. La plupart furent tués immédiatement sur le front. Alors la propagande changea sensiblement de discours. On parla de fraternisation. On fit circuler de fausses lettres de prisonniers.

On ne peut oublier que la guerre se fait avec les hommes mais d'abord malgré eux. L'armée est un environnement subi pour le soldat – un monde dangereux, hostile, avant toute rencontre réelle avec l'ennemi.

Le cinéma a fini par rendre assez bien cette réalité à travers un traitement tout abstrait des combats et des lieux – comme dans *Full Metal Jacket* (1987) de Stanley Kubrick, les ruines où l'on se bat sont de nulle part. Dès 1957, Anthony Mann réalisait avec *Cote 465* un film de guerre dans lequel on apercevait à peine l'ennemi. Pour le reste, une formule désormais obligée pour rendre les situations de combat au cinéma est d'utiliser un cadrage ultracourt et un montage accéléré, pour signifier que la guerre est un désordre où l'on perçoit à peine ce qui se passe à l'échelle individuelle. Au début du XX^e siècle, au contraire, on n'hésitait pas à rejouer les scènes pour que les photographies de guerre paraissent plus vraisemblables. Ainsi du célèbre cliché étonnamment net d'une charge de fantassins français dont l'un s'écroule au centre, censée avoir été prise par un soldat allemand en avril 1915 et qui est semble-t-il une scène jouée²¹⁸.



Il reste que très peu d'œuvres ont souligné la promiscuité humaine et sociale de la troupe : l'encombrement des corps, des odeurs, la lourdeur des esprits, la répugnance devant la bêtise des autres – l'absurdité même de certaines situations, comme ces mises en demeure pour une facture de gaz impayée transmises aux soldats au front. Ces gens, cette vie végétative, puissante et morne, cette insouciance, était-ce là ce qui avait été sauvé à si grand prix ? lit-on dans le roman de Paul Gadenne *La plage de Scheveningen* (1952, p. 277²¹⁹). Était-ce pour des épiciers, des charcutiers repus qu'on continuait à mourir ? Pour ces gens fermés sur leur épaisseur ? Pour cette gelée visqueuse : la matière humaine indifférenciée ? Ces sentiments-là sont très peu représentés, qui amènent pourtant à relativiser toute idée de patrie, tant on peut hésiter à se sacrifier pour ses voisins d'immeubles ! Il faut particulièrement citer à cet égard la bande-dessinée de Tardi *C'était la guerre des tranchées* (1993²²⁰). Il me fallait partager avec des inconnus médiocres une aventure dont j'avais tout attendu et qui, du fait de ce partage, devenait insipide, confie Drieu La Rochelle, qui déclare

²¹⁸ Voir *Voir. Ne pas voir la guerre. Histoire des représentations photographiques de la guerre*, Catalogue de l'exposition, Paris, Sonogy, 2001.

²¹⁹ Paris, Gallimard, 1952.

avoir agi au front pour se distinguer des autres, ne pas tomber dans cette médiocrité qui avait trop peur pour fuir comme pour vaincre (*La comédie de Charleroi*, 1934). De fait, l'idée que la conscription ait été un creuset décisif dans la formation des Nations semble n'être qu'assez largement un mythe²²¹.

Cette contrainte que l'organisation militaire fait lourdement peser sur les hommes n'est pas différente lorsque les soldats disposent d'un droit de vote réel et même si leurs conditions peuvent dès lors singulièrement s'améliorer. Au cours de la Seconde guerre mondiale, dans l'armée américaine, la solde d'un GI correspondait à peu près à celle d'un capitaine de l'armée britannique. Pour se familiariser avec les conditions du combat, on passait des films (ce n'est qu'en préparation du Débarquement que les entraînements eurent lieu à balles réelles). Quoique 50 000 déserteurs aient été enregistrés au cours du conflit, on n'en fusilla qu'un seul, Eddie Slovik, en janvier 1945, dont la famille intenta un procès à l'armée²²².

En face, les officiers japonais frappaient leurs hommes. Ceux-ci se rendirent peu (jamais plus de 5% des effectifs engagés) mais le sens du sacrifice dont on crédite les soldats japonais n'est qu'un mythe. Pour s'en rendre compte, il suffit de consulter les témoignages de soldats. Comme ce récit de Shôhei Ooka, qui décrit la retraite aux Philippines d'une armée japonaise livrée à la désertion et au cannibalisme (*Les feux*, 1952²²³) ou le film de Masaki Kobayashi (*La condition de l'homme/Ninken no joken*, 1959). Les pilotes japonais pouvaient être envoyés au combat sans parachute et, alors que leurs appareils ne tenaient techniquement plus le choc face à la chasse américaine, on assista à des refus de prendre l'air. On vit des pilotes confirmés s'engager dans les kamikazes pour en finir, tandis que, parmi ces derniers, les cas de pilotes faisant défection ou rentrant à leur base furent relativement nombreux²²⁴. Les soldats américains avaient deux plaques d'immatriculation. Seuls les officiers japonais étaient identifiés par leur nom. Les soldats n'avaient qu'un matricule qui passait de l'un à l'autre – cela conduira après la guerre et jusqu'à nos jours à une forte mobilisation pour retrouver et identifier les ossements des soldats tombés au combat, comme pour tenter de les faire renaître comme individus. Il faut rappeler que les soldats japonais étaient des hommes, ainsi. Car l'héroïsme ou le fanatisme qu'on leur prête de manière générale le fait largement oublier.

²²⁰ Paris, Casterman, 1993.

²²¹ Voir N. Mariot *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013.

²²² Voir C. Glass *The Deserters: a hidden story of the World War II*, Penguin Press, 2013.

²²³ trad. fr. Paris, Autrement, 1995.

²²⁴ Voir E. Ohnuki-Tierney *Kamikazes*, trad. Fr. Paris, Hermann, 2014.

*

4. 2. 27.

La guerre cachée par sa rhétorique.

La guerre est cette expérience singulière où les hommes ne se reconnaissent qu'en masse. Et ceci imprègne profondément jusqu'aux jugements que nous portons sur elle. Tous ces lieux communs notamment, que Freud égrène dans une lettre à Einstein (*Pourquoi la guerre ?*, 1932²²⁵), qui reviennent à conclure que si les hommes se font si souvent la guerre c'est qu'ils doivent aimer la faire ou qu'il doit se trouver en eux quelque pulsion de mort et de destruction. Mais qui sont ces "hommes" en l'occurrence ? Si l'armée est un lieu de forte contrainte, c'est justement que le collectif ne se forme pas spontanément à partir de l'individuel ! *Dès lors, que peut-on imaginer de pire que d'être certain de mourir dans un prochain combat, d'une mort atroce, en détestant ses chefs, en étant convaincu de l'inutilité de son sacrifice et en recevant pour oraison funèbre l'avis de beaux esprits estimant que les hommes sont avides de combat pour soulager leurs pulsions ? Tel fut pourtant certainement le cas d'un grand nombre d'hommes !*

*

Le plus couramment, la guerre est dite à travers une rhétorique selon laquelle, invariablement, les hommes réagissent tous comme un seul, leurs motivations étant à peu près aussi simples que les ordres de leurs chefs. Le récit guerrier est assez comparable ainsi aux tableaux de bataille de l'âge classique qui concentrent dans une seule image les phases successives d'un combat²²⁶. C'est peut-être à la guerre que la distance entre les expériences singulières et le récit global qui en est formé est la plus forte, compte tenu de la diversité et de la dureté extrême des situations qui peuvent être individuellement vécues. Depuis sept jours, les soldats n'ont rien pris de chaud, lit-on dans une poésie chinoise. Ils tuent les prisonniers pour boire leur sang tiède. Dans les bulletins de victoire, seul restera le nom du général... (Song Wou *Combats au sud de la citadelle*, XIII^e-XIV^e siècles²²⁷). On songe à Victor Hugo rapportant que, lors de la retraite de Russie, les blessés s'abritaient dans le ventre des chevaux morts (*Les Châtiments*, 1853, XIII, l'expiation). Tant d'actions sont

²²⁵ trad. fr. in *Résultats, idées, problèmes II*, Paris, PUF, 1985.

²²⁶ Voir pour le Moyen Age C. Croizy & M. Szkilnik (dir) *L'écriture de la guerre au Moyen Age*, numéro spécial de *Le Moyen Âge*, t. 125, De Boeck, 2019.

perdues sans témoignage à la guerre, notait Montaigne. C'est que tout peut s'y jouer "entre la haye et le fossé" (*Essais*, II, chap. XVI). La guerre multiplie et force ainsi des expériences extrêmes qui demeureront cependant sans voix, leur conscience même ne paraissant émerger qu'à travers une rhétorique rigide mais efficace, qui, comptabilisant surtout les résultats, permet de donner à la guerre une issue générale et un sens au-delà des drames humains accumulés. De sorte que cette rhétorique servira à ceux qui ont directement participé à un conflit pour se réapproprier leur propre expérience, même si elle en diverge fortement.

Au total, il est ainsi très difficile de savoir de quoi l'on parle lorsque l'on parle de la guerre. Au vu du déroulement des opérations et de la manière dont elle put être vécue, la Première guerre mondiale est une boucherie absurde. Mais certains qui la firent ont pu juger qu'elle était la guerre "la plus sincère de l'histoire humaine". Par l'engagement moral qu'elle supposait chez chacun pour tenir²²⁸. Dira-t-on qu'il ne s'agit là que d'illusions, qui plus est, largement rétrospectives et tentant de masquer aux yeux de ceux qui la firent l'absence d'objectifs et de buts de cette guerre ? Peut-être. Mais ni plus ni moins que dans le cas de toute expérience. De fait, s'il faut reconnaître que la guerre représente une expérience parmi les plus extrêmes et totales auxquelles les hommes peuvent être livrés, il faut bien admettre que la guerre peut, comme toute expérience décisive, faire naître des valeurs. *Il faut admettre que la guerre possède une positivité.*

Or celle-ci, sans doute, n'est pas difficile à cerner. Elle est dans ce que les hommes, avec intelligence et courage, parviennent à surmonter. Elle est dans la discipline, dès lors qu'elle permet une action collective efficace et elle est aussi bien dans l'opposition collective à la discipline dès lors que celle-ci n'est qu'une contrainte absurde. Les valeurs de la guerre, en d'autres termes, ont trait à ce que l'organisation peut produire, plutôt qu'une contrainte massale, une action collective, qu'il s'agisse d'un assaut ou d'une mutinerie.

Les mutineries.

Au XVIII^e siècle, où les soldats étaient souvent des parias (en Angleterre, l'armée pouvait remplacer la prison), formant un véritable corps de métier, les mutineries paraissent avoir été beaucoup plus fréquentes qu'à l'époque des guerres modernes. Le peu de cas répertoriés lors des deux guerres mondiales a de quoi étonner en effet. Celles qu'affronta l'armée française en 1917,

²²⁷ In P. Demiéville (dir.) *Anthologie de la poésie chinoise classique*, Paris, Gallimard, 1962, p. 422.

sans doute les plus célèbres, firent beaucoup peur aux généraux, qui y virent une révolte organisée et décidèrent de sanctions en conséquence. Le phénomène ne concerna pourtant qu'un nombre restreint de soldats (de 25 000 à 30 000) et ne prit qu'à l'arrière²²⁹.

Face à la pression de la masse, la contre-organisation est particulièrement difficile. Il ne reste que l'ajustement individuel, à travers la fuite notamment. Mais les désertions mêmes, au cours du premier conflit mondial (15 000 cas par an en moyenne pour l'armée française), paraissent avoir été en proportion bien moindres que lors des guerres napoléoniennes (on arrêta 66 000 déserteurs en 1811).

Dans cette guerre, écrira Drieu La Rochelle, les hommes n'ont pas été humains. Ils ne se sont pas levés, du moins pas ensemble. Ils ont supporté d'être inhumains. Ils furent le bétail le plus héroïquement passif qu'ait jamais eu à prendre en compte l'Histoire qui brasse les troupeaux (*La comédie de Charleroi*, 1934). Certains peuvent ainsi voir dans les mutineries la seule manifestation d'humanité de la Première Guerre mondiale²³⁰.

Les effets de la discipline, nous l'avons souligné, sont fragiles. Il suffit de très peu pour qu'un bataillon redevienne une foule, à la grande terreur des chefs. Mais, dans le meilleur des cas, comme beaucoup d'auteurs l'ont noté, un mélange de solidarité et de confiance se crée entre les hommes. Une "supériorité morale", disait Ardant du Picq, décisive face à l'ennemi et qui peut seule expliquer que la guerre ne se déroule pas toujours selon le rapport arithmétique des forces en présence.

Les études américaines et anglaises conduites au cours de la Seconde guerre mondiale ont souligné le caractère décisif de l'attachement à un groupe de pairs, marqué par une figure dominante, sur le moral et l'ardeur des soldats. Ardant du Picq le recommandait déjà (*op. cit.*, p. 78).

La séduction de la guerre.

Sous ce jour d'aventure collective, la guerre est séduisante et même exaltante pour certains. La musique exprime particulièrement la jubilation que peut susciter la cohésion martiale. L'impression que tous enfin ne font qu'un et la force irrésistible qui se dégage d'une coalition de volontés. Mais, particulièrement représentatives à cet égard, la *Marche hongroise* de la *Damnation de Faust* (1846) de Berlioz ou la *Symphonie n°100* (1794) de Haydn – qui entraîna la foule lorsqu'elle fut jouée à Londres en pleine guerre contre la France – sont des œuvres ambiguës. Car derrière l'emportement énervé qu'elles peuvent susciter pointe le halètement moutonnier de nos pires instincts.

²²⁸ Voir H. Massis *L'honneur de servir*, Paris, Plon, 1937, p. 170 et sq.

²²⁹ Voir G. Pedroncini *Les mutineries de 1917*, Paris, PUF, 1967.

²³⁰ Voir J-C. Rufin *Le collier rouge*, Paris, Gallimard, 2014, p. 121.

Certes, la guerre est vile et basse. Mais en même temps, ce rejet écœuré est une condamnation bien trop courte. Car la guerre, incontestablement, séduit – il suffit de songer aux innombrables divertissements qui l’exploitent ! Et l’on peut facilement comprendre cette séduction, sans nous supposer des instincts meurtriers. Le front est un lieu de Vie particulière, affirme Teilhard de Chardin et ceci parce qu’il est l’absurdité par excellence. Là, le monde est prêt pour sa fin et les hommes sont surpris sous l’empire d’une liberté absolue. C’est alors le front de la vague qui porte le monde humain vers ses destinées nouvelles. L’extrême limite de ce qui tend à se faire (*Ecrits du temps de la guerre*, 1965, p. 201 et sq.²³¹).

Ernst Jünger fait état de nombreux moments d’enivrement et d’exaltation : avant l’assaut et devant le danger (*Orages d’acier*, p. 119, p. 257, p. 351 & p. 353), devant la mort et suscités même par l’odeur des cadavres (p. 143)²³². A Beyrouth, pendant les bombardements, Issa Makhlouf s’installe sur son balcon pour observer aux jumelles. C’est là dit-il le seul moyen de calmer sa peur, de défier la mort, de gagner l’impression illusoire d’un répit (*Beyrouth ou la fascination de la mort*, 1988, p. 34²³³).

La guerre procède au grand ajournement du monde quotidien. Elle rend l’aventure humaine, hors de ses formes instituées, non seulement possible mais urgente. Le combat n’est pas que destruction mais aussi procréation sous l’espèce virile, de sorte que même celui qui se bat pour des erreurs ne lutte pas en vain, écrit Jünger (*La guerre comme expérience intérieure*, op. cit., p. 89). Il faut souligner que le nazisme, à ses débuts, s’est enraciné dans le prolongement de telles expériences.

Dans la guerre, le monde humain se recrée et, à cet égard, la guerre n’a pas tant de valeurs propres qu’elle n’exacerbe des comportements – héroïsme ou dévouement, lâcheté ou cruauté – qui ne lui appartiennent pas. Qu’elle permet cependant d’examiner comme à la loupe.

*

Au cœur de la contrainte humaine.

²³¹ Paris, Grasset, 1965.

²³² Ces notations font écho à l’étonnant engouement de nombreux intellectuels, notamment allemands, pour la guerre en 1914. Voir D. Thouard *Georg Simmel. Une orientation*, Strasbourg, Circé, 2021, chap. 6.

²³³ Paris, Les éditions de la passion, 1988.

Il est certainement trop court de souligner que la guerre, dans son absurdité même, est un appel au sens²³⁴. Comme si celui-ci pouvait être unique. La réalité guerrière ne paraît pouvoir être trouvée ni au niveau collectif (l'élan national, la défense de la patrie) ni au niveau individuel (courage, dévouement, lâcheté). En soi, la violence n'a pas de sens général, puisqu'elle marque justement une brisure du monde humain. Si un sens peut être trouvé aux combats, ce n'est qu'au niveau de groupes plus ou moins restreints : de la petite unité de combattants ayant vécu quelque expérience extrême ne pouvant qu'être difficilement transmise à d'autres, jusqu'à une nation ou un groupe de nations conférant à un conflit son sens historique et fixant quelques figures de héros, au prix de forts particularismes – la consultation des manuels d'histoire au sein des pays de l'Union européenne est à ce titre, de nos jours encore, riche d'enseignements²³⁵. Fait humain massif et fondamental mais engageant des comportements tout particuliers, la guerre défie l'universalité.

La guerre, en effet, multiplie les paradoxes. Elle est subie mais réclame de chacun une énergie exceptionnelle. Elle traite les hommes en masse mais n'est faite, à chaque échelon hiérarchique, que d'initiatives individuelles. Car ce sont bien des hommes qui agissent ! Rien mieux que la guerre ne souligne quelle contrainte nous sont les autres. Sachant qu'à la guerre la contrainte la plus immédiate n'est pas exercée par les ennemis mais par ceux qui appartiennent à la même armée. En ce sens, le plus simple pour celui qui se retrouve jeté dans la guerre est de considérer que d'autres décident pour lui. Le plus simple est d'obéir aux ordres. Ceux-ci, pourtant, sollicitent autant qu'ils obligent. Lors de la Première guerre mondiale, la consigne de "tenir à outrance" qui fut souvent donnée aux unités du front, dépendait ainsi largement dans son application de l'appréciation individuelle des officiers. Certains purent *choisir* de se conformer le plus strictement aux ordres en sacrifiant largement leurs unités. L'un put décider d'évacuer une position intenable et un autre s'en offusquer et envoyer reprendre la position tout un bataillon qui se faisait tailler en pièces. On put ajuster l'ordre à l'homme ou faire passer l'homme après l'ordre. Il existe une responsabilité de mort dont l'Etat ne peut nous décharger, note Ernst Jünger (*Orages d'acier*, p. 367).

Du Procès de Nuremberg s'est dégagée la doctrine internationale selon laquelle un soldat peut être considéré comme responsable de ses actes s'il disposait de la possibilité

²³⁴ Voir par exemple J. Patocka *Les guerres du XX^e siècle et le XX^e siècle en tant que guerre* in *Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire*, 1975, trad. fr. Lagrasse, Verdier, 1981.

²³⁵ Voir J-B. Pattier *Vérités officielles*, Paris, Vendémiaire, 2012.

morale de choisir. Les ordres ne dégagent donc pas de la responsabilité mais peuvent être considérés comme des motifs de diminution de peine²³⁶. A partir de là, les soldats peuvent être jugés et condamnés par leur propre Etat. Depuis avril 2003, l'armée américaine a ainsi traîné plusieurs centaines de ses hommes devant des tribunaux militaires, dont 64 pour des affaires de meurtre. Toutefois, invoquant les circonstances exceptionnelles dans lesquelles la guerre place les hommes, une telle responsabilité peut être retournée et les bourreaux être présentés comme de véritables victimes. En 1968, une compagnie américaine exterminait 400 villageois vietnamiens à My Lai. Le lieutenant Calley, qui dirigeait l'opération, fut condamné à la prison à perpétuité puis finalement gracié. On fit alors valoir que ses hommes et lui avaient été, postérieurement à leur crime, brisés par ce qu'ils avaient fait et il semble que l'opinion américaine était alors de leur côté²³⁷. Depuis lors, des catégories nouvelles de troubles psychiques de guerre sont apparues, comme celle du *self traumatized perpetrator*²³⁸. Des catégories fragiles évidemment et qui sont certainement choquantes si elles se substituent à toute idée de responsabilité. Mais des catégories qui ne sont pas aberrantes, sans doute, s'il s'agit de reconnaître pleinement dans la guerre un fait humain. La violence brise le fragile équilibre routinier qui permet de ne pas trop s'interroger sur le sens de nos vies, de notre monde – en quoi la guerre peut être révélatrice de sens et créatrice de valeurs mais disparates quoique forcément liées à travers des expériences partagées. La violence guerrière révèle particulièrement que la continuité humaine est tissée de contradictions, d'oppositions – la guerre en est tout à la fois la révélation et la rançon. Léon Tolstoï – qui eut une expérience directe des combats lors de la Guerre de Crimée – a été particulièrement sensible à cette continuité humaine de la guerre.

*

Tolstoï.

Il y a deux faces dans la vie de tout homme, écrit Tolstoï. Une vie individuelle, d'autant plus libre que ses intérêts sont plus abstraits. Et une vie élémentaire, grégaire, qui l'oblige à se soumettre à ce qui lui est prescrit (*Guerre et paix*, 1869, II²³⁹). Cette

²³⁶ Voir J-M. Varaut *Le procès de Nuremberg*, Paris, Pluriel Perrin, 1992.

²³⁷ Voir D. Fassin & R. Rechtman *L'empire du traumatisme*, Paris, Flammarion, 2007, p. 137 et sq.

²³⁸ Voir A. Young « L'autovictimisation de l'agresseur : un éphémère paradigme de maladie mentale » *L'évolution psychiatrique*, 2002, pp. 653-675.

²³⁹ trad. fr. en 2 volumes, Paris, Le Livre de poche, 1972.

prescription qui s'exerce de l'extérieur sur chacun, Tolstoï n'en fait surtout pas l'affaire de quelques-uns. Elle est l'affaire de tous. S'il faut expliquer la campagne de Russie des armées napoléoniennes, affirme-t-il, le désir de rengager du premier venu des caporaux français est une cause tout aussi valable que le refus de Napoléon de retirer son armée derrière la Vistule. Les grands hommes ne sont que des étiquettes commodes pour nommer les événements. Croire qu'ils décident de quelque chose, c'est être comme ces sauvages qui prennent la figure sculptée à la proue d'un navire pour la force qui le fait avancer. Le mouvement des peuples, affirme Tolstoï, est déterminé par l'activité de tous, qui se groupent toujours de telle sorte que ceux qui prennent la plus grande part directe à l'événement assument le moins de responsabilités et inversement.

Nulle part l'homme n'est plus libre que dans une bataille où il s'agit de vie et de mort. Mais sur les visages des soldats russes ou français, Pierre, le héros du roman, lit le même effroi, la même horreur. Au point de finir par se demander : mais enfin qui donc fait cela ? (p. 496). Quelle force mystérieuse, impassible, pousse contre leur volonté les hommes à tuer leurs semblables ? Sont-ils guidés par les ordres ? Mais à Borodino, les ordres de Napoléon, entreprend de montrer Tolstoï, ne furent en fait exécutés que pour une infime part. L'Empereur ne sut pratiquement rien de ce qui se passait pendant toute la bataille. Laquelle s'est déroulée tout autrement qu'on ne l'a décrite par la suite, en tentant de lui donner un ordre, un sens. Rien ne s'exécuta des plans – très confus – que Napoléon avait prévu. Tout au plus est-il arrivé que ses ordres aient suivi une droite parallèle à celle de la réalité mais sans jamais se confondre avec elle. A Borodino, des Français ont tué des Russes de leur plein gré – personne n'a tiré à leur place ! Pourtant, ils ne pouvaient rien faire d'autre, écrit Tolstoï. Que crier "Vive l'Empereur !" et aller se battre. Comme ces cavaliers fiers de se sacrifier en franchissant le Niémen devant lui qui ne les regardait même pas. Comment résoudre de telles contradictions ?

*

La guerre, instrument de la Providence.

On peut d'abord croire qu'une providence ou quelque destin supérieur guident les hommes, qu'on ne remarque pas derrière les intérêts individuels. Tout homme vit pour soi et exerce sa liberté pour atteindre des fins particulières. Dès qu'un acte est accompli, toutefois, il devient irrévocable et appartient à l'Histoire. L'acte alors cesse d'être libre et

prend une signification prédéterminée, explique Tolstoï. Le sens de l'Histoire nous échappe. Tout homme vit consciemment pour soi et sert d'instrument inconscient pour la poursuite de buts historiques communs à toute l'humanité. Tout se fait ainsi dans un fatras de causes, toutes aussi insignifiantes et dont aucune n'est exclusive des autres. Les actes de Napoléon, écrit Tolstoï, furent aussi peu libres que ceux de chacun de ses soldats. En fait, plus un homme est placé haut dans l'échelle sociale, plus le nombre des autres hommes avec lesquels il a partie liée est important. Plus grand est son pouvoir, dès lors, et plus s'impose le caractère inévitable de ses actes.

En regard, toute description de bataille repose sur un mensonge. Et toute science de la guerre est une plaisanterie. Les conditions dont dépend l'issue d'un combat sont si nombreuses... Les meilleurs généraux sont des individus assez stupides ou distraits, capables de demeurer imperturbablement convaincus de la haute importance de ce qu'ils font. Et les savantes raisons qu'on leur prête après coup sont risibles. De tout ce que pouvait faire Napoléon en Russie, demande Tolstoï, y avait-il plus stupide et néfaste que ce qu'il fit ? Rester à Moscou. Piller. Pour finalement partir au plus mauvais moment. Mais même pour les historiens russes, s'emporte Tolstoï, Napoléon est grand. Cet instrument le plus insignifiant de l'histoire qui jamais nulle part, pas même en exil, n'a fait preuve de dignité humaine ! (p. 605).

Au cours de cette campagne de Russie et contrairement à tout ce qui a été écrit, il n'y eut aucun désir chez les Russes d'attirer les Français vers l'intérieur. Les Russes, au contraire, firent tout pour les arrêter dès l'entrée. Et pas davantage Napoléon ne se montra-t-il soucieux de la trop grande extension de sa ligne ou ne chercha-t-il à provoquer une bataille décisive. Borodino n'avait aucun sens ni pour les Français (elle précipita leur perte finale), ni pour les Russes (elle précipitait immédiatement la perte de Moscou). Les Anglais annoncèrent immédiatement une grande victoire russe, que Koutouzov finit effectivement par proclamer, tandis que Bonaparte, à Moscou, attendait des propositions de paix. Il croyait avoir gagné.

*

La guerre et les conditions de l'action humaine.

Tout survient-il ainsi au hasard, pour faire finalement le jeu d'une Providence incompréhensible ? Il est une autre issue que ce fatalisme aux réflexions de Tolstoï, qui

invite plutôt à considérer la continuité absolue – quoique résultant d’un nombre incalculable de volontés individuelles – du monde humain (p. 276). Nous tentons vainement de trouver à ce dernier quelques causes susceptibles de le guider alors qu’il nous invite plutôt à envisager la *concordance* des agissements humains. Laquelle se marque en premier lieu par le poids du collectif sur chaque individualité.

Il est étrange, souligne finalement Tolstoï, que nous soyons si démunis pour penser cette contrainte, qui n’est pas la négation de notre liberté – de la conscience transportée sur nos actes – mais précisément sa situation. *Les autres nous enchaînent par leur capacité à être immédiatement nous-mêmes*. Pierre ainsi se transforme instantanément et oublie toutes ses résolutions lors de sa rencontre avec un capitaine français dans Moscou en flammes. *Et cette existence des autres en nous, que la guerre met particulièrement à cru ; cette capacité que la masse a par sa seule existence – et non par sa volonté – de nous agir est précisément ce que Tolstoï nomme le pouvoir*. Dans la guerre, ce pouvoir est à cru, car il a pour enjeu direct la vie et la mort.

* *

C) Le pouvoir de vie et de mort

4. 2. 28.

Le pouvoir militaire a pour issue la vie et la mort. Pour l’ennemi d’abord, bien entendu, qu’il soit civil ou soldat. Mais aussi bien pour l’armée commandée, ce qui est moins souligné. Nous envisagerons d’abord le premier aspect, en nous demandant comment naît la décision stratégique.

Le terme de “stratégie” étant assez vague, précisons que nous l’entendrons en distinguant les trois niveaux suivants : dans la conduite des affaires militaires, 1) la stratégie désigne le commandement suprême, dans un cadre militaire aussi bien que politique ou économique ; 2) la conduite des opérations (dite encore “grande tactique”) représente le commandement de l’armée et des corps d’armée ; 3) la tactique désigne la conduite des troupes et unités, selon les objectifs stratégiques.

La décision stratégique.

Carl von Clausewitz est sans doute celui qui en a le mieux parlé (*De la guerre*, 1832-1834²⁴⁰). Pour l’entendre, mieux vaut néanmoins se déprendre des clichés qui collent au personnage, voyant en lui le théoricien rigide et jusqu’au-boutiste du militarisme

²⁴⁰ trad. fr. Paris, Minuit, 1955.

prussien, ainsi que l'apôtre de la guerre totale. En son temps, Clausewitz fut un auteur anti-dogmatique, voire sceptique, a montré Raymond Aron (*Penser la guerre. Clausewitz*, 1976 ; voir notamment I, p. 233²⁴¹).

Dès le début d'un ouvrage qu'il n'aura pas eu le temps de remanier comme il l'entendait – estimant finalement que le Premier livre seul (sur huit) correspondait totalement à sa pensée – Clausewitz se défend de vouloir réduire la guerre à une sorte d'algèbre. Et toute sa pensée reste en fait guidée par deux constats : 1) la brutalité de la guerre et la répugnance qu'elle inspire ; 2) la part de l'impondérable, plus élevée en elle que dans toute autre activité humaine. Un constat en lequel on retrouve un écho des thèses de l'aide de camp de Frédéric II, Georg-Heinrich von Berenhorst, voyant la guerre livrée à la pure anarchie, dominée par l'accidentel et la personnalité singulière propre de ses acteurs (*Betrachtungen über die Kriegskunst*, 1779²⁴²).

Toute la réflexion de Clausewitz est fondée sur un constat : la guerre est un acte de violence auquel on ne peut fixer aucune limite. Or les guerres ne sont pas du tout conduites selon ce principe, que les progrès de l'armement seuls auront mis en lumière. De sorte que la formulation d'un tel principe est foncièrement moderne : la violence croît en effet et se déchaîne avec le niveau de civilisation (Livre I, chap. III). Il faut donc reconnaître que dans la conduite des opérations militaires la fin justifie les moyens – il n'est pas de principe modérateur dans la philosophie de la guerre, écrit Clausewitz – en même temps qu'il faut constater qu'il est rare que les choses se déroulent ainsi. Dans la conduite courante de la guerre, chaque belligérant paraît plutôt répugner à fournir des efforts excessifs – notamment à travers la concentration immédiate de ses moyens. Son attitude naturelle est plutôt de se ménager des moyens de décision ultérieure. De sorte que, dans la guerre, chacun se laisse entraîner par l'autre dans la montée aux extrêmes : *chaque adversaire fait la loi de l'autre*. Même entre adversaires, il y a *une continuité essentielle*. Alors que la guerre devrait être l'occasion d'une libération de violence sans limite, elle est en général un rapport de force bien plus mesuré où chaque belligérant ajuste ses objectifs et ses moyens en fonction de ceux de l'autre.

Cette observation peut être élargie à bien d'autres activités que militaires – certains ayant d'ailleurs considéré que tous les secteurs où s'exercent une domination, dont la

²⁴¹ 2 volumes, Paris, Gallimard, 1976. Pour une mise en perspective par rapport aux conflits contemporains, voir B. Durieux *Relire « De la Guerre » de Clausewitz*, Paris, Economica, 2004.

²⁴² Leipzig, Fleisher, 1827.

guerre, relèvent d'une même science des conditions de la décision²⁴³. La concurrence commerciale entre firmes, ainsi, est généralement interactive bien plus qu'unilatérale. Elle peut certes devenir impitoyable mais il est rare qu'une stratégie d'entreprise soit unilatéralement fondée sur la priorité d'éliminer les concurrents ; hormis le cas où un acteur dispose d'une forte situation dominante, sa stratégie consistant dès lors à interdire l'entrée sur son marché de tout concurrent potentiel - en quoi l'on retrouve cette idée que l'agressivité est d'autant plus vive qu'elle peut être exercée sans risques ou qu'elle est la réaction à une menace. Plus couramment, la concurrence est interactive : chacun répond aux initiatives de l'autre et tente de ne pas être distancé.

Il y aurait donc moyen de changer la conduite de la guerre, qui donnerait à celui qui en prendrait l'initiative un avantage décisif, estime Clausewitz. Et cela consisterait à mener la guerre jusqu'au bout de sa logique.

*

Singularité de la guerre, selon Clausewitz.

Sans doute n'a-t-on pas été suffisamment attentif à la richesse d'une telle observation, qui revient à souligner que l'agressivité est rarement délibérée dans le monde humain et correspond plutôt à une réaction qu'à une action. Etant avant tout la réponse proportionnée aux moyens et intentions réels ou supposés de l'ennemi – lesquels, note Clausewitz, sont plus souvent surestimés que le contraire. Tant que l'agressivité est contrainte, les adversaires se tiennent. En regard, la violence devrait être telle qu'elle puisse briser leur continuité - leur jeu. Si la conduite de la guerre est un art, c'est celui de la rupture. Seule la guerre autorise la violence pure, l'agressivité délibérée et immédiate - bien que cela soit si peu courant que Clausewitz paraît en fait le découvrir. C'est ce qu'il tire en effet des exemples de Frédéric II et de Bonaparte. Violence pure, la guerre totale est foncièrement contre-nature. Autant dire que seule l'intelligence de la guerre peut inviter à libérer la violence et non la conduite de la guerre seule.

La guerre totale.

Ce que découvre Clausewitz est qu'au fond rien ne doit retenir la guerre d'être totale. C'est à un déchaînement absolu de violence que doit conduire logiquement

²⁴³ Voir P. Morse & G. Kimball *Methods of operation research*, New York, J. Wiley, 1951.

l'intelligence stratégique. Parce que tel est finalement le principe de la guerre, que l'âge moderne a mis au jour et parce que cette violence est ce qui peut désormais seule permettre à la guerre d'aboutir, c'est-à-dire d'être utile, de remplir son emploi au moindre coût. En quoi Clausewitz en vient à plaider pour le choc non échelonné (III, chap. XII), à affirmer que c'est un non-sens que de conserver des réserves (III, XIII) et à enjoindre de ne pas craindre les pertes, ni pour son propre camp, ni chez l'ennemi - il faut absolument poursuivre ce dernier pour l'anéantir (IV, XI).

On n'a pas assez souligné la singularité d'un ouvrage qui, au fil d'une mûre réflexion, invite à perdre toute inhibition face à la violence ! En même temps, cette violence ne doit être poursuivie qu'à titre purement opérationnel. La guerre n'est qu'un moyen pour le politique. Elle est la réalisation des relations entre Etats par d'autres moyens que diplomatiques et politiques. C'est la formule la plus célèbre de l'ouvrage. Qui signifie que la politique doit maîtriser la guerre et régler son niveau d'intensité²⁴⁴. Qui signifie qu'on peut bien rechercher une paix négociée alors que les combats sont à leur paroxysme et paraissent ne plus pouvoir avoir d'autre issue que l'anéantissement de l'ennemi. La guerre, aussi radicale soit-elle, est rarement exclusive d'autres intérêts.

Pendant la guerre, les affaires continuent.

Avec le blocus continental qu'il imposa à la Grande-Bretagne, Bonaparte engageait une guerre économique, ce qui était relativement nouveau (en pleine guerre avec l'Angleterre, la Convention y envoya une députation pour y proposer l'adoption du système métrique). Cependant, à travers les grandes banques, Londres continuait à emprunter en Europe. Pendant toute la guerre de Crimée, la Russie continua à emprunter sur la place de Londres. Pendant la Première guerre mondiale, la France – première cliente de l'Allemagne en 1914 - continua à envoyer des bovins en Allemagne, par la Suisse, par le biais de laquelle l'Allemagne vendait elle à la France et à l'Italie ses stocks d'obus de qualité insuffisante (obus Thomas), qui finirent par lui manquer. Entre 1915 et 1918, les importations allemandes du Danemark, resté neutre, doublèrent, bien que les Alliés aient exigé des neutres des garanties de non-revente de leurs exportations à l'Allemagne²⁴⁵.

Tout au long de la guerre, en France, on n'osera guère faire payer les riches. Votée en juillet 1914, la mise en place de l'impôt sur le revenu sera reportée jusqu'en 1916 ; alors qu'on instaurera également une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels qui devait taxer les profiteurs de guerre mais qui suscita une fraude massive qui ne fut combattue qu'avec

²⁴⁴ Voir B. Colson *Clausewitz*, Paris, Perrin, 2016.

²⁴⁵ Voir M. Ferro *La grande guerre*, Paris, Gallimard, 1969 & 1990.

mollesse. Pendant toute la guerre, la principale ressource de l'Etat français fut l'endettement à travers l'émission de bons du Trésor²⁴⁶.

La guerre la plus totale ne fait pas plier la poursuite des affaires. Au cours de la Seconde guerre mondiale, Coca Cola continua à être présent en Allemagne²⁴⁷ et dans les pays conquis et US Steel conservera ses usines dans la Ruhr, y engrangeant de nombreux profits. La British Petroleum, pourtant contrôlée à 51% par le gouvernement anglais, factura ses livraisons de carburant aux marines de guerre alliées à un prix largement surévalué, résultant d'une entente du cartel des sept plus grandes entreprises pétrolières avant-guerre. L'Américain Exxon sera lui inculpé deux fois en 1941 pour avoir fourni des secrets industriels au Reich et sera finalement condamné à une amende de... cinquante mille dollars²⁴⁸. Et quant à Alfred Krupp, du côté allemand, jugé à Nuremberg, il ne restera en prison que jusqu'en 1951 et sera libéré avec un "dédommagement" équivalent à cinquante millions d'euros actuels. Il reprendra sans trop de difficulté le contrôle de ses aciéries²⁴⁹.

La guerre enrichit et elle n'échappe pas ainsi à l'influence de la haute finance – non forcément dans un sens belliciste d'ailleurs. On a pu souligner que les intérêts financiers ont plutôt joué contre la survenue de conflits majeurs en Europe tout au long du XIX^e siècle. On a dit que les Rothschild avaient pesé, ainsi, pour éviter une guerre avec la Hollande lors de l'indépendance de la Belgique, en 1830²⁵⁰. Ce « parti de la paix », soucieux de ménager le commerce et les investissements entre nations, représenta historiquement un facteur totalement nouveau, qui a pourtant été assez peu étudié en regard de son importance.

La réflexion de Clausewitz montre surtout qu'une tactique, aussi excellente soit-elle, n'en peut mais si la stratégie sur laquelle elle repose n'est pas assurée. Nous y reviendrons. Pour le moment, soulignons surtout qu'une telle réflexion cultive quelque peu le paradoxe. Pour la comprendre, en effet, il faut admettre que la violence n'est qu'un moyen et d'autant mieux employé que cette violence est plus élevée - qu'elle peut paraître plus inexpiable, donc. La violence doit être la plus extrême possible mais, en même temps, parce qu'elle n'est qu'un moyen, cette violence n'a pas de sens pour elle-même. Elle doit être maîtrisée. Entre ces deux exigences, on disposera des moyens – les hommes – de manière raisonnée et insensible. Clausewitz écrit à l'âge des lignes de soldats-pions, qu'illustrent particulièrement les batailles napoléoniennes. Et, au total, sa pensée était sans doute un peu trop habile pour être communément reçue. De fait, elle fera le plus souvent l'objet d'interprétations unilatérales.

²⁴⁶ Voir J-B. Duroselle *La Grande Guerre des Français*, Paris, Perrin, 1994.

²⁴⁷ Voir L. Tournès *Américanisation*, Paris, Fayard, 2020, pp. 299-300.

²⁴⁸ Voir également E. Black *IBM et l'Holocauste*, 2001, trad. fr. Paris, R. Laffont, 2001.

²⁴⁹ Voir E. Laurent *La face cachée du pétrole*, Paris, Plon, 2006, notamment p. 62.

On a fait de Clausewitz un kantien. Pourquoi pas ? Mais Clausewitz va pourtant tout à fait à l'encontre de nombre des principes que Kant pose dans son *Projet de paix perpétuelle* (1795²⁵¹) et notamment celui selon lequel il faut qu'il reste toujours à la guerre une sorte de confiance dans les principes de l'ennemi - ce qui interdit la guerre à outrance - pour qu'on puisse envisager une paix ultérieure. Clausewitz, en revanche, entra en correspondance avec Fichte²⁵².

Frappés de ce qu'avec lui la violence pure puisse être sagement raisonnée et l'affrontement armé être présenté comme une réalité extrême, ultime, certains ne retiendront de Clausewitz que cet aspect et érigeront la guerre au rang d'un absolu : l'horizon ultime et l'épreuve suprême des peuples. Erich von Ludendorff finit ainsi par affirmer que la politique est au service de la guerre, ayant à organiser la cohésion "animique" du peuple, dans une lutte raciale ultime des peuples pour la vie (*La guerre totale*, 1935, chap. II²⁵³). A la même époque, Basil Liddell Hart parlait de "grande stratégie", pour dire que le développement économique et démographique doit d'abord être envisagé pour sa contribution aux forces armées.

Réciproquement, d'une manière devenue assez fréquente de nos jours, à ne retenir que le caractère d'option stratégique de la violence débridée, on la reconnaîtra comme un moyen d'action parmi d'autres et l'on verra la guerre partout. On rapprochera notamment la stratégie militaire de la stratégie d'entreprises²⁵⁴. Pour Clausewitz, cependant, la guerre, au bout de sa logique, est un jeu à somme nulle : non seulement l'un gagne ce que l'autre perd mais ce dernier risque de tout perdre. La guerre est organisée et conduite précisément en vue d'un tel paroxysme qui n'admet aucune limite ni aucun recours – et n'est guère assimilable à cet égard à une situation de concurrence commerciale ; sans quoi il faudrait recommander aux entreprises, comme solution la plus décisive, l'affrontement armé direct avec leurs concurrents !

Ce qui a d'ailleurs historiquement pu être le cas, notamment dans le cadre du commerce international. Les Compagnies des Indes européennes se sont parfois fait une véritable guerre, de manière plus ou moins directe et, comme la compagnie anglaise, ont pu être conduites, pour la défense de leurs intérêts, à mener des opérations militaires allant, dans le cas de l'Inde, jusqu'à la colonisation. Ce n'est en

²⁵⁰ Voir M. Flandreau & J. H. Flores *The peaceful conspiracy: Bond markets and international relations during the Pax Britannica*, Cambridge University Press, 2012.

²⁵¹ *Œuvres philosophiques III*, trad. fr. Paris, Pléiade Gallimard, 1986. Voir A. Philonenko *Essais sur la philosophie de la guerre*, 1976, Paris, Vrin, 1988.

²⁵² Voir A. Philonenko *L'œuvre de Fichte*, Paris, Vrin, 1984, p. 170-171.

²⁵³ trad. fr. Paris, Flammarion, 1936.

²⁵⁴ Voir notamment J. D. Williams *La stratégie dans les actions humaines, les affaires, la guerre et les jeux*, 1954, trad. fr. Paris, Dunod, 1962. Voir également B. Esambert *La guerre économique mondiale*, Paris, O. Orban, 1991.

effet qu'après la révolte des Cipayes (1857) que la Couronne britannique prendra directement en charge l'administration du pays (la Compagnie sera supprimée en 1858). On sait également que la Compagnie, pour se financer, organisa la vente d'opium en Chine ; une activité criminelle au sens propre dès l'époque, dont les conséquences seront énormes²⁵⁵.

La violence guerrière n'est autre que la possibilité d'exploiter au maximum, sans frein, une situation de vulnérabilité chez l'ennemi. Elle tient à une disproportion et cherche une rupture décisive entre les adversaires. Toute situation d'équilibre, de marché, l'inhibe donc. Comme l'illustre le fameux dilemme du prisonnier.

Le dilemme du prisonnier et les coupes de football.

La situation baptisée "dilemme du prisonnier" par Albert W. Tucker en 1950 a suscité d'innombrables spéculations et une abondante littérature²⁵⁶. Parmi ses nombreuses formulations, on peut retenir celle-ci : vous êtes accusé en compagnie d'un comparse et chacun est détenu dans une cellule différente. Ce qu'on vous reproche d'avoir fait peut vous valoir 1 an de prison. Si votre comparse témoigne contre vous, l'accusation sera plus grave (il vous désignera seul responsable) et vous vaudra sûrement 3 ans. Si chacun témoigne contre l'autre, vous serez sans doute condamnés tous deux à 2 ans. Or l'on vient vous voir en vous promettant de vous libérer si vous dénoncez votre comparse - auquel vous vous doutez bien qu'on a dû proposer le même marché. Dès lors, que déciderez-vous ? Le meilleur parti serait de trahir votre comparse. Mais s'il fait de même, vous passerez deux ans en prison et seulement une année si chacun se tait. Vous pourriez donc choisir de vous taire. Mais si lui parle ? Vous risquez trois ans. Si prime le chacun pour soi, chacun se retrouvera dans une situation bien inférieure à celle qu'aurait permis l'instauration de la confiance. On démontre que le mieux est d'éviter le pire... En l'occurrence, cette démonstration ne nous intéresse pas ici mais la situation elle-même, pour souligner qu'elle n'est absolument pas stratégique : on ne peut exploiter la vulnérabilité d'un adversaire puisque ici, si les intérêts sont certes antagonistes, les adversaires disposent précisément des mêmes moyens. Dans une telle situation – que beaucoup présentent comme une sorte de théorème stratégique - le conflit n'est pas possible. C'est une situation du type Guerre froide. C'est une situation où la guerre est précisément impossible, les forces en présence s'équilibrent ou se contrebalançant – en ce sens, le terme (*guerra fria*) fut la première fois employé au XIII^e siècle par les Espagnols pour décrire leurs relations avec leurs voisins musulmans. Dans ce genre de situation (on peut également citer « l'impasse mexicaine » entre belligérants dont aucun n'a intérêt à agir le premier), où les forces en présence sont pratiquement équivalentes, si des affrontements ont lieu, leur issue est largement contingente. Les matchs de football l'illustrent bien.

²⁵⁵ Voir M. Morineau *Les grandes compagnies des Indes orientales (XVI^e-XIX^e siècles)*, Paris, QSJ PUF, 1994.

²⁵⁶ Voir W. Poundstone *Le dilemme du prisonnier*, 1992, trad. fr. Paris, Cassini, 2003.

*

Dans une situation de compétition où les équipes se valent toutes à peu près, les écarts entre elles sont comme distribués au hasard, montre une étude de la saison 2001-2002 du championnat français de Première division²⁵⁷. Les équipes se neutralisent et les scores sont très bas. Quand ils sont en moyenne de 1/0 (ce qui est fréquent de nos jours), une équipe qui marque en moyenne deux fois plus de buts qu'une autre n'est pas assurée de gagner, ce qui peut en revanche arriver à l'équipe la plus faible si elle est plus chanceuse, *tant le score en l'occurrence neutralise finalement la valeur (très serré, il rend insurmontable le moindre faux-pas), loin de la révéler.*

Dans un tel cas de figure, il s'agirait de provoquer une rupture, de se créer une supériorité qui l'emporte sur les aléas. Mais cela n'est vraiment possible qu'en intensifiant la lutte, en déchainant la violence, hors de tout cadre. La guerre représente précisément cette possibilité.

*

Si Clausewitz veut la guerre la plus violente possible c'est parce que par la montée aux extrêmes, tire-t-il de l'observation des guerres modernes, il est possible de créer une supériorité d'un adversaire sur l'autre qui l'emporte sur les contingences et qui permet de surmonter la déperdition inhérente à tout combat. Car, dans la conduite de la guerre, Clausewitz l'a souligné plus que quiconque, tout devient visqueux.

La décision stratégique intervient dans un contexte de viscosité.

La guerre est la rencontre d'un ennemi doué d'initiatives et susceptible de mobiliser toutes ses ressources. C'est encore un combat entre deux volontés où chacune doit deviner et anticiper l'autre. Quant à la volonté, les ennemis sont a priori égaux dans la guerre, où joue, plus que dans n'importe quel autre cadre sans doute, la règle de réciprocité des actions. La guerre n'est pas la chasse ainsi, marquée par l'affrontement entre la force brute et l'ingéniosité, même si le fantasme inévitable est de vouloir conduire les deux de manière similaire, ainsi qu'y invitent nombre d'arts de la guerre et notamment celui de Sun Tzu, nous l'avons vu. Le rêve d'être un chasseur revient à exercer une supériorité qui ne laisse que peu de chances à la proie.

²⁵⁷ Voir J. Wesson « La glorieuse incertitude du football » *Pour la science* n° 301, novembre 2002, pp. 66-69. Certains estiment que les capacités physiologiques humaines ont atteint pratiquement leurs limites dans la plupart des sports. De sorte que sauf à recourir à des artifices (dopages, prothèses, ...), les records ne peuvent être que de plus en plus serrés, de même que les écarts de scores entre équipes.

Edward Luttwak le souligne (*op. cit.*), en situation de guerre il n’y a pas de solution optimale et pas de logique linéaire : la plus mauvaise route peut être la meilleure, justement parce qu’elle est la pire ; c’est au moment où l’ennemi est le plus enfoncé que la position de l’agresseur peut bien être la plus fragile, etc. Tout résiste en guerre, notait Clausewitz : les hommes, le temps, les renseignements, dont on n’est jamais sûr. Tout baisse de niveau par suite d’innombrables frictions. Et ce frottement ne peut, comme en mécanique, être concentré sur quelques points (I, chap. VII). Car il reste toujours les circonstances. La guerre peut toujours être plus ou moins la guerre (Fin du livre). Il faut beaucoup d’efforts et de détermination pour la mener au bout de ses possibilités. Notations banales, dira-t-on. Mais qu’on interprète pourtant rarement pour ce qu’elles indiquent : la guerre est l’œuvre commune des ennemis, comme dit Jünger.

Au titre de la réciprocité d’action, il faudrait par exemple considérer que le grand avantage d’Alexandre – son génie - fut la passivité de Darius. Alexandre profita en effet pleinement d’une situation que Leibniz décrit à propos des Turcs et qui vaut aussi bien pour les Mongols et bien d’autres épopées guerrières : « tout le secret des Turcs, écrit Leibniz, c’est que, sans cesse agresseurs, ils n’ont jamais à se défendre. De là leur puissance, leur sécurité et leur succès. Rien ne les empêche de poster sur un même point les ressources infinies dont ils disposent » (*Projet de conquête de l’Egypte*, 1672, Sommaire, XIII²⁵⁸). Le génie stratégique d’Hannibal à Cannes fut comme l’autre face du désaccord des deux consuls romains face à lui²⁵⁹. Tandis que le succès français sur la Marne en 1914 eut parmi ses principales causes directes les désaccords et incompréhensions entre l’Etat-major allemand et Von Kluck²⁶⁰. On en conclut généralement plutôt à la valeur militaire de Joffre (qui sauva ainsi son commandement).

Charles de Gaulle a écrit un petit livre très suggestif à cet égard, où il analyse également le rôle de l’amiral Tirpitz au cours de la Première guerre mondiale. Pour des raisons tenant essentiellement à sa mésentente avec le Chancelier Bethmann-Hollweg, Tirpitz va d’abord condamner la guerre sous-marine pour finir par en être le principal promoteur, promettant de mettre ainsi la Grande-Bretagne à genoux en 6 semaines. Tirpitz imposa des idées inspirées essentiellement par des considérations politiques et sans que nombre de questions essentielles aient véritablement été traitées : était-il vraiment possible d’abattre la Grande-Bretagne ainsi ? La guerre sous-marine sans restriction n’allait-elle pas précipiter l’entrée en guerre des Etats-Unis ? De Gaulle montre encore que la rivalité entre Falkenhayn et Hindenburg fit manquer à l’Allemagne bien des occasions d’en finir avec la Russie. A la guerre, note-t-il, il y a quelques principes

²⁵⁸ *Œuvres de Leibniz* publiées par A. Foucher de Careil, T. V, Paris, Firmin Didot, 1864.

²⁵⁹ Voir B. Fawcett (ed) *How to lose a battle*, New York, Harper Collins, 2006.

²⁶⁰ Voir J. Netter *Le mémoire de v. Kluck sur la marche sur Paris et la bataille de la Marne* in Karl von Bülow *Mon rapport sur la bataille de la Marne*, trad. fr. Paris, Payot, 1921.

essentiels mais pas de systèmes universels. Les circonstances et les personnalités l'emportent (*La discorde chez l'ennemi*, 1924²⁶¹).

Professeur à l'école de guerre, Ferdinand Foch n'avait jamais combattu lorsqu'il se retrouva à la tête d'un corps d'armée en 1914, à 63 ans. Commettant de tragiques erreurs de commandement, il fut éloigné du champ de bataille. Mais il sut, à l'arrière, fédérer les efforts alliés et il finit maréchal, la victoire aidant²⁶². L'histoire est généreuse avec les vainqueurs. C'est qu'il lui est très difficile de ne pas considérer le succès comme une révélation : de la valeur d'un peuple, de la supériorité d'un individu, de la justice immanente d'un combat, du sens de l'Histoire, etc. Pourtant, Joffre en 1914 n'a pas davantage montré de supériorité stratégique que l'Etat-major français ne s'est montré en 1940 incapable de deviner une tactique allemande de guerre-éclair qui, dans les faits, fut largement improvisée, nous le verrons. On peut cependant facilement parier que nous continuerons longtemps à dire le contraire et que de grandes réflexions stratégiques continueront à s'inspirer d'exemples infondés. Ainsi Mao Tsé-toung, défendant un idéal tactique consistant à attirer l'ennemi par une faiblesse feinte, pour mieux l'anéantir au moment où il sera devenu le plus fragile en étirant ses lignes sur un territoire qu'il ne maîtrise pas - s'inspirant particulièrement de ce qu'il nomme la clairvoyance stratégique des Russes face à Napoléon et de celle de Joffre face à la première offensive allemande (*La stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine*, 1936, p. 62²⁶³). Une clairvoyance qui fut certainement des plus limitées dans les deux cas.

Personne n'agit seul et Waterloo ainsi ne fut une victoire alliée qu'au croisement de nombreux facteurs : la validité du système de bataille wellingtonien et l'épuisement réciproque du système napoléonien - qui fit beaucoup pour la victoire des Alliés, sans que ceux-ci y soient pour grand-chose - et le poids des circonstances, tout de même que les indécisions et erreurs de Ney, etc.

Alors que les ordres de Bonaparte lui parviennent mal et sont négligemment remplis par Soult, Ney hésite quant à l'emploi du Premier corps d'armée de Drouot d'Erlon : 20 000 hommes sont ainsi promenés tout l'après-midi. Face à Quatre-Bras, Ney hésite encore et gravement. Interprétant un changement de position anglais comme un repli, il lance deux divisions de cavalerie sans aucun soutien à 15 heures. Il laisse en fait les Anglais se regrouper en défense sur le plateau avec deux avant-postes fortifiés : le château d'Hougemont et la ferme de la Haye-Sainte. Lorsqu'il emporte la Haye-Sainte, vers 18 heures, Ney n'a plus aucune force pour exploiter ce succès. Et les Prussiens arrivent...

²⁶¹ Paris, Berger-Levrault, 1944.

²⁶² Voir J-C. Notin *Foch*, Paris, Perrin, 2008-2018.

La guerre est un phénomène de violence. Or, Clausewitz y insiste, la violence ne se libère pas facilement. Rares sont les chefs qui attaquent, notait Bonaparte. Cela ne relève pas tant de quelques freins psychologiques que d'un état de faits beaucoup plus simple : il est rare qu'une situation soit créée qui 1) permet effectivement que l'adversaire soit écrasé et qui 2) soit comprise comme telle par celui qui peut déclencher les hostilités. Le désir d'avoir tout de suite une situation claire ne permet guère de sonder les perspectives de rupture et fait au contraire le jeu de celui qui veut décevoir et tromper²⁶⁴ – comme Bonaparte, à Austerlitz, fit croire qu'il entamait une retraite, poussant Russes et Autrichiens à l'attaque une fois sa position choisie²⁶⁵.

L'histoire militaire, ainsi, est autant celle de grands capitaines que celle de généraux médiocres. Chaque fois qu'une série de victoires survient, il est pratiquement impossible de savoir ce qui a provoqué le déséquilibre. La continuité humaine, ici encore, est essentielle, quoique nous nous empressions de désigner un vainqueur. Est-ce le "génie" de Bonaparte qui a provoqué les éclatants succès du début de l'Empire ? La question n'a guère de sens, au fond, car Bonaparte n'a pas affronté n'importe quelles armées. Son discernement tactique n'a pu naître qu'à la mesure de l'incompétence des troupes qui lui faisaient face ; qui par rapport à l'organisation des siennes, avaient cinquante ans de retard (voir 4. 2. II). La supériorité tactique de Bonaparte ne pouvait être créée qu'en continuité avec la conduite de la guerre que menaient ses ennemis, puisqu'elle consistait à exploiter les failles de cette dernière. Les premiers succès allemands de la Seconde guerre mondiale, de même, sont comme un coefficient appliqué à l'impréparation totale des armées polonaise, française, anglaises et soviétiques (dont, avec les purges staliniennes, le commandement avait été totalement décapité). Cette continuité de la guerre – le perdant « fait » en quelque sorte son gagnant - explique en large partie la chance dont ont pu bénéficier certains généraux, aussi bien que le génie qu'on leur a aussitôt reconnu. Ainsi du maréchal de Villars, vainqueur malgré lui de Denain. Comment un tel incapable a-t-il pu acquérir un tel renom ? demande Saint-Simon ; confessant que le renom qu'un infatigable bonheur a permis à ce personnage d'acquérir l'a souvent dégoûté de l'histoire (*Mémoires*,

²⁶³ trad. fr. Paris, Ed. sociales, 1951.

²⁶⁴ Voir Y. Chauty « De la déception : concepts et applications » *Revue de la cavalerie blindée*, octobre 2000, n° 198.

²⁶⁵ Mais Austerlitz fut sans doute une bataille bien plus improvisée qu'il n'a été raconté ensuite. Voir J. Garnier *Austerlitz. 2 décembre 1805*, Paris, Fayard, 2005.

posthumes 1829, II, p. 112²⁶⁶). Clausewitz invite à reconnaître la guerre comme un phénomène de déséquilibre partagé – comme sur une balance – c’est-à-dire de continuité. La clairvoyance du tacticien est à la mesure exacte de la viscosité décisionnelle et de la faiblesse de son ennemi.

*

Au titre de la paradoxale logique guerrière, il faut encore considérer que la viscosité décisionnelle au sein des armées (mauvaise transmission et interprétation des ordres, rivalités entre bastions et barons au sein des unités, etc.) peut être un avantage, laissant la place aux multiples initiatives et permettant de parer les dangereuses idées trop simples - comme en Crimée, Nicolas Ier ordonna que pas un seul canon ne soit perdu, ce qui se traduisit par nombre de replis prématurés de l’armée russe afin de protéger l’artillerie. Mais au-delà de ces ajustements, qui font que parfois les ordres ne sont – heureusement - pas appliqués, seule une résolution stratégique peut permettre de surmonter les risques d’enlisement, de viscosité opérationnelle. Et c’est pourquoi l’on peut juger que, trop cantonnée au champ de bataille, la stratégie napoléonienne fut bien naïve et limitée en regard de celle de l’Angleterre, intégrant les aspects militaires à un dispositif stratégique beaucoup plus large ; comptant notamment sur l’influence de l’argent et faisant choix de développer prioritairement la marine. Bonaparte se battait avec ses voisins. L’Angleterre pensait déjà sa stratégie en termes mondiaux.

Cette stratégie anglaise par rapport aux puissances de l’Europe continentale fut très tôt formulée et fut théorisée dès 1685 par Charles Davenant (*An Essay upon Ways and Means of Supplying the War*²⁶⁷).

Un épisode singulier illustre parfaitement ces notations : la “guerre-éclair” menée par l’armée allemande en France en 1940, telle que la décrit Karl-Heinz Frieser en une éclatante analyse (*Le mythe de la guerre-éclair*, 1995²⁶⁸) – dont la lecture est à recommander à quiconque s’intéresse, au-delà de l’histoire militaire, aux réalités de l’action humaine.

Le mythe de la guerre-éclair.

²⁶⁶ Paris, Pléiade Gallimard, 1983.

²⁶⁷ London, Tonson, 1695.

La campagne que les Allemands menèrent en France en mai 1940 correspond à la rencontre de certaines idées opérationnelles et d'un plan particulier. Quant aux idées, elles avaient trait à l'intérêt porté à l'arme blindée, dont un certain nombre d'auteurs (Basil Liddell Hart²⁶⁹, J. C. F. Fuller) prédisaient qu'elle allait révolutionner la guerre terrestre – Charles de Gaulle plaidait même pour la formation d'une force blindée professionnelle, en remplacement d'une infanterie ayant à subir les conséquences d'une natalité déclinante (*Vers l'armée de métier*, 1934²⁷⁰). Dans ce cadre, certains avaient proposé, sans convaincre, de coupler l'emploi des chars et de l'aviation pour développer une guerre de mouvement menée à grande vitesse. Ce fut notamment le cas de Heinz Guderian en Allemagne, ainsi que de Mikhaïl Frounzo et Mikhaïl Toukhatchevski en URSS. En 1940, aucune armée n'avait néanmoins formulé de doctrine très cohérente quant à l'emploi des chars. C'est que les exercices opérationnels, dans les années 20, avaient été décevants. Tout comme l'emploi des chars en Espagne. Et puis, le développement de chars offensifs ne correspondait guère au climat international de désarmement. Français et Anglais avaient ainsi plutôt opté pour des chars légers, destinés à l'exploitation des percées de l'infanterie. En 1940, ils disposaient ensemble de près d'un millier de chars de plus que les Allemands mais sans équipement radio et répartis par petits groupes dans les unités d'infanterie. Les Allemands eux-mêmes n'avaient pas de corps blindés en Pologne, malgré les recommandations de Guderian, qui se vit préférer Von Kleist pour prendre la tête du premier groupe blindé formé.

Quant au Plan, il avait été tracé par Erich von Manstein en octobre 1939. Il consistait à choisir de mener l'assaut là où on l'attendait le moins : à travers les forêts des Ardennes, réputées impraticables ; c'est-à-dire entre le corps franco-britannique regroupé au Nord, que l'on encerclerait et la ligne Maginot, au Sud, que l'on contournerait.

Les Français y avaient songé - en 1938, lors d'un exercice sur carte, le général Prételat déroula exactement le scénario qui allait se réaliser – mais n'y croyaient pas. En mars 1940, au député Taitinger, à la tête de la Commission de la défense de l'Assemblée nationale, qui s'alarmait du manque de dispositif autour de Sedan, on répondit qu'il ne devait pas s'inquiéter. Les Allemands, à vrai dire, n'y croyaient pas beaucoup plus ! Le Général Franz Halder avait eu tôt fait d'affecter Manstein à un poste très secondaire et son projet n'avait pas même été transmis au Haut Commandement. Ce sont deux collaborateurs de Manstein qui réussirent à en saisir le chef du bureau des aides de camp d'Hitler. Or, ce dernier avait également imaginé de percer par Sedan. Il convoqua donc Manstein et, pour une fois, écouta ce qu'on lui exposait – quoiqu'il ne souffrit pas Manstein, soupçonné d'être antinazi, et qu'il ne comprit guère la portée de son Plan. Il n'accorda à Manstein que le crédit d'avoir été seul d'accord avec lui.

Esprit fort, Manstein avait été écarté du haut-commandement, malgré le soutien de Von Rundstedt. Et pour l'écarter, Halder avait d'assez bonnes raisons : ne pas provoquer le côté risqué-tout d'Hitler et ne pas reproduire l'échec du Plan Schlieffen en 1914, dont le Plan Manstein

²⁶⁸ trad. fr. Paris, Belin, 2003.

²⁶⁹ La paternité que Liddell Hart s'est attribuée de la guerre-éclair, notamment en interrogeant des généraux allemands après-guerre a été fortement contestée. Voir J. Mearsheimer *Liddell Hart and the Weight of History*, Cornell University Press, 1988.

²⁷⁰ Paris, Pluriel Livre de poche, 1973.

reproduisait en fait exactement la première mouture. Mais si, selon un principe de « porte tournante », le Plan Schlieffen voulait pousser les Français au sud et se rabattre sur leur dos par le nord, le Plan Manstein prévoyait le contraire.

Ainsi, c'est en 1940 que les Français ont été vaincus par le Plan Schlieffen – ne trouvant rien à opposer aux Allemands qui, cette fois, lancèrent une attaque couplant chars et avions ; ceci n'étant d'ailleurs guère prémédité mais tenant plutôt au fait qu'on croyait assez mollement au Plan : les unités qu'on destinait aux combats les plus importants se battaient de manière beaucoup moins innovante. En face, à l'endroit où la percée eut lieu, la France n'alignait qu'une quinzaine de divisions, essentiellement composées de réservistes. Encore ne réagirent-elles pas vivement, l'Etat-Major estimant qu'il faudrait du temps aux Allemands pour amener l'artillerie qui leur serait nécessaire pour franchir la Meuse²⁷¹. Halder ne pensait guère différemment. Au sein de l'état-major allemand, personne ne croyait trop à une victoire rapide contre la France. Gamelin faisait très bonne impression.

On sait que la percée de Sedan ne prit finalement que quelques heures, ceci tenant au fait, qu'en tête, les généraux allemands ignorèrent assez largement les directives qui leur étaient données (et purent s'appuyer sur un as de la logistique, le colonel Zeitzler). Flairant un piège, une nouvelle bataille de la Marne, Hitler arrêta deux fois ses chars, en effet. Et ce fut Halder qui, finalement, sauva le Plan. Au total, cette "guerre-éclair" illustre parfaitement les situations que nous avons relevées :

- la viscosité opérationnelle : le premier jour de l'offensive, les blindés allemands furent bloqués dans un embouteillage de plusieurs kilomètres dans les forêts des Ardennes. Un avion français les repéra mais ne fut pas cru et les Alliés laissèrent ainsi passer une occasion inespérée. Mais du côté allemand, aussi bien, rien ne se fit que parce qu'on ne respecta pas à la lettre les consignes venues d'en haut ;
- au titre de la réciprocité d'action : le succès allemand s'explique d'abord par l'incroyable manque de réaction des Français, trop avancés au nord et qui ne tentèrent pratiquement pas d'attaquer les flancs découverts de la poussée allemande vers la Manche. A ce moment-là, les fuyards bloquaient les routes, l'aviation était dispersée, le commandement était dépassé ;
- quant à la viscosité décisionnelle, enfin, elle aboutit à laisser s'échapper le corps britannique à Dunkerque, puisqu'on arrêta les chars pour envoyer la Luftwaffe à leur place, laquelle n'était pas équipée pour percer le blindage des navires. Sans doute Hitler ne voulait-il pas que ses généraux prennent trop d'ascendant – même si sa propagande invoqua par la suite d'autres raisons plus nobles, comme de ménager sciemment la Grande-Bretagne. La question a fait débat. Certains historiens estiment que c'est bien Von Rundstedt qui a pris la décision d'arrêt. A ce stade, le haut-commandement allemand était complètement dépassé. Rien n'avait vraiment été prévu contre la Grande-Bretagne.

²⁷¹ Voir D. E. Showalter *Ce que l'armée française avait compris de la guerre moderne* in M. Vaisse (dir) *Mai-Juin 40. Défaite française, victoire allemande. Sous l'œil des historiens étrangers*, Paris, Autrement, 2000.

*

Aboutissement de toute la campagne de guerre-éclair, Dunkerque manqua d'être une bataille décisive, au sens de Clausewitz (voir ci-après) dans la mesure où Hitler ne sut pas lui donner une véritable tournure stratégique : faire plier la Grande-Bretagne en retenant son armée prisonnière. Une situation, qui aurait justifié l'emploi de la plus grande violence pour être exploitée fut négligée même par Hitler ! La violence, décidément, ne se déclenche pas facilement...

Très loin d'être une doctrine stratégique, ainsi, la guerre-éclair fut une solution assez aventureuse qui aurait pu, malgré tout, donner aux Allemands la possibilité de gagner une guerre qu'ils abordaient en situation d'infériorité de moyens. On peut dire que son succès ne tint ni au hasard ni à une détermination ferme. Il faudrait plutôt dire que les volontés, en l'occurrence, sont nées à l'événement. Mais nous ne savons guère penser l'action humaine en ces termes.

Mais il y a plus, car le principe d'égalité d'action entre ennemis invite finalement à reporter toute supériorité acquise dans l'affrontement à un effet de volonté. Phénomène massif, la guerre se réduit aussi bien à l'affirmation d'une volonté singulière, au sens où toute rupture décisive ne peut guère être pensée et tactiquement développée qu'à ce niveau. Le simple jeu des masses et du feu tend à se stabiliser dans une sorte d'équilibre si les adversaires ne sont pas de tailles incomparables. La violence, elle, est affaire d'intelligence. Quand elle est décisive, la guerre, qui peut régler le sort de milliers ou de millions d'individus, est finalement l'affaire de quelques-uns ou même d'un seul – comme à Salzbach (1675), les soldats dirent qu'il n'y avait qu'à lâcher le cheval de Turenne, qui venait d'être tué. Lui au moins saurait où aller, quand les lieutenants-généraux étaient incapables de poursuivre la manœuvre ! A la guerre, tout peut dépendre de l'erreur ou de l'aveuglement d'un seul – comme Wellington crut d'abord que Bonaparte voulait le couper des ports de la Manche, ce qui serait revenu à le jeter contre les Prussiens et qui était tout le contraire de ce que les Français pouvaient souhaiter ! Ceci est inévitable et n'est pas aberrant, car on conçoit mal un système de décision collégial dès lors qu'il s'agit de s'affranchir de la logique linéaire du rapport arithmétique des forces. Un discernement collectif est plutôt rare. L'intelligence se dévoile plus fréquemment dans un coup d'œil individuel.

Les qualités qu'on répute celles d'un bon général seront très tôt fixées et n'ont pratiquement pas changé depuis. Promptitude de décision et clairvoyance caractérisaient Thémistocle, selon Thucydide (*Guerre du Péloponnèse*, I, IV, 138). Il faut à un général un esprit plus vigoureux que brillant, souligne de même Clausewitz. Une intelligence subtile et pénétrante, sachant discerner d'instinct la vérité et capable de se résoudre en un coup d'œil (*De la guerre*, I, chap. III & IV).

Que la décision stratégique soit réservée à un seul, cela suit la logique de la guerre, ainsi. Mais non forcément ce qu'on en tire : qu'il existerait un art de la guerre par lequel l'un des adversaires trouverait le moyen d'imposer sa loi à l'autre. Et que la décision stratégique relèverait du génie dans certains cas. *La décision stratégique n'est jamais que l'exploitation intelligente d'un déséquilibre*. Bonaparte, ainsi, n'a rien inventé mais a hérité les moyens de ses actions. De sorte qu'on ne peut imaginer un Napoléon suisse ou danois à la même époque. Mais il a su profiter de ce qui lui était offert. Le bon général ne crée pas la supériorité de sa situation - cela relève d'un niveau stratégique plus élevé. Il constate l'infériorité de l'ennemi. Là est tout l'art de la guerre - qui est d'abord de ne pas croire à la supériorité de l'adversaire. Ainsi de Bonaparte en Italie. Ainsi de Wellington face à Bonaparte. A l'âge moderne, cependant, on aura volontiers cru le contraire. Et personne ne fit plus pour le faire accroire qu'Henri-Antoine de Jomini, dont l'influence sur les Etats-Majors (notamment français et américains) sera déterminante au XIX^e siècle et au-delà (*Précis de l'art de la guerre*, 1836²⁷²).

Raisonner la guerre en principes simples et clairs fut une tendance tout au long du XVIII^e siècle : avec Jacques de Chastenot de Puységur (*Art de la guerre par principes et règles*, 1749²⁷³), Henri Lloyd (*Mémoires militaires*, 1781²⁷⁴), traduit en allemand par Georg von Tempelhoff, qui formalisa le concept de ligne d'opération ou Dietrich von Bülow (*Esprit du système de guerre moderne*, 1799²⁷⁵). Tous ces auteurs s'inspiraient largement de l'exemple de Frédéric II, sauf Puységur qui décrit plutôt les marches, formations et ordres de bataille de petits soldats bien dressés.

*

Jomini.

Jomini raisonne l'art napoléonien de la guerre, dont il fut un observateur direct. Il en tire différents préceptes et notamment le privilège de l'offensive – Bonaparte s'est pratiquement toujours battu en prenant l'offensive (sauf à Leipzig et à Arcis en 1814). Réciproquement, face à la Prusse en 1870, l'armée française se battra toujours sur la défensive et connaîtra un désastre. Cela explique le « mythe de l'offensive » qui s'emparera de l'Etat-major français jusqu'en 1917.

²⁷² Paris, Perrin, 2001.

²⁷³ 2 volumes, Paris, C. A. Jombert, 1749.

²⁷⁴ Lausanne, 1784.

²⁷⁵ trad. fr. Paris, Marchant, 1801.

Pour Bonaparte, la force d'une armée tenait au coefficient : masse x vitesse. Et tout l'art de la guerre, selon Jomini est l'art de dispenser le choc, c'est-à-dire de porter ses masses le plus rapidement possible en un point décisif de la ligne d'opération. En soi, en effet, le choc ne suffit pas. Il doit être suffisamment soudain et opportun pour provoquer une rupture stratégique. Pour que l'ennemi perde ses capacités de réaction – pour que sa volonté soit subjuguée.

Avec Jomini, la conduite de la guerre doit être brillante. C'est un art qui requiert du génie. En quoi, Jomini se défend d'affirmer qu'il ne s'agit au combat que d'appliquer quelques principes avec une rigueur toute géométrique. Une bataille est un drame passionné, écrit-il. Les opérations le plus brillantes de Napoléon relèvent plus de la poésie que de la science exacte (p. 196 et sq.). La conduite des opérations laisse la place à l'initiative géniale. Peu importe alors le rapport des forces en tant que tel. La guerre est affaire de discernement et de choix. A Narva (1700) Charles XII de Suède écrase 60 000 Russes et 145 canons avec 9 000 hommes et 10 canons. Ironiquement, il renvoyait les officiers prisonniers, jugeant qu'il aurait été dommage pour lui d'en priver le commandement russe... Les Suédois finiront par nous apprendre à les vaincre, disait cependant Pierre le Grand. Lequel, à son tour, se dota d'une armée nationale. Après une première déroute à Liessnaïa (1708) et épuisée par le manque de ressources, que les Russes surent lui retirer, l'armée de Charles XII s'écroula à Poltava (1709). La puissance suédoise ne s'en remettra jamais.

Peu importe l'équilibre numérique des forces car la rupture n'est jamais provoquée qu'en frappant une fraction seulement de l'armée ennemie, souligne Jomini (p. 160). Tout tient à la concentration de ses moyens sur un point décisif (p. 126) : le centre, si la ligne de front est étendue (p. 187), ou les extrémités si l'ennemi est regroupé ; en recherchant un mouvement tournant susceptible de le couper de ses bases et de ses réserves, sans s'exposer soi-même à courir un tel risque. Les solutions tactiques ne sont en fait pas très nombreuses ! Mais c'est que Jomini n'envisage que des situations de combat extrêmement lisibles, où s'affrontent des armées bien en lignes dans des périmètres limités.

Outre l'observation des batailles napoléoniennes, Jomini s'inspire aussi bien des exemples les plus fameux de l'art militaire. Epaminondas de Thèbes s'illustra ainsi par ses attaques sur l'aile gauche de ses adversaires, renversant la tradition qui consistait à appliquer une pression égale sur toute la ligne de front (on a vu là une influence pythagoricienne²⁷⁶). Il écrasa les Spartiates à Leuctres en 371 av. JC. Face à un ennemi

²⁷⁶ Voir P. Vidal-Naquet *Epaminondas ou le problème tactique de la droite et de la gauche*, 1960 in *Le chasseur noir*, Paris, La Découverte, 2005.

posté en demi-lune, il présenta ses troupes en oblique. Hannibal, quant à lui, développa contre les Romains à Cannes l'exemple le plus fameux d'enveloppement par les ailes²⁷⁷.

Clausewitz reprochera à Jomini de ne considérer que des rapports quasi géométriques, faisant fi de nombreuses conditions et notamment des effets moraux sur les combattants des deux camps²⁷⁸.

La bataille décisive.

Conscient de l'échec final de son modèle Bonaparte, Jomini souligne que la victoire est un résultat bien plus qu'une caractéristique de l'action militaire. Beaucoup de guerres, écrit-il, sont gagnées par la partie qui résiste le plus longtemps, quitte à perdre beaucoup de batailles. C'est peut-être que Jomini confond tactique et stratégie. A un art de la guerre fondé sur la rupture d'équilibre dans le cadre de la conduite des opérations, Clausewitz oppose lui l'idée de bataille décisive. Celle qui, proprement *stratégique*, vise un grand résultat au-delà du succès militaire et justifie qu'on y verse tous ses moyens (*De la guerre*, IV, XI). L'Espagne, ainsi, ne se remettra jamais vraiment de sa défaite à Rocroi et de la perte de ses terribles *tercios*. La flotte turque fut durablement anéantie en octobre 1827 à Navarin, dans une bataille qui, pour s'être engagée pratiquement par hasard, n'en sera pas moins décisive. Un genre de bataille que Bonaparte, nous l'avons dit, ne gagna finalement jamais contre quiconque mais qu'il n'a sans doute en fait jamais vraiment cherché, contrairement à l'image que forgera Clausewitz.

Pour gagner, Clausewitz ne croit guère à la ruse – peu fréquente et peu décisive, de sorte qu'on ne peut y allouer de gros moyens (II, X) et qui n'est au mieux que le dernier recours du faible, quoique généralement vain - mais seulement à la surprise. Il pense masse où Jomini pense choc et manœuvre. Au livre II, Clausewitz souligne la nouveauté des concepts de force et de concentration. Dans les récits de bataille du XVIII^e, note-t-il, les forces en présence ne sont couramment pas indiquées et une "obscurité tradition" commande d'en diviser l'emploi (chap. XI).

Au XX^e siècle, la loi de Lanchester posera que la force d'une armée est proportionnelle au carré des effectifs engagés.

²⁷⁷ Voir B. H. Liddell Hart *Histoire mondiale de la stratégie*, 1941 & 1954 trad. fr. Paris, Plon, 1962, pp. 35-36.

²⁷⁸ Voir R. Aron *Clausewitz, stratège et patriote* (1980) in *Sur Clausewitz*, Paris, Complexe, 1987 & Aron *Clausewitz*, I, p. 279.

En revanche, Clausewitz se gausse de notions comme celle de “clé d’un pays”, décidant de la possession de l’ensemble d’un territoire – notions vagues et confuses par lesquelles on veut donner une apparence scientifique à l’art de la guerre (VI, XXIII).

La notion de clé d’un pays est chez Dietrich von Bülow (*Esprit du système de guerre moderne*, 1799, p. 28) et Clausewitz l’expédie un peu vite. La réflexion de Von Bülow est pourtant fort intéressante, qui suggère que dans la guerre moderne la bataille de face à face ne décide plus rien et doit même être évitée, en étirant le front le plus possible et en traçant ses lignes d’opération non pas en direction du front ennemi mais des lieux d’où il tire sa puissance. Point de vue qui s’imposera dès lors qu’on ne croira plus à la bataille décisive.

Tout tient au choix de la direction d’offensive : du point d’application (*Schwerpunkt*), où une supériorité de masse peut être obtenue par concentration de moyens. Puisque la conduite de la guerre est une montée aux extrêmes, il faut s’efforcer d’atteindre le plus rapidement possible le point culminant de l’attaque : où l’on ne dispose encore que tout juste assez de forces pour maintenir une défense en attendant la paix. A ce point, toute dépense supplémentaire de forces est inutile. Et, si l’adversaire n’a pas été suffisamment anéanti, la marée risque de se retourner et la violence du contrecoup dépasser en impact le choc initial. De là, l’obligation de viser d’emblée la destruction totale de l’ennemi (VII, V & XXII).

Un potentiel de force étant donné, il faut s’efforcer de le mobiliser le plus rapidement possible à bon escient – c’est-à-dire réduire le plus possible les forces ennemies tout en limitant ses propres frottements inévitables. La stratégie pose des problèmes tout mécaniques : comment donner à une force la plus grande quantité de travail ? C’est un problème de rendement. Jomini raisonne en termes de victoire – qui est reconnue quand l’un des deux camps n’a plus de possibilités d’initiative. Clausewitz pense en termes de suprématie – qui renvoie à une problématique stratégique qui dépasse de beaucoup le champ de bataille.

*

Finalement, la vérité militaire est très simple – même si tous les arts de la guerre peinent à la reconnaître – pour gagner, il faut faire en sorte d’être le plus fort ! Soit la suprématie est d’emblée acquise et permet un simple déploiement frontal – ainsi se battaient les Romains, convaincus de leur supériorité ; ainsi s’est battue l’armée américaine

à l'époque contemporaine. Soit la suprématie est à conquérir et c'est dans ce cas seulement que la stratégie peut apporter quelque chose, souligne Clausewitz. En constatant une vulnérabilité de l'ennemi et en l'exploitant, par la violence, jusqu'à créer une situation d'effondrement, il faut compter sur l'emploi le plus efficace de ses forces au cours d'une bataille décisive. Mais attention ! La conduite des opérations repose alors sur un sens de l'opportunité et une économie de moyens que permet seul un objectif stratégique clair – comme l'illustrent différentes campagnes inspirées par les principes de Clausewitz.

Batailles clausewitziennes.

En 1866, la conjugaison de la stratégie élaborée par Bismarck et de la conduite des opérations menée par Moltke fit de Sadowa le meilleur exemple de bataille décisive peut-être, au sens de Clausewitz – jusqu'à l'inévitable viscosité opérationnelle, car les Prussiens eurent de fait beaucoup de chance (les ordres parvenaient mal ; refusant de jouer les seconds couteaux, le prince Frédéric-Charles précipita un assaut frontal incongru, ...). Beaucoup, Foch notamment, ont été sévères avec Moltke, le jugeant meilleur chef d'Etat-major que grand stratège. En 1870, de fait, contre la France, aucun de ses plans ne se réalise et ses erreurs sont nombreuses. Le 18 août, ni lui ni Bazaine ne savent ce qu'il se passe à Saint-Privat. Ce n'est que dans la nuit que Moltke découvre qu'il est victorieux. Pourtant, Moltke obtient Sedan, qui est une bataille si décisive que la guerre aurait dû s'arrêter là (si le mythe de la levée en masse, entretenu notamment par Gambetta, ne l'avait pas inutilement prolongée de plusieurs mois²⁷⁹).

A contrario, sans stratégie ferme et sur un territoire immense, Hitler ne trouva guère de point d'application susceptible d'engager une bataille décisive en URSS en 1941. Contre un ennemi que favorisait le rapport numérique des forces, on choisit de tout faire en même temps, d'aller dans toutes les directions à la fois. Il fallait aller vite, en effet. Cela faisait partie des principes et l'on craignait d'être exposé à une insuffisance de matières premières si la guerre durait. De plus, la conviction que l'armée rouge ne valait rien, qu'elle n'était qu'un « colosse sans tête », dispensait de la laborieuse élaboration d'une stratégie – et l'effondrement russe constaté en premier lieu ne put que renforcer cette attitude. Comme objectifs prioritaires, Moscou, Leningrad, l'Ukraine, les champs pétroliers du Caucase furent successivement retenus et l'on se décida finalement pour Moscou. En novembre, les Allemands en étaient à 50 km. Ils marquèrent une halte cependant, voulant laisser le temps à la population de fuir pour ne pas l'avoir à charge. Mais, début décembre, la température chuta brusquement à -35° C... Et loin d'être « sans tête », l'armée rouge avait bien une stratégie... qui n'était pas fondée sur l'attente d'une bataille décisive !

*

En août 1914, enfin, l'application du Plan Schlieffen (1906) représente sans doute le meilleur exemple de bataille décisive manquée. Tout fut pourtant conçu selon les principes clausewitziens : une rapide montée aux extrêmes (il s'agissait, en six semaines, de prendre l'armée française en tenaille par l'Est et par la Belgique), une concentration de forces inédite (toutes les réserves furent mises immédiatement en ligne, sans attendre leur mise en condition). Avant de mourir, néanmoins, Schlieffen laissa une note indiquant que son plan ne marchait pas !

Les premières semaines, tout se déroula bien. Très mal préparée, l'armée française enregistra des pertes colossales (350 000 hommes perdus en 3 semaines). Dès la mi-septembre, cependant, les Allemands atteignaient les limites de leurs capacités logistiques. Encore quelques semaines et le front serait stabilisé, sans que les Français aient eu à subir une défaite majeure. Au contraire, attendant les Allemands près de Paris (le système rayonnant des chemins de fer français ne permettait guère de concentrer des troupes loin de Paris), la France remporta le succès de la Marne. La guerre durera quatre ans.

Que s'est-il donc passé ? Connaissant le plan de mobilisation allemand (que les services d'espionnage français s'étaient procuré) mais ne croyant pas les Allemands capables de lancer d'un seul coup toutes leurs divisions, Joffre a gravement sous-estimé l'ampleur du mouvement. Il a rappelé ses troupes massées aux frontières pour les lancer entre les deux groupes allemands. Il fut tout prêt de tomber dans le piège ainsi. Mais en Alsace-Lorraine, les Allemands repoussent énergiquement les Français ! Pour Guillaume II, il n'est pas question de céder un pouce de ces territoires disputés. Et les troupes bavaroises qui les défendent ne veulent pas passer pour être de moindre valeur que les Prussiens qui mènent l'offensive. Ce fut là l'une des plus grosses sottises militaires, a-t-on dit. Schlieffen attendait les Français jusqu'en Forêt noire ! Leur ligne ainsi étendue, il aurait été facile de les prendre en tenaille, par Sedan (non par la Belgique) et sans étendre inconsidérément la ligne d'opérations au prix d'insurmontables difficultés logistiques ; tandis que contrairement aux principes affichés d'une mobilisation totale, vingt divisions avaient été finalement refusées à l'avancée allemande.

Le Plan était d'une grande minutie opérationnelle, ainsi. Mais sa stratégie n'était pas communément partagée par l'État-major allemand – qui, en application du Plan, ne s'était d'ailleurs guère soucié des conséquences de la violation de la neutralité belge, entraînant l'entrée en lice de la Grande-Bretagne, contre laquelle on ne disposait pas de plan de guerre. Quant aux Russes, ils attaquèrent plus rapidement que prévu et cela pesa dans le succès français sur la Marne. La viscosité décisionnelle, ainsi, fit tout échouer.

En face, l'État-major français ne voulait entendre que le mot d'offensive. Selon une inspiration bien plus jominienne que clausewitzienne, c'est en effet ce qu'on enseignait à l'École de guerre dans les premières décennies du XX^e siècle²⁸⁰. Ceci, dans un contexte où la guerre

²⁷⁹ Voir F. Roth *La guerre de 1870*, Paris, Fayard, 1990. Ce point est néanmoins discuté et l'on peut avoir une vision tout à fait opposée de l'attitude de Gambetta. Voir par exemple H. Guillemin *L'avènement de M. Thiers*, 1971, Paris, Diffusion différente/Utovie, 2001.

²⁸⁰ Voir Coutau-Bégarie *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 2002, p. 77 et p. 237 sur la lecture partielle de Clausewitz dans ce contexte.

pouvait être célébrée pour ses vertus de sacrifice moral et de régénération sociale²⁸¹ ; où la mystique nationaliste voulait croire à l'élan du soldat français depuis Valmy. Selon le modèle napoléonien tracé par Jomini, on était convaincu qu'à la guerre il s'agit avant tout de prendre l'initiative, d'imposer sa volonté. En fait, au sens clausewitzien et compte tenu d'importantes erreurs dans les programmes d'armements (voir ci-après), l'armée française était dénuée de tout moyen d'imposer à l'armée allemande sa suprématie. Elle ne pouvait que subir et tenir. En 1915, alors que le front était déjà stabilisé, la mystique de l'offensive poussera à commander des attaques aussi inutiles que meurtrières, pour... entretenir l'esprit combatif des troupes. Avant la guerre, Antoine Grouard avait plaidé pour une stratégie défensive (*France Allemagne. La guerre éventuelle*, 1913²⁸²). Il y sacrifia sa carrière militaire. L'idée s'imposa néanmoins après 1918 – en contradiction totale avec un système d'alliances par lequel la France promettait son soutien militaire, comme à la Pologne, qui se retrouva totalement seule face aux Allemands en 1939 ! Le mythe de l'offensive avait fait long feu. Sans doute n'avait-il servi en large partie qu'à masquer l'absence d'options tactiques claires, ainsi qu'une impréparation assez incroyable pour un pays qui était largement convaincu que la guerre avec l'Allemagne était inévitable²⁸³. Sur le terrain, surtout, force avait été de constater que le nouveau style des opérations ne permettait guère l'offensive. Rien ne semblait possible sans d'interminables préparations d'artillerie (jusqu'à une semaine) qui, retournant le terrain, interdisaient toute progression rapide.

Finalement, au cours de la Seconde guerre mondiale, c'est Hitler qui poussa la doctrine de l'offensive jusqu'à perdre totalement ses moyens (Koursk), jusqu'à l'absurde ; l'interdiction de toute retraite et la consigne de tenir les positions au-delà de toute possibilité ayant engendré sans doute nombre des défaites allemandes. Ainsi Rommel, poussé par ses victoires, s'était clairement enfoncé trop loin en Egypte, sans avoir les forces nécessaires pour aller plus loin. Hitler ne lui permit cependant pas de se retirer, laissant aux Anglais la possibilité de préparer El Alamein dans des conditions très favorables.

Dans ses *Mémoires* (1955²⁸⁴), Erich von Manstein souligne abondamment les manques d'Hitler concernant la stratégie et surtout son désir de tout couvrir et de ne rien abandonner, ce qui en général rend faible partout et conduit à la défaite, note Manstein. La défense est la plus puissante forme de combat mais, face aux Russes, il était impossible d'organiser une défense efficace, capable d'épuiser l'adversaire. Compte tenu de leur supériorité numérique écrasante, les Russes pouvaient toujours percer et encercler les armées allemandes. Il ne fallait donc jamais leur laisser l'initiative et, en ce sens, Manstein prépara Koursk – pour cela, il n'intervint pas vraiment, malgré les ordres de Hitler, pour secourir la VI^e Armée, encerclée dans Stalingrad et qui retenait une large partie de l'armée soviétique. Mais, à force d'attendre, Hitler fit de Koursk un échec. Il n'accepta jamais, affirme Manstein, la règle voulant qu'on ne saurait être trop fort au point décisif et qu'il faut pour cela renoncer à des fronts secondaires ou les affaiblir. Craignant qu'un revers n'éclabousse son prestige (ainsi fit-il précipitamment évacuer Narvik lors de la campagne de

²⁸¹ Voir P. Juganaru *L'apologie de la guerre dans la philosophie contemporaine*, Paris, Alcan, 1933.

²⁸² Paris, Imhaus & Chapelot, 1913.

²⁸³ Voir D. Porch *The march to the Marne, The French Army 1871-1914*, Cambridge University Press, 1981.

Norvège), il s'en tint finalement à la défense à tout prix ; laquelle correspondait à sa nature profonde, estime Manstein : le combat brutal, les masses ennemies venant se faire tuer devant nos lignes, loin de l'élégance de l'escrimeur qui sait rompre pour mieux porter le coup décisif. Estimant que sa volonté devait triompher de tout, Hitler ne se mettait pas à la place du commandement ennemi et ne comprenait pas de quels moyens il aurait dû disposer pour atteindre ses objectifs. Il se réfugiait dans les chiffres de production d'armements, oubliant que ceux des Soviétiques étaient bien supérieurs.

*

La fin de la bataille décisive.

C'est au milieu du XIX^e siècle que la notion de bataille fut particulièrement prise en considération – comme unité d'étude autonome – par la réflexion stratégique²⁸⁵. Le génie prêté à certains grands capitaines fut alors célébré en des termes tout romantiques. Pourtant, au même moment, la recherche de la bataille décisive devenait de plus en plus coûteuse sur le terrain – comme à Solferino (1859). Avec la Guerre de Sécession, l'usage des barbelés se généralisa. Le chemin de fer permit un afflux de troupes et une extension considérable du front. Dès 1902, un certain Emile Mayer concluait à un blocage du front, du fait des progrès de l'armement (publié dans la *Revue militaire suisse*, son article passa inaperçu). L'extension du front suppose une série d'opérations successives. L'idée même de bataille décisive est devenue impossible, estimera V. K. Triandafillov (*The nature of operations of modern armies*, 1929²⁸⁶). Examinant la guerre franco-prussienne de 1870, Jean de Bloch (Jan Gotlib Bloch) avait prédit lors de la Conférence sur la Paix de La Haye (1899) une guerre future de tranchées, une guerre totale, économique aussi bien que militaire, sur un front immense (*La guerre future aux points de vue technique, économique et politique*, 1898²⁸⁷)

La guerre, dès lors, ne peut plus passer pour un mode de règlement décisif. Sans doute est-ce ce pressentiment qui au fond inspira tant la doctrine purement défensive française des années 30, qu'un peu plus tard le souci des pays anglo-saxons d'éviter au maximum les pertes humaines. Avec la Première guerre mondiale, l'âge de la bataille était passé. Certes, il fallut encore subir les assauts de nazis inspirés par un romantisme guerrier

²⁸⁴ trad. fr. Paris, Perrin, 2015.

²⁸⁵ Voir notamment E. S. Creasy *Fifteen decisive battles of the world*, New York, Harper, 1851.

²⁸⁶ trad. anglaise London, F. Cass, 1994.

²⁸⁷ 6 volumes, Paris, Guillaumin, 1898-1900. Voir également, en abrégé, *Evolution de la guerre et de la paix*, Paris, P. Dupont, 1899.

qui les poussa à se lancer dans une très improbable aventure ; dans ce qui fut sans doute bien la dernière guerre au sens classique du terme. Mais la Seconde guerre mondiale n'était pas achevée que l'équilibre des puissances venait d'entrer dans un nouvel âge : celui d'une stratégie totale, conjuguant inséparablement dimensions politiques, idéologiques, économiques et militaires. Un âge marqué par l'équilibre et concrétisé par de dispendieuses dépenses d'armement - parfaitement inutiles, à ceci près qu'elles rendent la guerre impossible ! Les armes nucléaires, en effet, forcent à l'équilibre des puissances : le risque qu'elles font courir est si élevé que tous les pays qui en disposent sont à égalité dans l'extrême.

La guerre froide fut la traduction de ce phénomène : un état de surarmement et une menace extrême permanente, en même temps qu'une guerre qui ne se déclenche pas ; qui ne peut pas se déclencher et qui put même finir par manquer à certains. Il est très difficile à l'homme, en particulier à l'homme cultivé, de souffrir de longues périodes de paix, tant la guerre est un mécanisme d'équilibration essentiel pour nous maintenir dans un état de santé dynamique, constate George Steiner (*La nostalgie de l'absolu*, 1970²⁸⁸). De nos jours, certains veulent se convaincre qu'avec l'impossibilité de la guerre traditionnelle s'ouvre la possibilité d'une guerre de tous contre tous ; que la fin de la guerre nous livre à la violence sans frein, au risque d'apocalypse, comme écrit Michel Serres (*Le Mal propre*, 2008, p. 83²⁸⁹).

En 1909, le *Manifeste futuriste*²⁹⁰ de Filippo Marinetti parlait de la guerre comme du seul remède pour le monde. On n'en finirait pas de relever ce genre de notations, à travers lesquelles se laisse deviner une certaine morgue sociale, sans doute. Car, bien sûr, ceux qui font la guerre - qui la font vraiment et de la manière la moins héroïque et la plus dangereuse ; tous ceux qui sont promis simplement à alimenter la boucherie - ne forment en général guère le public étudiant ou plus généralement cultivé auquel s'adressent ceux qui pérorant ainsi à propos de la guerre. Le simple soldat est comme le "prolétaire". On ne parle pas de lui comme on lui parle !

Par ailleurs, un autre phénomène a marqué et prolongé tout à la fois la fin de l'âge des batailles décisives : le développement d'un droit de la guerre.

Le droit de la guerre.

La guerre juste.

²⁸⁸ trad. fr. Paris, 10/18, 2003.

²⁸⁹ Paris, Le Pommier, 2008.

La guerre peut-elle être juste ? Peut-elle être justifiée ? Pour Aristote, la domination de peuples voisins n'avait rien de légitime en soi, l'autorité de la force s'y exerçant contrairement à toute justice (*Politique*, 1324b²⁹¹). Mais Aristote semblait en même temps admettre que les Hellènes avaient une vocation à gouverner le monde (1327a). Pour les Pères de l'Eglise, la guerre était un fait diabolique et tout recours aux armes était injuste ; ce qui conduisait au refus du service militaire - sous Constantin, un concile condamnera les soldats qui abandonnent leurs armes pour des motifs religieux. Saint Augustin posera cependant que la guerre peut être légitime parce qu'elle peut être juste²⁹². Un droit de la guerre put se développer ainsi qui formera le noyau du droit des gens, c'est-à-dire du droit international, tout particulièrement avec Hugo Grotius (*Le droit de la guerre et de la paix*, 1625²⁹³).

Grotius définit de manière très large la guerre comme l'état de ceux qui tâchent de vider leurs différends par les voies de la force – ce qui inclut donc les querelles armées entre particuliers, la « guerre privée » (Livre I, chap. I). Il y a un droit de la guerre parce que la guerre peut être juste et parce qu'il s'agit dès lors de déterminer ce que l'on peut faire sans injustice par rapport à l'ennemi. Et pour définir le juste et l'injuste, en l'occurrence, Grotius se réfère au droit naturel, dont il sera l'un des principaux théoriciens à l'époque moderne. Le droit naturel, c'est-à-dire ce qui suit des principes de la droite raison qui nous font connaître qu'une action est moralement honnête ou non selon sa convenance nécessaire avec une nature raisonnable et sociable et donc que Dieu, qui est l'auteur de la nature, ordonne ou défend. Dieu même ne peut changer le droit naturel, qui est immuable mais qui ne se confond pas avec les commandements divins – la loi de Moïse, estime Grotius, n'a été donnée qu'aux seuls Israélites. Grotius, en effet, ne raisonne pas selon des principes religieux et se borne à noter que ceux-ci peuvent commander ceux qui s'en réclament ; ainsi n'est-il pas permis aux chrétiens de tuer pour éviter un soufflet ou pour ne pas avoir la honte de fuir (II, I).

Le droit naturel commande le droit de la guerre car la guerre sort de la nature, elle est portée par notre désir de conserver notre vie, de conquérir des choses utiles ou d'employer nos forces naturelles. En tout ceci, la guerre est légitime et on ne peut condamner en elle que ce qui est contraire à la société, ce qui porte atteinte aux droits d'autrui – raisons pour lesquelles la guerre est injuste (I, II). Même si la raison nous invite à recourir à la justice pour régler nos différends, ce recours n'éteint pas nos droits de guerre, surtout si la voie de la justice ne nous est pas accessible pour quelque raison (I, III).

Au total, ce qui justifie la guerre sont la défense de ce qui nous appartient, la poursuite de ce qui nous est dû et la punition de crimes (II, I) – même si nous n'en sommes pas les victimes, Grotius estimant légitime ce que l'on nomme aujourd'hui le « droit d'ingérence » (voir 4. 3. 40.), c'est-à-dire, selon Grotius, la punition d'une violation énorme du droit naturel même quand elle ne nous regarde point (II, XX). En revanche, Grotius rejette l'idée que diminuer à titre préventif la

²⁹⁰ trad. fr. Paris, Ségurier, 1996.

²⁹¹ trad. fr. Paris, Vrin, 1962.

²⁹² Voir E. Nys *Le droit de la guerre et les précurseurs de Grotius*, Paris, Librairie européenne Muquardt, 1882.

²⁹³ trad. fr. de J. Barbeyrac en 2 volumes, Amsterdam, P. de Coup, 1724.

puissance d'un voisin puisse être une juste défense de soi-même ; ce qui, dans le cadre de la théorie de l'équilibre des puissances, avait pu être admis. Albéric Gentil (1552-1608), ainsi, trouvait justifié, particulièrement contre les Turcs et contre les Espagnols, qu'on prévienne l'agrandissement d'un Etat menaçant la sécurité générale et l'indépendance des Nations. Pour Grotius néanmoins *la guerre ne peut être juste si elle n'est pas la réponse à une agression*. La guerre n'est juste que si l'on prend les armes contre un injuste agresseur dans un péril inévitable (c'est-à-dire après s'être efforcé de maintenir la paix). L'agression rend ainsi l'agresseur injuste. Autrement, agresseurs et agressés pourraient chacun estimer mener une guerre juste, une guerre déclenchée en réponse à une menace. Ce point fit d'ailleurs l'objet de nombreux débats : qu'est-ce qui empêche que les deux parties qui s'affrontent soient également convaincues de mener une guerre juste ? Grotius répond que le juste ne saurait déclencher la violence. A moins... A moins qu'il n'en ait le droit ! On ne doit entreprendre la guerre, écrit en effet Grotius, que par nécessité ou lorsqu'ayant un très grand sujet d'en venir aux armes on trouve une occasion très favorable de réussir (II, XXIV). N'importe quel agresseur ne peut-il justifier son comportement en invoquant la seconde raison ? Pire, dans la mesure où il pensera avoir la justice pour lui, il considérera moins son ennemi comme un adversaire que comme un criminel – c'est effectivement ce à quoi, historiquement, on assistera. Dès lors, conduire la guerre au nom du droit naturel ne risque-t-il pas d'exacerber la violence, de rendre la guerre inextinguible ?

Les principes que formule Grotius ne sont pas toujours très fermes ainsi. Il n'est pas contre nature, selon lui, de s'en prendre aux biens, même sacrés, de l'ennemi si les prises sont des compensations ou des punitions. Et Grotius ne demande pas davantage de protection pour les prisonniers (y compris femmes et enfants). Faire du mal à un ennemi est juste, écrit-il, tant que l'on ne passe pas les bornes prescrites par la nature, ce qui est affaire de conscience car il est difficile d'en juger extérieurement (III, IV). Il y a ceux qu'on peut tuer en bonne conscience (III, XI). Mais il convient de garder la foi entre ennemis et de tenir ainsi ce qu'on a promis même à un pirate (III, XIX) – savoir si les ruses de guerre sont ou non légitimes suscita de nombreux débats.

Au total, l'effet le plus immédiat de la notion de « guerre juste » fut de rendre la guerre inséparable d'une propagande la justifiant au nom de la morale ou du droit. Le penseur politique Canakya (ou Kantilya), qu'on présente souvent comme le Machiavel indien, passe pour avoir été l'un de ses premiers instigateurs dans un traité perdu : l'*Arthashastra* (vers 350-275 av. JC²⁹⁴). Et depuis lors, les principes de propagande de guerre semblent avoir été peu modifiés jusqu'à nos jours ! A travers eux, chaque belligérant affirme volontiers qu'il n'a pas voulu la guerre, qu'il défend une cause noble et non des intérêts particuliers, que l'ennemi commet des atrocités et que son chef est le diable, etc²⁹⁵.

Au total, *on ne peut guère soutenir que le droit de la guerre, tel que formulé par Grotius, est naïf ou irréaliste. La guerre est inscrite dans le cours naturel des choses estime Grotius. Elle ne rompt pas la paix mais le contraire : la paix ne se comprend que par rapport à la guerre et elle n'a rien*

²⁹⁴ Extraits choisis en français, *L'Arthashastra : le traité politique de l'Inde ancienne*, Paris, Le grand livre du mois, 1996. Voir P. Boesche *The First Great Political Realist: Kautilya and His Arthashastra* (Lexington Books, 2003)

*de naturel. Elle suppose un effort de volonté chez l'homme, la guerre ne devant jamais avoir le dernier mot que par défaut. On peut bien entendu refuser cette dernière affirmation mais il n'est pas certain qu'on puisse alors facilement soutenir la légitimité du droit du plus fort, comme l'illustre un ouvrage de Pierre-Joseph Proudhon, frappant par ses revirements (*La guerre et la paix*, 1861²⁹⁶).*

*

Le droit du plus fort.

Proudhon se livre à une « phénoménologie de la guerre » (livre I), qui est aussi bien une phénoménologie de la conscience, selon lui. Car tout dans notre nature suppose la guerre, qui est essentielle à la production de l'homme et de la société. C'est sur le corps d'un ennemi que l'homme a fait son premier rêve de gloire et d'immortalité, écrit Proudhon. La guerre est divine. A travers elle, les mœurs se retrempe, les nations se régénèrent, le progrès se poursuit. Sans la guerre, la paix ne se comprend pas. Elle n'a rien de positif. Elle est dépourvue de valeur et de signification – sinon pour la « bancocratie » et la boutique, qui affectent de prendre la guerre pour de la piraterie. Mais personne, écrit Proudhon, n'a encore cherché à saisir la guerre dans sa raison, dans sa haute moralité. Les animaux ne se font pas la guerre et on voit en elle une faiblesse de l'homme ! On la répute mauvaise par nature (ce qui est tout à fait faux d'un Grotius, nous l'avons vu, auquel Proudhon s'en prend pourtant souvent).

Or qu'est-ce que la guerre ? Le jugement de la force. La force est le premier des droits – c'est au fond l'opinion la plus commune, d'où notre admiration pour les grands conquérants, pour ceux qui sont les plus forts. Le droit du plus fort a la raison pour lui. Lorsqu'il est nié, la guerre se déclenche - où la révolution, car transformée en castes et en privilèges, la force dépérit. A ce compte, Proudhon ne condamne pas totalement l'esclavage aux Etats-Unis. L'inégalité des races est un fait, estime-t-il. Il faudra bien que le Nègre travaille et c'est notre droit de l'y contraindre ; parce que nous sommes les plus forts. Et pire que l'esclavage d'ailleurs, estime-t-il, serait de rejeter les Noirs sous le pur régime de la force, dans le prolétariat.

La force n'est donc pas la négation de toute justice et la guerre n'est pas purement un mal. C'est que pour Proudhon la force comprend tout : facultés de l'âme, courage, vertu, etc. Le plus fort est ainsi le meilleur et la guerre le consacre contre ceux qui le nient. Vraiment ? Comment la guerre qui est ainsi si sublime en son idée peut-elle alors être si horrible dans ses exécutions ? Par ailleurs, la guerre moderne ne consacre plus tant la noblesse de la force que la puissance froide de la masse, reconnaît Proudhon. Bonaparte a livré des guerres brillantes mais peu décisives. En Italie déjà, note Proudhon, les Autrichiens l'emportaient quand ils étaient simplement plus nombreux (Salo, La Corona). Les armées modernes ne rassemblent plus des forces – les chefs ne sont plus responsables devant leurs hommes mais devant des supérieurs, c'est-à-dire personne. Seul compte l'effet de masse. Les progrès de la puissance destructrice ont tué l'idée de la guerre. Pourquoi

²⁹⁵ Voir A. Morelli *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Bruxelles, Quartier libre, 2001.

²⁹⁶ 2 volumes, Paris, Librairie internationale, 1869.

celle-ci se maintient-elle alors ? Par ce que Proudhon découvre en son fonds : la simple envie, la convoitise ; cela même qui gouverne la sphère des intérêts privés, dont la guerre de conquête n'est au fond que la prolongation. Et Proudhon d'en tirer à présent que la guerre est honteuse en son fonds ! Mieux vaut désormais régler ce qui l'anime par l'économie – Auguste Comte déjà estimait que la guerre était devenue anachronique dans les sociétés industrielles. L'humanité ne veut plus la guerre. La guerre, écrit finalement Proudhon, doit aboutir à la paix !

*

Le droit positif de la guerre et la notion de crime contre l'humanité.

Dès 1692, Louis XIV, le Cercle de Souabe et le duché de Wurtemberg signaient une convention interdisant l'usage des balles empoisonnées²⁹⁷. Prolongeant l'idée de "guerre juste" (*jus ad bello*, portant sur la légitimité de la guerre elle-même), un droit *positif* de la guerre (*jus in bello*) naquit avec la Déclaration de Paris de 1856 sur la guerre maritime, le Code la Guerre de Sécession (1863) et trouva une première référence doctrinale avec le *Manuel d'Oxford* (1880). Il fut plus largement codifié avec la Convention de La Haye du 29 juillet 1899.

Deux principes furent alors posés : 1) l'interdiction des armes susceptibles de causer des souffrances inutiles (gaz asphyxiants, balles explosives et "dum-dum") ; 2) l'interdiction de frapper sans discrimination civils et combattants. Et ces derniers à leur tour furent protégés par la Convention de Genève sur le sort des blessés dans les armées de campagne de 1906.

L'idée étant ainsi d'opposer à la guerre un principe d'humanité, apparut très vite l'idée de crime contre l'humanité. A ce titre, le Traité de Versailles (1919, article 227), prévoyait la création d'un tribunal international afin que Guillaume II soit jugé pour « offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités » (mais les Pays-Bas refusèrent de l'extrader). Le Traité de Sèvres (1920, art. 230) obligeait le gouvernement turc à livrer les responsables du génocide arménien (il ne fut jamais ratifié). Et ce n'est qu'après le Procès de Nuremberg que la notion de crime contre l'humanité devint une qualification autonome : tout assassinat, homicide ou acte de nature à entraîner la mort commis en temps de guerre ou de paix à l'égard d'individus ou de groupes en raison de leur race, leur religion ou leur opinion. Dans le contexte de guerres visant l'anéantissement total de l'ennemi et des populations, les droits de l'homme acquirent ainsi une force à prétention supranationale, mettant la guerre hors-la-loi²⁹⁸.

A Nuremberg, on se limita néanmoins aux crimes commis après la déclaration de guerre de 1939. Les exterminations nazies de malades mentaux, ainsi, ne furent pas jugées. C'est que le Procès de Nuremberg avait d'abord été monté pour sanctionner un autre crime d'importance : le déclenchement d'une guerre, entraînant la responsabilité personnelle de ceux l'ayant provoquée. Le Traité de Locarno (1925), à travers sa renonciation générale à la guerre, avait en effet posé qu'un tel déclenchement ne relève pas de la souveraineté imprescriptible des Etats. En 1928, le

²⁹⁷ Voir R. Tuck *The rights of war and peace: political thought and the international order from Grotius to Kant*, Oxford University Press, 1999 & J. T. Johnson *Ideology, Reason and the limitation of war: religious and secular concepts, 1200-1740*, Princeton University Press, 1975.

Pacte Briand-Kellog avait déclaré la guerre une agression hors la loi internationale. C'était au fond radicaliser les idées de Grotius.

Dans la conception classique du droit international du XIX^e siècle (mais non chez Grotius, nous l'avons vu), seul était envisagé le caractère interétatique de la guerre. Relation d'Etat à Etat, la guerre n'implique les particuliers qu'occasionnellement, non comme hommes mais comme soldats. Avec la notion de crimes contre l'humanité, ce sont des individus qui sont directement poursuivis dans le cadre de conflits – le crime administratif qui passe de mains en mains ne saurait reposer sur les épaules d'une seule personne. Le Statut de Rome (1998) a ainsi créé la Cour pénale internationale (2002) pour assurer la répression individuelle des crimes contre l'humanité dans l'un des 114 pays signataires ou dans tout pays sur saisine par le Conseil de sécurité de l'ONU (la Chine et l'Inde n'ont pas signé le statut. Les USA ou la Russie ne l'ont pas ratifié)²⁹⁹.

*

Depuis la Seconde guerre mondiale, les pays occidentaux sont entrés dans une situation où les tensions ne peuvent plus – ni légitimement, ni même matériellement - se résoudre entre eux en conflits armés. A l'ère nucléaire, la guerre n'est plus seulement un moyen. Elle ne permet plus d'ignorer les fins dernières et relève de ce que Jean Guittou a nommé une "métastratégie" (*La pensée et la guerre*, 1969, p. 209 et sq.³⁰⁰).

En même temps, à suivre les stratèges contemporains, les progrès en termes de précision des armements permettent de donner un autre but à la guerre : paralyser l'ennemi plutôt que le détruire. Loin des bombardements stratégiques provoquant des dégâts immenses et des résultats peu décisifs (voir ci-dessus). John Warden III en arrive ainsi à renier les principes clausewitziens, invitant à se débarrasser de l'idée que la partie principale de la guerre est le heurt de forces armées et insistant sur l'importance des réserves (*La campagne aérienne*, 1988³⁰¹). Il faut viser l'ennemi en tant que système, pour le forcer, au prix d'un minimum d'efforts, à répondre à certains objectifs.

Dès lors, peut-on encore parler d'un impact décisif des chefs de guerre ? A cette question, Victor D. Hanson répond par l'affirmative et souligne notamment le rôle des généraux américains Matthew Ridgway en Corée ou David Petraeus en Irak en 2007-2008 (*The savior Generals*, 2013³⁰²).

²⁹⁸ Voir R. Aron *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984, p. 121.

²⁹⁹ Voir P. Hazan *La justice face à la guerre. De Nuremberg à La Haye*, Paris, Stock, 2000 & G. Mouralis *Le moment Nuremberg*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

³⁰⁰ Paris, Desclée de Brouwer, 1969.

³⁰¹ trad. fr. Paris, Economica, 1998.

³⁰² New York, Bloomsbury Press, 2013.

*

Pourtant, nous continuons à croire notre monde précaire et menacé. A se fier aux bulletins d'actualités, sans doute beaucoup parmi nous estiment que le monde est aujourd'hui plus violent qu'auparavant³⁰³. C'est qu'il est sans doute très difficile de penser une telle situation. *Ce n'est pas que la guerre puisse nous manquer, comme on peut être tenté de le dire. C'est qu'il est finalement très difficile de renoncer à son éventualité.* Un monde que la violence ne menace pas de faire éclater est comme paralysé dans sa propre violence car celle-ci paraît n'avoir alors tout simplement plus d'issue proportionnée. Rien n'apparaît plus possible qui, de force, exhiberait la vérité de notre monde, en redistribuerait les rôles et en suspendrait le cours. Ce n'est que par angélisme qu'on peut imaginer que le droit suffit à prévenir et à interdire la violence – comme d'interdire la guerre suffirait à en supprimer les causes ; comme si la guerre n'était que folie pure ou amusement.

Croire que tous les différends peuvent trouver un règlement sans avoir recours à l'affrontement, c'est postuler que le monde humain échappe à la violence et que les intérêts ne s'y recouvrent, ne s'y affrontent pas fondamentalement. Si l'on ne postule pas cela, le droit ne définit jamais – de manière plus ou moins consensuelle – qu'une sphère de renoncements mutuels qui ne vont pas sans l'exercice et la menace d'une contrainte.

Ce n'est donc pas que la guerre puisse nous manquer mais son absence n'éloigne pas la violence. Elle ne garantit pas la paix. Pire, n'étant plus soudée autour des nécessités de sa défense et de la défense agressive de ses intérêts, la communauté politique est plus lâche. Elle n'est plus une communauté de destin – comme au temps des nations, si bien faites pour la guerre – et sa propre violence saute aux yeux, sans paraître avoir d'issue, sinon le retrait, la sécession individualiste. Même l'idée de Révolution – qui déplaçait la ligne d'affrontement des peuples aux classes sociales - est condamnée, en effet, du fait de sa violence, quelles que soient ses justifications³⁰⁴.

Nous sentons tout cela mais, en même temps, nous sommes bien conscients que la guerre ne peut qu'être condamnée. Pourquoi ? C'est peut-être cela que nous discernons mal. Tout se passe comme si, néanmoins, les grandes boucheries du XX^e siècle nous avaient finalement éclairés quant à sa vraie nature, nous détournant de croire que la guerre est simplement – selon la formule de Clausewitz – un moyen pour atteindre des intérêts

³⁰³ Pour une vision contraire, voir S. Pinker *The better angels of our nature*, Viking, 2011.

politiques. Mais est-ce sa seule horreur qui nous convainc en l'occurrence ou la découverte, plus ou moins confuse, qu'elle est en son fonds *un phénomène d'autorité* et qu'elle est à ce titre d'abord obscène ?

*

4. 2. 29.

La grande erreur, note Simone Weil, est de considérer la guerre comme un épisode de la politique extérieure des Etats – à quoi Clausewitz juge qu'elle devrait se réduire. *La guerre constitue en premier lieu un fait de politique intérieure, qui rend possible la conduite de celle-ci et qui tient d'abord à la menace d'exécution que la guerre fait planer sur chacun.* L'envoi de soldats au massacre n'est finalement que la forme la plus radicale de l'oppression, écrit Simone Weil (*Réflexions sur la guerre*, 1933³⁰⁵). Les armées combattent pour les intérêts d'une société en marge de laquelle, comme prolétaires, la plupart des soldats ont à peine le droit de vivre, affirme Constantin Gheorghiu (*La vingt-cinquième heure*, 1949³⁰⁶). D'un autre point de vue, celui du soldat, Drieu la Rochelle souligne qu'à la guerre il faut lutter contre les chefs et contre ses camarades au moins autant que contre l'ennemi (*La comédie de Charleroi*, 1934, p. 173). La guerre est une farce sinistre où les supérieurs sont plus à craindre que l'ennemi, dans le fameux récit de la Guerre du Pacifique de Joseph Heller *Catch 22* (1961³⁰⁷). L'ennemi, c'est nous !, souligne le vétéran du Vietnam Kent Anderson. « Nous », c'est-à-dire la bureaucratie militaire hypocrite et lâche plus que le Viêt-Cong, pour des soldats motivés par leur survie bien plus que par l'idée de tuer les ennemis qu'on leur désigne (*Sympathy for the Devil*, 1987³⁰⁸).

De là, le caractère foncièrement hypocrite des discours célébrant les soldats tombés au combat. De là, la bêtise du dédain avec lequel ceux-ci peuvent être considérés par ceux pour lesquels la guerre n'est définitivement qu'une absurdité. De là, enfin, l'ambiguïté des monuments aux morts. Comme si tous ces hommes avaient volontairement fait le sacrifice de leur vie ! *Derrière les mots de patrie et de nation, il y a quelque chose que l'on n'ose pas dire, qui est l'inimportance et le déni des hommes*, note le romancier Claude Duneton, qui s'est attaché à retrouver le destin individuel des 27 noms inscrits sur le monument aux morts d'une commune de Corrèze (*Le monument*, 2004³⁰⁹). Nous tenions parce que les

³⁰⁴ Voir S. Wahnich *La liberté ou la mort*, Paris, La Fabrique Ed., 2003.

³⁰⁵ in *Ecrits historiques et politiques*, Paris, Gallimard, 1960.

³⁰⁶ trad. fr. Paris, Plon, 1949.

³⁰⁷ trad. fr. Paris, Livre de poche, 2006.

³⁰⁸ trad. fr. Paris, Gallimard, 1993.

³⁰⁹ Paris, Balland, 2004.

gendarmes nous empêchaient de partir ; parce qu'on exécutait sans jugement les « déserteurs sur place » à l'hôpital, écrit Jean Giono. On a glorifié la bravoure des poilus pour faire oublier la stupidité des généraux. Mais qui aurait osé désespérer veuves et orphelins en leur rappelant que le sacrifice des hommes avait été vain ? (*Recherche de la pureté*, 1939³¹⁰). Je ne peux croire que c'est le fumier qui fait la rose, écrivait un combattant du front lors de la Première guerre mondiale, Henri-Aimé Gauthier. Que notre pourriture et notre douleur feront de la justice et du bonheur³¹¹.

L'Etat de guerre correspond d'abord, de la manière la plus crue, à la découverte de la violence au sein de notre propre monde et de celle qui s'exerce surtout à travers l'autorité. Et c'est désormais de reconnaître, même confusément, cette dernière comme un phénomène de violence qui nous fait avant tout détester la guerre.

*

Le gâchis des généraux.

Après la défaite française de 1870, on incrimina les généraux : une bande d'incompétents et d'intrigants, estimait-on, que le Second Empire avait promus et favorisés. Le nouveau pouvoir républicain décida donc de confier l'armée aux meilleurs élèves d'une Ecole de guerre et de ne plus intervenir couramment dans les décisions de l'État-major. En France, hier comme aujourd'hui, c'est là une réponse commune face aux difficultés. Qui se traduit par un véritable culte des diplômes acquis dès la sortie de l'adolescence et sanctionnant ainsi comme une différence d'essence, laquelle donne finalement à ceux qui les détiennent accès aux privilèges de différentes castes. Cela produit généralement un fort esprit de corps et un consensus obligé autour de décisions dont la rationalité est forcément faible, faute de pouvoir être discutée sans que cela soit perçu comme un affront au corps tout entier ou à ses responsables. Et cela, immanquablement, produisit de tels effets : un conservatisme évident (sensible dans le maintien d'uniformes inadaptés par exemple) et de nombreuses aberrations. On savait que les Allemands développaient particulièrement les obusiers lourds. On n'en continua pas moins à miser sur le canon de 75 pour contrer la supériorité numérique de l'ennemi³¹². Les manœuvres avaient montré que, pour soutenir l'infanterie, il fallait monter à 3 000 coups par pièce d'artillerie. Mais la norme était de 1 500 obus pour chaque canon de 75. A la veille de la

³¹⁰ in *Ecrits pacifistes*, Paris, Gallimard, 1939.

³¹¹ Voir J-P. Guéno & Y. Laplume *Paroles de poilus. Lettres et carnets du front 1914-1918*, Paris, J'ai lu Librio, 2003.

mobilisation, l'industrie française n'était pas à même de produire 3 000 obus par jour. Beaucoup de littérature avait été produite sur la guerre du futur mais personne ne faisait le lien avec les capacités industrielles, sinon pour croire que la guerre ne pourrait être longue parce qu'on pensait que l'économie ne pourrait fonctionner sans les mobilisés³¹³.

Quand la guerre éclata, l'armée française se montra très vite dépassée. Sous le feu de l'artillerie allemande, les unités étaient détruites avant même que d'être déployées. Les pertes furent énormes. Joffre limogea ses généraux à tour de bras mais s'en tint là, craignant l'effet sur la troupe si l'on avait reconnu que l'armée était en large partie conduite par des incapables. Et puis, le succès de la Marne redonna confiance et, les années qui suivirent, le Parlement ajourna fréquemment les commissions d'enquête sur le front. On craignait par ailleurs une faction des Généraux. Tout ceci jusqu'à ce que Clemenceau, à la fin de la guerre, s'estime seul responsable.

Au total, combien d'hommes sont morts en pure perte, au nom du discours séduisant de généraux incapables de se remettre en cause ? Le général Nivelle, qui commanda l'offensive sur le Chemin des dames en 1917 était sûr que ses canons de 155 pouvaient percer les ouvrages de béton allemands. Ce n'était pas le cas. Il comptait sur des observations aériennes, que le mauvais temps fit annuler. Il était à craindre que les Allemands aient pris connaissance du Plan. On ne le revit cependant pas. Et dès le premier jour, l'hécatombe commença. Nivelle avait promis d'arrêter au bout de trois jours en cas d'insuccès mais il n'en fit rien et le pouvoir politique ne l'y obligea pas. Du 16 avril au 10 mai 1917, la France perdit, officiellement, 139 589 hommes. On envisagea alors de traduire Nivelle devant un conseil de guerre. Finalement, on constitua seulement une commission d'enquête composée d'autres généraux – lesquels avaient tous soutenu son plan, sauf Pétain et Lyautey. Ici encore, on invoqua d'excellentes raisons : ne pas reconnaître une défaite, qui aurait pu laisser la conduite de la guerre aux Anglais, etc. Mais de toute façon, souligne Pierre Miquel, on peut fusiller un lieutenant mais jamais un colonel (*Le gâchis des généraux*, 2001³¹⁴). Après Charleroi, où 130 000 Français tombèrent en trois jours en 1914, on limogea deux généraux et 300 soldats furent fusillés pour déroute devant l'ennemi après avoir comparu devant des cours martiales improvisées.

Le 10 août 1914, un décret avait accordé à l'autorité militaire le droit de faire exécuter une sentence de mort sous la seule réserve d'en rendre compte aux autorités civiles. En janvier 1915, cela fut interdit sans

³¹² Voir G. Pedroncini (dir) *Histoire militaire de la France*, 4 volumes, Paris, PUF, 1992, III.

³¹³ Voir M. Ferro *La grande guerre*, Paris, Gallimard, 1969 & 1990.

³¹⁴ Paris, Plon, 2001.

examen par le Président de la République. En 1917, les mutins purent faire appel à des avocats. On leur accorda la possibilité d'un recours en grâce et en révision (ce qui n'était pas admis dans l'armée anglaise).

En 1915, on fusilla quatre caporaux qu'on avait envoyés couper des barbelés en plein jour et qui n'avaient pas dépassé les premiers trous d'obus (ils furent réhabilités en 1934³¹⁵). Les généraux disposaient pratiquement d'un droit de vie et de mort sur leurs hommes. Après le désastre de la Somme, Lloyd George, à la tête du Gouvernement anglais, jugeait le commandant en chef Haig obtus et cruellement prodigue de la vie des hommes. Haig sauva pourtant son commandement. La question est dès lors de savoir comment des démocraties ont pu laisser ainsi agir des hommes chargés de conduire leur défense ? Furent-elles impuissantes ou complices face à un phénomène d'autorité niant leurs propres fondements et marqué, en premier lieu, par un principe hiérarchique inébranlable ?

*

La hiérarchie militaire.

De démocraties, on pourrait attendre une légitime défiance face aux chefs militaires, compte tenu des pouvoirs extrêmes que les nécessités de défense obligent à leur reconnaître. Les généraux grecs étaient souvent élus – ainsi ceux de Marathon, Miltiade et Callimaque. Leur pouvoir avait une durée limitée (un an à Thèbes). Ils devaient se tenir au milieu de la phalange – ce que fera encore Alexandre. Dans la Rome républicaine, les centurions étaient élus et le Sénat brisait facilement la carrière de ceux qui, comme Scipion l'Africain, se distinguaient à la guerre. Un dictateur ne pouvait prendre le commandement à cheval. Il demeurait avec la phalange et son subalterne, le *magister equituum*, commandait la cavalerie. Plus tard, César commandera à cheval mais derrière la première ligne. Les généraux grecs pouvaient être blâmés ou exilés s'ils revendiquaient par trop la responsabilité personnelle d'une victoire. Les huit généraux athéniens responsables de la victoire navale d'Arginuses (406 av. JC) firent l'objet d'un procès démagogique, juge Thucydide mais n'en furent pas moins exécutés pour n'avoir pas récupéré les corps des noyés et ramenés les survivants des trières détruites (la tempête les en avait empêchés). De semblables dispositions purent intervenir à l'âge moderne : ainsi des armées de la Révolution en France, l'armée de l'Union aux USA, l'Armée rouge. Le général Houchard,

vainqueur des Anglais à Houdschoote en septembre 1793, fut exécuté par le Comité de Salut public pour ne pas avoir poursuivi l'ennemi et s'être ainsi fait son complice. Mais ces pratiques ne s'institutionnalisèrent nulle part. A cet égard, l'idée que l'élévation en grade était facile dans l'armée napoléonienne, fondée avant tout sur la valeur et le courage (Murat était le fils d'un aubergiste), est largement un mythe. Très peu de soldats dépassèrent le grade de capitaine (faute de savoir lire pour la plupart), tandis que les anciennes grandes familles se réintroduisirent très vite dans l'armée, particulièrement dans la cavalerie légère, avides de grades et de distinctions, qu'elles surent obtenir plutôt que mériter. Toutefois, les officiers supérieurs étaient encore dangereusement exposés au feu. Beaucoup de généraux napoléoniens (ils avaient 40 ans en moyenne) périrent au combat, dont 12 rien qu'à Borodino. Pendant la Première guerre mondiale, la proportion des jeunes officiers français tués fut trois fois plus importante que celle des simples soldats. Lors de la guerre gréco-turque de 1921, sept généraux de division turcs moururent dans des combats de corps à corps. Et lors de la Guerre du Kippour, les officiers israéliens, représentant 4% des effectifs, firent 21% des pertes. A contrario, que des Présidents américains récents aient pu être des « planqués » a fait souligné qu'était bien fini le temps où les plus puissants se faisaient un point d'honneur d'exiger plus d'eux-mêmes que de leurs subordonnés³¹⁶. Pourtant, dès Waterloo, John Keegan (*op. cit.*) note que les officiers avaient des armes peu redoutables. Ils ne devaient plus s'abaisser à tuer. De fait, *les armées modernes développèrent des hiérarchies beaucoup plus strictes, en termes de distance entre les grades, que tout ce qu'on avait déjà connu* – et cela, les démocraties ne l'empêchèrent que rarement et temporairement. A Chantilly, la paille jonchait les rues pour amortir le bruit des soldats montant au front et ne pas déranger Joffre, qui y avait installé son Etat-Major, rapporte en témoin Blaise Cendrars (*La main coupée*, 1946, p. 74³¹⁷)

Beaucoup de facteurs l'expliquent sans doute : dès le XVI^e, en Europe, à travers parrainages et achats de charges, l'armée était devenue l'affaire des nobles. Parallèlement, les compétences exigées d'officiers d'État-major n'avaient plus rien de martial. Elles les éloignaient d'autant du combat direct. Quoi qu'il en soit, au XIX^e siècle, de l'Europe jusqu'au Japon (mais à un degré bien moindre aux USA), les armées s'attachèrent à reconstituer une société foncièrement inégalitaire, indemne des évolutions démocratiques – les classes dirigeantes n'ont accepté la démocratie que tant que les mœurs étaient en retard

³¹⁵ Voir G. Pedroncini *Les mutineries de 1917*, *op. cit.*, p. 28 note 2.

³¹⁶ Voir K. Roth-Douquet & F. Schaeffer *Awol: the unexcused absence of America's Upper Classes from military service*, New York, HarperCollins, 2006.

sur les droits, préservant les dominations traditionnelles, notait Marc Bloch (voir ci-après). En France, les duels entre officiers furent ainsi tolérés jusqu'en 1857. Et l'armée exerçait un contrôle très poussé sur ses membres : jusqu'à la fin du XIX^e siècle, même un sous-officier ne pouvait se marier sans que sa promise ait une dot minimale, etc. Tout en reproduisant les hiérarchies sociales, l'armée s'affirma comme un univers social particulier³¹⁸.

De manière générale, les armées modernes seront marquées par une séparation nette des hommes selon leurs grades³¹⁹ : des repas (les officiers ont leur mess) jusqu'aux enterrements (en France, officiers et soldats firent l'objet d'enterrements distincts jusqu'en 1870). Dans l'armée, l'accès au grade se traduit par des privilèges qui soulignent non seulement une différence d'importance (évacuation prioritaire des officiers sur le champ de bataille) mais même d'humanité (l'accès à la chambre individuelle est réservé à certains grades ; les hommes se contenteront du dortoir). Cela se marque par le respect que doivent manifester les inférieurs (le salut), quand ce n'est pas par le service personnel (les ordonnances). Dans ces conditions, on comprend que l'accès aux grades soit jalousement réservé et strictement limité aux canaux officiellement reconnus - la valeur au combat ne le garantit pas, très loin de là ! Ainsi, lors de la Première guerre mondiale, connaissant une pénurie d'officiers, l'armée allemande créa des statuts bâtards (officiers délégués, sergent-major-lieutenant) pour les hommes du rang promus. En revanche, l'accès au grade fut souvent garanti à ceux que la société avait déjà distingués (les diplômés de l'enseignement supérieur ainsi).

Pourquoi les grades suivent-ils les diplômes ? C'est qu'il faut enrôler l'esprit, explique Alain, et ne point permettre qu'il refuse le pouvoir et soit là pour le critiquer (*Propos sur les pouvoirs*, 1929³²⁰). Mais c'est aussi que le grade veut sanctionner une différence générale d'essence humaine et non seulement capitaliser sur la valeur d'un comportement particulier. En ce sens, l'évolution de l'organisation des armées n'aura pas été si singulière au sein des sociétés modernes, au sein desquelles bien d'autres corps et castes se seront constitués. *Nos sociétés démocratiques sont intimement convaincues – leur organisation en témoigne sous bien des aspects – que tous les hommes ne se valent pas en qualité !* Dès lors, s'il y a une chose dont nos sociétés ne paraissent pas pouvoir douter

³¹⁷ Paris, Denoël, 1946.

³¹⁸ Voir les travaux de W. Serman, dont *Les Officiers français dans la nation : 1848-1914*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982.

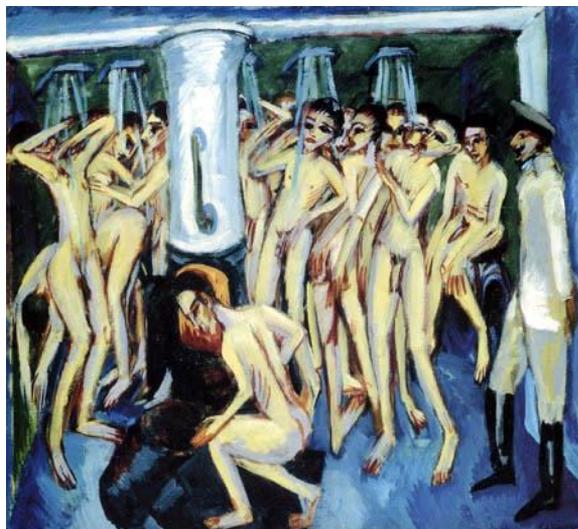
³¹⁹ Voir T. Caplow & P. Vennesson *Sociologie militaire*, Paris, A. Colin, 2000.

³²⁰ Paris, Gallimard, 1985.

c'est que des institutions sont à même de repérer infailliblement les meilleurs – ceux dont la distance humaine aux autres est telle qu'elle justifie notamment qu'à la guerre leur vie soit prioritairement préservée. Car le plus grand privilège qu'apporte le grade dans les armées modernes est d'échapper à l'exposition directe au feu. Les Etats-Majors de la Première guerre mondiale développèrent ainsi ce qu'on a nommé un "commandement de château", loin derrière les premières lignes. Lors de la bataille de Passchendaele, de juillet à novembre 1917, sur un terrain rendu impraticable par la pluie, l'armée anglaise accumula des pertes énormes pour des gains de terrain très réduits (8 kms). Mais les officiers de l'Etat-major britannique se lamentaient que l'infanterie ne fasse pas preuve d'un esprit plus offensif et, quand ils se rendirent en première ligne, ce fut pour punir les soldats qui ne les avaient pas salués.

Par réaction, certains officiers de la Seconde guerre mondiale seront aux avant-postes (Rommel, Montgomery). Certains se remettront à porter des armes (Patton, Ridgway).

En regard, la troupe, elle, est infantilisée. Tout à l'armée rappelle l'école note un personnage des *Somnambules* (1931, p. 380³²¹) d'Hermann Broch : on crie après vous, les locaux d'aisance et d'hygiène sont collectifs, la mangeaille est au centre des préoccupations, il faut chanter des chansons puériles, etc. Un tableau d'Ernst Kirchner saisit particulièrement cette infantilisation et la vulnérabilité des conscrits face à la vie militaire : des soldats nus se douchent, surveillés par un officier habillé (*Le bain des soldats*, 1915³²²).



³²¹ trad. fr. Paris, Gallimard, 1990.

Les hommes incorporés à l'armée sont niés avec une sorte de rage, manifeste dans le ton de chaque commandement, dans les parades et les uniformes, note Georges Bataille. Ils deviennent la chose d'un chef, comme absorbés dans la négation d'eux-mêmes (*La structure psychologique du fascisme*, 1934, pp. 358-359³²³). Aux ordres qu'on leur donne, ainsi, on ne donnera pas les raisons. C'est une manière de souligner aux hommes leur subordination. Réciproquement, cependant, les hommes de troupe tolèrent plus qu'ils ne respectent les officiers, notait le vétéran Frederic Manning. Ils ne développent en général aucun zèle, aucune ferveur, ni aucune foi en ceux qui les dirigent. Au fond, ils ne s'intéressent pas vraiment à la guerre (*Nous étions des hommes*, 1929³²⁴). Soumis d'une part à un pouvoir lointain, celui des plus hauts gradés, qui ne voit en eux que des moyens, une matière et soumis, de l'autre côté, au sein de la troupe, à un pouvoir d'opinion proche, familier et grossier par le règne des impudents et des brutaux, les hommes développent un esprit de révolte mais purement animal et bas, qui gronde et n'agit point, note Alain, s'appuyant sur son expérience de la Première guerre mondiale, qu'il fit engagé volontaire alors que son âge aurait pu l'en dispenser (*Mars ou la guerre jugée*, 1921³²⁵).

Le refus d'obéir est rare, souligne Alain. Surtout dans l'action. Bien plus commune est la disposition à s'écarter du danger en inventant quelque prétexte – ce qu'il faut punir sans pitié, d'après le fait, sans tenir compte des raisons, estime Alain. Les exécutions précipitées ne me touchent pas plus que la guerre elle-même dont elles sont l'inévitable conséquence, écrit-il. Il ne faut jamais laisser entendre que la guerre est compatible avec la justice et l'humanité (p.65). Les hommes sont faciles à gouverner. Ils renvoient leur révolte au jour de la paix, laquelle bien sûr effacera tout. Celui qui les frappe fort est d'abord craint, puis respecté, puis aimé – surtout dès lors qu'il se retiendra de faire tout le mal qu'il aurait pu faire. C'est l'ennemi qui paiera et finalement l'homme qui a échappé aux dangers et a admiré son propre courage trouvera l'occasion, si les cérémonies sont convenablement réglées, d'adorer l'armée et ses chefs. Les survivants louent la guerre toujours plus qu'ils ne voudraient. Peut-on mieux souligner la dépossession d'eux-mêmes que la guerre opère chez les soldats ? A l'armée, note Alain, exercices, sanctions et même faveurs abolissent l'idée même de droits individuels. Et surtout le fait que les chefs ne s'en tiennent pas à commander mais s'appliquent à mépriser. Mille détails d'intonation et d'attitude le marquent, ainsi une furieuse colère sans précaution comme on en exerce contre les choses.

³²² Au musée Guggenheim, New York.

³²³ in *Œuvres complètes I*, Paris, Gallimard, 1970.

³²⁴ trad. fr. Paris, Phébus, 1999.

J'ai tenu, moi qui suis un homme libre, l'écouteur d'un téléphone contre l'oreille d'un capitaine, sans l'y appliquer parce que ce contact lui paraissait impur et qu'il avait des crampes dans les bras (p. 145). Respecter ce qui est ridicule, n'est-ce pas la marque la plus cuisante de l'esclavage ? demande Alain. Et le fruit de ce mépris chez les chefs est la paresse. Il s'agit pour eux de faire travailler les autres, en quoi ils sont comme des enfants auxquels on dissimule la résistance des choses. De là des erreurs incroyables. Mais chacun sera sot autant qu'il est roi.

La hiérarchie est le pouvoir même. Il n'est pas de plus puissant ni de plus commun instrument de soumission des hommes. C'est qu'une fois chacun inscrit dans une hiérarchie, aucune place ne peut plus être modifiée de sa propre initiative par celui qui l'occupe sans menacer de déstabiliser toutes les autres. La seule voie d'évolution possible dans une hiérarchie est hiérarchique : elle vient d'en haut. Elle renforce encore le principe hiérarchique. Or celui-ci n'est si puissant que parce qu'il fonde en définitive une discrimination en nature des hommes : une hiérarchie consiste précisément à reconnaître des capacités différentes à exercer responsabilités et fonctions – ce qui, à la guerre, se traduit par la possibilité d'être plus ou moins vitalement protégé en fonction de son importance.

Dans les armées modernes, des soldats majeurs, disposant d'un droit de vote, se seront ainsi vu signifier leur immaturité, justifiant un traitement humainement fort différent de celui réservé à leurs supérieurs, bafouant le principe d'égalité de contribution demandée à tous pour la défense de la patrie. Comment des démocraties ont-elles pu l'accepter ? Elles s'en sont au vrai à peine soucié ! En France, ainsi, on aura longtemps cru aux vertus *civiques* du service militaire ! Un simple système d'extorsion, montrait pourtant Lucien Descaves dans son roman *Sous-Offs* (1889³²⁶), possible parce que l'Etat abandonne le civil au militaire (l'auteur et l'éditeur furent poursuivis).

Que signifie exactement « démocratie » quand un général peut envoyer des milliers d'hommes à la mort par erreur ou entêtement ? Qui exactement décida que Verdun valait le sacrifice de centaines de milliers de Français ? Le peuple français ? Force est de considérer que les armées de conscrits furent d'abord des organisations de mépris qui ont détourné le pouvoir qui leur était reconnu démocratiquement pour en faire un système d'autorité marqué par la soumission individuelle. Jusqu'à renier le pouvoir même qui leur était confié

³²⁵ Paris, Gallimard, 1995.

³²⁶ Paris, La Part commune, 2009.

par la mise en place de cascades de délégations. L'armée française de 1940 l'illustra tragiquement.

Malgré le rapide effondrement, Gamelin, général en chef, n'intervint pas avant le 19 mai. Il se contentait de suivre la bataille du général Georges, commandant en chef sur le front Nord-Est qui, le 13 mai, à l'annonce du passage de la Meuse par les Allemands, s'effondra en larmes dans un fauteuil, impuissant : il avait délégué son autorité au général Billotte. Et, entre Gamelin et Georges s'interposait encore le général Doumenc. Au total, un Etat-Major fourni, solidement structuré et hiérarchisé, incapable de comprendre quel plan suivaient les Allemands – le général De Cointet s'efforçait de deviner l'emplacement des troupes ennemies sur la carte avec son pendule !³²⁷

Ces généraux ne se sentaient finalement pas investis d'une responsabilité. Ils occupaient un poste qui leur revenait et cherchaient à prendre en conséquence le moins de risques susceptibles de les mettre directement à l'épreuve. La hiérarchie en ce sens servait davantage à les protéger qu'à les mettre en responsabilité. Ils n'exerçaient pas un pouvoir mais défendaient leur autorité. Quoique ces généraux aient été sélectionnés au vu de leurs compétences, cela les rapprochait beaucoup des officiers de l'Ancien Régime qui achetaient leur charge. Maurice Gamelin, le mieux noté, le plus brillant officier de sa génération déléguait toutes ses responsabilités à ses subordonnés. Soutenu par Daladier, Reynaud ne put le renvoyer.

Peu d'enseignements avaient été tirés de la précédente guerre et pas davantage des guerres d'Espagne et de Pologne, où s'étaient notamment illustrés les bombardiers en piqué – la France n'en possédait que 50 en 1940. L'État-major accumulait les mêmes erreurs et incompétences qu'en 1914 : du fait de l'archaïsme du système de transmission, dès le 15 mai, on ne sut plus guère où étaient les unités. On disposait de 1 078 avions modernes en 1939, leur construction en série n'ayant été lancée qu'en mars 1938, contre 5 500 côté allemand. D'urgence, on envoya Jean Monnet acheter aux USA. Les moyens avaient été prioritairement consacrés à la ligne Maginot (on croyait en effet que les forts enterrés avaient été décisifs à Verdun), que des problèmes de coûts ne permirent pourtant pas de prolonger vers le nord, tandis que la neutralité belge, réaffirmée en 1936, ruinait de toute façon cette stratégie défensive. Au total, les pertes (100 000 hommes en 6 semaines) furent comparables aux pires moments de 1914-1918. Mais il est vrai qu'à la paresse intellectuelle des dirigeants correspondait la passivité de l'opinion publique, note Jean-Baptiste Duroselle (*1940 : la France sans stratégie*³²⁸). En 1938, la production industrielle allemande était de 30% supérieure à celle de 1930 et la production française inférieure de 25% - à cause du chômage, on se refusait à industrialiser les chaînes de montage.

³²⁷ Voir F. Delpla *Les papiers secrets du général Doumenc*, Paris, Orban, 1992, p. 259.

³²⁸ (collectif) *Etudes sur la France de 1939 à nos jours*, Paris, Seuil, 1985.

Cependant, en 1939, le PIB cumulé de la France et du Royaume-Uni était supérieur de 60% à celui de l'Allemagne et de l'Italie. La défaite française n'était ni programmée, ni inéluctable³²⁹. Les batailles de mai 1940 ont souvent été des succès tactiques français, comme à Hannut ou à Gembloux. En regard, cependant, Marc Bloch a souligné l'incapacité du commandement français : paperasserie, mauvaise organisation des liaisons, multiplication des échelons et des grades, fragmentation du haut commandement, rivalités des services et des chefs, difficulté à faire signaler un dysfonctionnement par peur de « faire des vagues » et de compromettre ainsi sa carrière, aversion pour les sanctions, échelle des signatures et hiérarchie inflexible – un général tendra la main à un sous-lieutenant mais pas à un sous-officier (p. 63). Rançon d'un système de formation privilégiant le verbalisme et se traduisant par l'incapacité du commandement à estimer le temps qu'un ordre prend pour parvenir à exécution (*L'étrange défaite*, 1940³³⁰). Au total, c'est toute une dynamique qui ne « prit » pas. Pour Gamelin, il est vrai, il ne s'agissait pas de créer une telle dynamique mais de tenir deux ans, en attendant que la production industrielle soit à la hauteur et que les Américains interviennent, tout en évitant les massacres³³¹.

*

4. 2. 30.

L'autorité nécessaire.

Un tel refus de la mise en responsabilité est assez logique car rien ne conteste davantage la possession d'un statut. De ce point de vue, les phénomènes que nous décrivons sont très loin de se limiter aux armées. Pour notre propos, retenons seulement que le pouvoir ne peut être confondu avec l'autorité. Quelque part, dans son *Traité du gouvernement civil* (1690³³²), John Locke en donne cet exemple frappant : un officier peut commander à un soldat d'aller se placer devant la bouche d'un canon mais il ne peut lui soutirer une pièce de sa bourse. Son autorité lui permet une chose. Cela ne lui donne pas le pouvoir d'exiger l'autre.

Par nature, le pouvoir prête à contestation – même s'il est légitime. Parce qu'il est la manifestation d'une volonté autre. Et parce qu'il est par là même une violence qui contraint ceux qui le subissent. L'autorité, en regard, tire sa force d'être *acceptée*. Elle commande directement les actes de chacun et non d'un seul – l'italien distingue ainsi l'*autorevolezza*, qui n'est pas un pouvoir venu du sommet d'une hiérarchie mais une autorité dont une communauté investit l'un des siens. Comme le soulignait Tolstoï, dans une bataille, personne ne tire à la place des soldats. Elle étend une volonté à d'autres. Elle la propage, révélant l'étonnante continuité du monde humain. De sorte que la question est

³²⁹ Voir L. Mysyrowicz *Autopsie d'une défaite*, Lausanne, L'âge d'homme, 1973.

³³⁰ Paris, Gallimard, 1990.

³³¹ Voir A. Horne *Comment perdre une bataille*, 1969, trad. fr. Paris, Tallandier, 2010.

de savoir comment est possible une telle coagulation. Comment, à travers le phénomène hiérarchique, le pouvoir et sa violence peuvent-ils se faire oublier ?

La réponse la plus communément formulée à cet égard consiste à souligner que l'autorité est le prix à payer pour éviter l'affrontement de tous contre tous. Qu'elle offre en ce sens à chacun une protection pour peu qu'il se satisfasse de la place qui lui revient. Le système hiérarchique serait ainsi le plus sûr moyen pour garantir les intérêts du plus grand nombre – comme cela se voit particulièrement à la guerre, où la survie de tous peut être menacée dès lors que tous les comportements ne s'alignent pas ; ce qui arrive infailliblement si les intérêts individuels immédiats ne sont pas muselés. On cite, à l'appui de cette explication, les cas d'organisation hiérarchiques chez les animaux. Chez le poliste gaulois, une guêpe sociale, ce sont ainsi des motifs sur la tête des insectes qui décident du rang social. Les individus dont la taille est la plus imposante portent en effet sur leur face plus de taches noires disjointes et d'un contour irrégulier. Il peut arriver cependant que des guêpes malingres présentent de telles taches. Elles pourraient prétendre à un rang plus élevé dès lors mais les autres les en empêchent – surtout celles qui sont tout en bas de l'échelle. C'est là une réaction caractéristique sans doute que produit l'autorité : ceux-là même qui la défendent le plus farouchement sont ceux qui lui sont le plus soumis...

*

Hobbes.

On sait que dans son *Léviathan* (1651³³³), Thomas Hobbes a longuement souligné la nécessité qu'une autorité politique se forme, par délégation de sa volonté par chacun à une seule volonté souveraine (qui peut être celle d'un monarque, d'une oligarchie ou d'une assemblée démocratiquement élue, bien que celle-ci représente le régime le plus fragile, selon Hobbes, pour assurer la sécurité publique), afin que soit évitée la guerre de tous contre tous. A suivre Hobbes, l'autorité politique a pour première et évidente vertu de nous protéger de notre prochain. Parce que tous, nous voulons les mêmes choses. Parce que la différence d'un homme à un autre n'est jamais si importante que le premier ne puisse réclamer tout avantage dont le second profite (I, chap. XIII). S'il le peut, dès lors, autrui fera tout pour s'emparer de ce que je possède ; pour faire valoir prioritairement son intérêt sur le mien. L'état naturel du monde humain est la guerre et l'état de société est la paix, qui

³³² trad. fr. Paris, GF Flammarion, 1984.

neutralise autrui comme menace et envie. Cela ne tient pas à ce que les hommes sont fondamentalement agressifs ou mauvais, comme on le comprend le plus souvent. Tout se fonde sur le souci, légitime, que chacun a de sa conservation. Il n'y pas d'injustice à ce stade de l'état de nature. Il n'y a d'injustice, pour Hobbes, que par rapport aux lois positives (voir 4. 3. 33.).

Le problème est de fonder la confiance entre les hommes, sans laquelle aucune protection ne peut être assurée. Il importe donc que tous soient tenus en respect par une autorité commune. La paix n'est qu'au prix de ce renoncement ou plus exactement d'un consentement à la désignation d'une autorité qui sera juge de ce qui est nécessaire à la paix, c'est-à-dire nous protégera de toute hégémonie d'autrui. De sorte que l'acte politique fondamental, pour Hobbes, est celui à travers lequel une communauté s'accorde pour accepter pour la diriger celui ou ceux qu'une majorité de ses membres choisiront. Le principe majoritaire est le plus essentiel, non parce qu'il exprimerait quelque volonté générale mais parce qu'il permet qu'une société soit instituée³³⁴. Et parce que, par nature, l'homme est un loup pour l'homme³³⁵, Hobbes voit dans cette autorité le seul système politique possible et d'autant plus satisfaisant que cette autorité s'exerce souverainement, sans contrainte. Hobbes la veut donc exclusive de tout autre pouvoir – notamment religieux. Formé par délégation de volontés naturellement absolues, le pouvoir souverain ne peut avoir aucune limite. Personne, ainsi, ne dispose face à lui d'une propriété absolue sur ses propres biens (II, XXIX). Mais aussi bien, l'autorité souveraine ne saurait favoriser une volonté plutôt qu'une autre. Elle est d'une essence foncièrement égalitaire (XVIII). Elle n'est pas partielle par rapport aux grands, précise Hobbes (XXX).

Une telle réflexion est conservatrice. Hobbes ne dessine pas quelque nouveau système devant être mis en place mais paraît à même de justifier n'importe quel pouvoir installé – sa réflexion tend surtout à prévenir toute volonté, inspirée notamment par des visées religieuses, de s'en prendre au gage de paix que représente l'autorité politique. Mais, en même temps, parce qu'elle pense le pouvoir politique absolu et foncièrement égalitaire, une telle réflexion est totalement utopique. De fait, Hobbes est ce singulier penseur qui annonce autant qu'il condamne d'avance les révolutions politiques à venir.

A Hobbes qui fait de l'autorité un instrument de paix et même de confort, puisqu'elle permet l'affirmation tranquille de diversités individuelles, on a souvent objecté

³³³ trad. fr. Paris, Sirey, 1971.

³³⁴ Voir L. Foisneau *Hobbes. La vie inquiète*, Paris, Gallimard, 2016.

³³⁵ Sur les origines de ce thème, voir R. Polin *Hobbes, Dieu et les hommes*, Paris, PUF, 1981.

qu'il situe à l'origine du pacte social qui institue le Souverain des individus pleinement formés qui ne paraissent en fait guère pouvoir exister qu'au sein d'un système d'autorité déjà constitué. Hobbes ouvre la pensée politique moderne, pour laquelle toute organisation sociale est, en dernier ressort, affaire de consentement, explicite ou non, donc de volonté. Or toutes les volontés se valent. Mais cela, qui sera comme un idéal à atteindre pour Rousseau, décrit l'état naturel pour Hobbes.

Cependant, dans le monde humain réel, les volontés n'ont justement pas le même poids. De sorte que la guerre de tous contre tous est aussi utopique que le pacte qui verraient les volontés individuelles choisir de se soumettre à ce que veut la majorité d'entre elles. Dans le monde social, l'affirmation de son individualité est permise selon certaines limites qu'organisent des hiérarchies, de la famille jusqu'à l'Etat. Et cela se traduit par des phénomènes de mimétisme et d'affiliation à des groupes d'appartenance, réels ou rêvés. Le monde social obéit à des logiques de distinction – de sorte que l'on peut se demander si une société totalement égalitaire a jamais existé. La politique n'est donc pas ce qui choisit un Souverain pour éviter la guerre mais ce qui légitime les hiérarchies et permet de préserver ou de redistribuer les privilèges qui leur sont attachés. Personne en effet ne veut être comme tous les autres ! Chacun, nous l'avons vu, construit son monde selon une logique héroïque qui efface la plupart des autres. Certes, tout le monde peut prétendre occuper les différentes places – dans un contexte social bien précis néanmoins, encore une fois, il ne pouvait y avoir en son temps de Napoléon danois ! – et, comme le pose Hobbes, la fonction du politique est bien de l'empêcher. Mais *cela, loin d'éviter la guerre, est justement ce qui la rend possible !* L'organisation politique rend possible l'affirmation et la conquête de droits particuliers, y compris par la force et y compris s'il s'agit de défendre ses droits, en répondant à une agression. Dès lors, comme le souligne Hobbes, il n'y a d'injustice que par rapport à un système de droit positif. Et c'est pourquoi la guerre peut être inexpiable : chacun peut croire son combat juste.

L'autorité ne produit pas seulement des statuts ainsi mais bien des individualités particulières – surtout pour ceux qui sont au plus bas de l'échelle, qu'elle écrase mais qui n'ont qu'elle et qui ne peuvent la perdre sauf à n'être plus rien. Les hommes naissent du pouvoir qui les organise et qui les dote d'une certaine puissance d'action dont la distribution hiérarchique permet finalement la plus large et la plus économe répartition ; en même temps que la moins contestée, dès lors qu'elle ne commet pas l'erreur de trop rapprocher les conditions ou d'écraser les statuts. Le pouvoir, en définitive, est la société

elle-même. Et sans doute est-ce pourquoi la guerre fait l'objet d'une réprobation générale de nos jours, sans que le patriotisme ou la morale n'y fassent rien mais simplement parce que sa conduite promet par trop d'avance d'écraser les statuts de la plupart. Nos sociétés sont devenues trop diverses, trop riches de destins singuliers pour se reconnaître dans le destin massal de l'organisation militaire. Et pour ne pas repousser viscéralement ce dernier.

Cela souligne surtout qu'on ne peut pratiquement pas imaginer une guerre de tous contre tous que l'autorité politique aurait pour première vertu d'éviter car ce serait penser, hors de la société, un homme qui, sûr de ses intérêts, lui devrait pourtant tout. Pas davantage la soumission ne peut-elle être fixée par un contrat – surtout une soumission telle que requise par la discipline militaire. Comme le notait Durkheim, il y a dans la discipline quelque chose de catégorique qui répugne à la transaction et au calcul³³⁶. L'homme ne trouve d'individualité qu'au sein d'un jeu de pouvoir et n'est jamais dangereux qu'à la hauteur de la puissance qui lui est alors permise. Là est l'efficacité propre de toute hiérarchie : elle réinvente le monde humain à la mesure de ses distinctions. C'est là sans doute le ressort des organisations autoritaires. Comme le note Alain Brossat, loin de se manifester comme une dépossession et un écrasement de la plupart des individus, le fascisme se caractérise par une formidable dotation de pouvoir aux individus qui veulent bien collaborer (*L'épreuve du désastre*, 1996, p. 191³³⁷).

L'abolition des différences de classe fut bien réelle sous le nazisme, souligne un historien, qui parle d'un véritable tournant « démocratique » dans l'histoire allemande³³⁸. Les Nazis voulurent maintenir le « socialisme des tranchées » né au cours de la guerre et, à travers le concept de *Gleichschaltung* (« mise à égalité »), la petite bourgeoisie accéda au pouvoir comme jamais auparavant. De fait, le nazisme put être caractérisé par son impudence plébéienne – celle d'une populace effrontée à lunettes, selon les termes d'Hermann Broch. Interrogés par Basil Liddell Hart après la guerre, les généraux allemands reconnurent que, dans l'armée, le poids de l'idéologie nazie limitait la distance entre soldats et officiers et favorisait l'initiative individuelle des premiers – cela deviendra même une doctrine, l'*Auftragstaktik*, qui sera reprise par la Mission Command américaine après la guerre (*Les généraux allemands parlent*, 1951, p 498³³⁹).

Loin de s'y rallier de manière extérieure, contractuelle, les hommes naissent à la hiérarchie qui les organise. Et dans toute hiérarchie forte, exigeante, la raison d'être de chacun ne tient que par un principe d'attachement à l'autorité, laquelle incarne le désir du

³³⁶ Voir R. Boudon & F. Bourricaud *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, art. Autorité.

³³⁷ Paris, A. Michel, 1996.

³³⁸ Voir D. Schoenbaum *La Révolution brune*, Paris, Gallimard, 2000.

³³⁹ trad. fr. Paris, Perrin, 2011.

groupe de se constituer comme groupe bien plutôt qu'elle n'est l'effet du besoin d'une autorité civile ressentie au sein d'une société déjà constituée.

A limite, l'autorité sera entièrement recueillie dans la personne du chef et c'est la forme la plus extrême du pouvoir humain, sans doute, qu'incarne particulièrement une forme très singulière de suicide : les morts d'accompagnement. Dans certaines sociétés historiques, serviteurs et concubines de grands personnages disparaissaient à la mort de leur maître, qu'ils accompagnaient parfois très concrètement dans la tombe – Hérodote nous le décrit chez les Scythes (*L'Enquête*, IV, 72) et chez les Thraces, où il rapporte le cas de femmes se battant pour être égorgées sur la tombe de leur mari et être reconnues ainsi comme sa préférée (V, 4). Bien plus tard, le cortège qui amenait Gengis Khan jusqu'à son lieu de sépulture tua sur son passage tous les hommes qu'il rencontrait, afin que ceux-ci servent comme domestiques au chef mongol dans l'au-delà. Confucius condamnait cette pratique qui avait cours dans la Chine ancienne, avant que des statues de soldats en terre cuite dans les tombeaux des Grands ne remplacent les sacrifices humains – on en trouve comme un écho dans l'Hofkirche d'Innsbruck, dans laquelle 28 guerriers et souverains de bronze entourent le cénotaphe de Maximilien Ier (1553). Ces statues ou *haniwa* seront également connues au Japon mais, en 1651 encore, treize de ses vassaux s'éventrèrent pour rejoindre le troisième Shogun Tokugawa Iemitsu qui venait de mourir. C'était là des morts inutiles et sans finalité pratique, qui pouvaient ne pas même être portées par une ferme croyance en une survie post-mortem. Mais ici le principe hiérarchique était poussé à son terme : ces hommes et ces femmes n'avaient d'être que dépendant d'un maître, que la mort de ce dernier, évidemment, annulait. Qu'ils soient utilisés par d'autres aurait été indécent et aurait risqué de susciter le juste courroux du défunt³⁴⁰. Ici, la hiérarchie faisait tout l'être.

L'homme n'est pas un pur produit de l'organisation sociale, sans doute, car sinon qui crée l'organisation sociale ? Mais l'existence des hommes s'inscrit d'abord dans un rapport de distribution hiérarchique. A cet égard, *l'humanité première est un classement*. On ne peut être soi sans poser les autres comme autres, c'est-à-dire dans un rapport défini de valeur à soi, qui nie leur identification entière à soi et dont le principe hiérarchique est la manifestation. L'une des racines de la violence humaine pourrait bien être cette impossibilité où nous sommes de nous penser comme autre. Qui n'a d'égale que la difficulté à reconnaître ce que cela signifie : que ce que nous sommes est d'abord l'effet d'une situation d'existence qui ne dépend pas de nous. C'est pourquoi il est bien inutile de soupçonner un instinct meurtrier en l'homme – que lui seul aurait d'ailleurs au sein de la nature, comme tend à le suggérer un Konrad Lorenz (*L'agression*, 1963³⁴¹). D'abord parce que les animaux ne sont pas moins agressifs que nous.

Chez les charmantes marmottes, quand un mâle en remplace un autre dans un foyer, il tue d'abord toute la progéniture de sa nouvelle compagne. Chez les Plaa Kat, un poisson dont les combats font l'objet de

³⁴⁰ Voir A. Testart *Les morts d'accompagnement. La servitude volontaire I*, Paris, Ed. Errance, 2004.

³⁴¹ trad. fr. Paris, Flammarion, 1977.

paris en Thaïlande, le père surveille les œufs que la femelle tente de dévorer. Les hyènes se livrent à des combats mortels, tandis que les groupes de chimpanzés peuvent se battre et s’exterminer avec une extrême cruauté³⁴². Les animaux sont violents - même les Bonobos, présentés de nos jours comme une espèce pacifiste résolvant ses conflits par le sexe.

Ensuite, parce qu’invoquer le terme vague d’instinct paraît superflu, tant notre agressivité semble suivre assez logiquement notre être. Pour être, en effet, nous avons besoin des autres. Mais pas du tout au sens où on l’entend communément ! Pour que je sois, il faut que les autres soient autres et non qu’ils soient comme moi, précisément parce que j’ai besoin de les utiliser, parce que la promotion de mes intérêts passe par eux, c’est-à-dire demande à ce que les leurs plient devant les miens. La violence n’a finalement pas d’autre définition. Elle tient à ce que mes intérêts mêmes naissent dans la reconnaissance de la possibilité d’utiliser d’autrui. Cette reconnaissance est proprement ce qu’apporte l’autorité, qui convertit mes semblables en autres à travers une distribution hiérarchique et stable de rôles, de qualités et surtout de privilèges, qui sont inséparables d’elle et que nous avons ainsi tendance à juger immuables. L’autorité sauve notre monde immédiat et le rend vivable. Mais, contrairement à ce que posait Hobbes, sa rançon est la guerre néanmoins, car la société n’institue jamais que la violence en permettant que je sois, c’est-à-dire que l’autre ne soit pas comme moi. Cela crée aussi bien la possibilité d’un conflit, liée à la perspective de profiter de ce qui n’est plus lié à moi ou d’avoir à m’en défendre.

Notre être même, ainsi, est entaché d’une violence originelle. A ce point que notre monde peut paraître à cet égard ne pouvoir être tout entier sauvé qu’extérieurement, par un Dieu. Que l’autorité politique ait si souvent cherché un fondement religieux ne saurait donc surprendre. Et cela doit être considéré au sens le plus fort : non parce que la religion serait seulement l’alibi du pouvoir mais en ce que l’humanité consiste peut-être proprement à en appeler à une justification du monde qui en efface la violence constitutive. Ce qu’il y a de franchement humain dans la guerre, ainsi, est qu’on puisse la trouver totalement et par principe injustifiée – et ceci parce que si elle permet peut-être de devenir un héros, la guerre est une situation avant tout marquée par notre impossibilité d’exister pleinement, de nous-même, comme une personne.

*

³⁴² Voir R. Wrangham & D. Peterson *Demonic males. Apes and the Origins of Human violence*, Mariner Books, 1996.

* *